M1

© THE QUEEN'S PRINTER FOR ONTARIO
2001

REPRODUCED WITH PERMISSION

L'IMPRIMEUR DE LA REINE POUR L'ONTARIO

REPRODUIT AVEC PERMISSION

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel: (416) 362-5211
Toll free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

016796

FINANCES DE L'ONTARIO

Résultats financiers (en millions de dollars)

	Chiffres réels 2000-2001	2001-2002 Plan budgétaire	2001-2002 Prévisions actuelles	2001-2002 Modif. en cours d'exercice
Recettes	64 682	64 270	64 112	(158)
Dépenses				
Programmes	50 075	52 011	52 207	196
Restructuration et autres dépenses	31	--	--	--
Total des dépenses - programmes	50 106	52 011	52 207	196
Immobilisations	2 079	1 944	1 949	5
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 896	8 795	8 736	(59)
Secteur de l'électricité	520	520	520	--
Total des dépenses	61 601	63 270	63 412	142
Moins : Réserve	--	1 000	700	(300)
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs*	244	140	140	--
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	**3 325**	**140**	**140**	**--**

* Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

POINTS SAILLANTS

COMPTES PUBLICS DE 2000-2001

- Les *Comptes publics de 2000-2001*, publiés le 21 septembre 2001, faisaient état d'un excédent réel vérifié de 3 325 millions de dollars pour 2000-2001, soit 133 millions de dollars de plus que le montant provisoire de 3 192 millions de dollars prévu dans le budget de l'Ontario de 2001.

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2001-2002

BUDGET ÉQUILIBRÉ EN PERSPECTIVE

- Les prévisions financières de 2001-2002 sont conformes au plan budgétaire. Au 30 septembre 2001, on prévoit un excédent de 140 millions de dollars, ce qui est conforme au montant prévu dans le budget de l'Ontario de 2001 et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

RECETTES DE 64,1 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les recettes prévues sont de 64 112 millions de dollars, soit 158 millions de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, ce qui est principalement attribuable à la diminution des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, et en partie compensé par des recettes supérieures tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers.

DÉPENSES DE 63,4 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les dépenses totales s'élèvent à 63 412 millions de dollars, soit une hausse de 142 millions de dollars par rapport au plan budgétaire et aux *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation du financement des hôpitaux, et en partie compensé par des économies au chapitre de l'intérêt sur la dette publique.

RÉSERVE DE 0,7 MILLIARD DE DOLLARS

- Le plan budgétaire de l'Ontario pour 2001-2002 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars visant à protéger le budget équilibré contre tout changement imprévu qui aurait des incidences négatives sur les perspectives économiques et financières. La croissance économique ayant été moindre que prévu, une tranche de 300 millions de dollars de la réserve a été affectée au maintien de l'équilibre budgétaire. S'il n'est pas nécessaire de puiser dans le reste, soit 700 millions de dollars, ce montant pourra servir à réduire la dette à la fin de l'exercice.

This report is available in English. For information:
Communications and Corporate Affairs Branch , 416 325-0333,
Frost Building North, Queen's Park, Toronto ON M7A 1Z1

Renseignements :
Direction des communications et des affaires ministérielles
416 325-0333, Édifice Frost Nord, Queen's Park, Toronto ON M7A 1Z1

Accessible sur Internet à : http://www.gov.on.ca/FIN/french/fredoc.htm

FINANCES DE L'ONTARIO

Ontario

Deuxième trimestre 2001-2002 **MISE À JOUR TRIMESTRIELLE - 30 SEPTEMBRE 2001** **Ministère des Finances**

Résultats financiers (en millions de dollars)

		2001-2002		
	Chiffres réels 2000-2001	**Plan budgétaire**	**Prévisions actuelles**	**Modif. en cours d'exercice**
Recettes	64 682	64 270	64 112	(158)
Dépenses				
Programmes	50 075	52 011	52 207	196
Restructuration et autres dépenses	31	--	--	--
Total des dépenses - programmes	50 106	52 011	52 207	196
Immobilisations	2 079	1 944	1 949	5
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 896	8 795	8 736	(59)
Secteur de l'électricité	520	520	520	--
Total des dépenses	61 601	63 270	63 412	142
Moins : Réserve	--	1 000	700	(300)
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs*	244	140	140	--
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	**3 325**	**140**	**140**	**--**

* Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

POINTS SAILLANTS

COMPTES PUBLICS DE 2000-2001

- Les *Comptes publics de 2000-2001*, publiés le 21 septembre 2001, faisaient état d'un excédent réel vérifié de 3 325 millions de dollars pour 2000-2001, soit 133 millions de dollars de plus que le montant provisoire de 3 192 millions de dollars prévu dans le budget de l'Ontario de 2001.

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2001-2002

BUDGET ÉQUILIBRÉ EN PERSPECTIVE

- Les prévisions financières de 2001-2002 sont conformes au plan budgétaire. Au 30 septembre 2001, on prévoit un excédent de 140 millions de dollars, ce qui est conforme au montant prévu dans le budget de l'Ontario de 2001 et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

RECETTES DE 64,1 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les recettes prévues sont de 64 112 millions de dollars, soit 158 millions de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, ce qui est principalement attribuable à la diminution des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, et en partie compensé par des recettes supérieures tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers.

DÉPENSES DE 63,4 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les dépenses totales s'élèvent à 63 412 millions de dollars, soit une hausse de 142 millions de dollars par rapport au plan budgétaire et aux *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation du financement des hôpitaux, et en partie compensé par des économies au chapitre de l'intérêt sur la dette publique.

RÉSERVE DE 0,7 MILLIARD DE DOLLARS

- Le plan budgétaire de l'Ontario pour 2001-2002 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars visant à protéger le budget équilibré contre tout changement imprévu qui aurait des incidences négatives sur les perspectives économiques et financières. La croissance économique ayant été moindre que prévu, une tranche de 300 millions de dollars de la réserve a été affectée au maintien de l'équilibre budgétaire. S'il n'est pas nécessaire de puiser dans le reste, soit 700 millions de dollars, ce montant pourra servir à réduire la dette à la fin de l'exercice.

This report is available in English. For information:
Communications and Corporate Affairs Branch , 416 325-0333,
Frost Building North, Queen's Park, Toronto ON M7A 1Z1

Renseignements :
Direction des communications et des affaires ministérielles
416 325-0333, Édifice Frost Nord, Queen's Park, Toronto ON M7A 1Z1

Accessible sur Internet à : http://www.gov.on.ca/FIN/french/fredoc.htm

RÉSULTATS FINANCIERS

Recettes

- Les recettes prévues sont de 64 112 millions de dollars, soit 158 millions de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire et les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Voici les principaux changements pour le présent trimestre :
  - Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) devraient augmenter de 250 millions de dollars, ce qui est principalement attribuable à des cotisations d'IRP pour 2000 plus élevées que prévu au moment de la préparation des *Comptes publics de 2000-2001*. Cette augmentation de l'IRP est en partie contrebalancée par les effets de la plus faible croissance des traitements et salaires, par la diminution des recettes tirées des gains en capital découlant de la baisse des prix des cours du marché cette année et par les coûts liés à la décision de devancer les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers qui devaient à l'origine entrer en vigueur le 1er janvier 2002.
  - Les prévisions de recettes tirées de l'impôt sur les sociétés ont été abaissées de 400 millions de dollars en raison des profits plus faibles que prévu cette année et de la décision de devancer les réductions de l'impôt sur les sociétés qui devaient à l'origine entrer en vigueur le 1er janvier 2002.
  - Les prévisions de recettes tirées de la taxe de vente au détail ont été réduites de 50 millions de dollars en raison de la baisse des dépenses des consommateurs et des touristes à la suite des événements tragiques du 11 septembre aux États-Unis.
  - Les prévisions de recettes tirées de la taxe sur le tabac ont augmenté de 40 millions de dollars à la suite de l'augmentation de la taxe annoncée par le gouvernement fédéral. Aux termes de la loi ontarienne, la taxe sur le tabac de l'Ontario augmente automatiquement d'un montant équivalent lorsque la taxe fédérale augmente.
  - Les diverses autres recettes sont supérieures de 2 millions de dollars en raison d'une augmentation des recettes découlant de l'accroissement des services offerts par la Police provinciale de l'Ontario sur l'autoroute 407 et des services que la Police provinciale dispense dans les villes de Collingwood, de New Tecumseth, d'Orillia et de Penetanguishene.

Dépenses de fonctionnement

- Les dépenses de fonctionnement nettes s'élèvent à 61 463 millions de dollars, soit une hausse de 137 millions de dollars par rapport au plan budgétaire et aux *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Les principales modifications pour ce trimestre comprennent :
  - Ministère du Procureur général : montant supplémentaire de 3 millions de dollars afin d'aider les victimes et les familles des victimes des événements tragiques du 11 septembre aux États-Unis, et réduction de 3 millions de dollars en raison du transfert de fonds du poste des dépenses de fonctionnement à celui des dépenses en immobilisations pour le Plan d'action en matière de justice pour les victimes d'actes criminels.
  - Ministère du Développement économique et du Commerce : montant supplémentaire de 1 million de dollars pour le Groupe d'étude sur la compétitivité, la productivité et les progrès économiques, entièrement compensé à même le Fonds de prévoyance.
  - Ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie : montant supplémentaire de 2 millions de dollars pour la sensibilisation des consommateurs et les communications en ce qui a trait à la déréglementation du marché de l'électricité, entièrement compensé à même le Fonds de prévoyance.
  - Ministère de l'Environnement : montant supplémentaire de 3 millions de dollars pour l'élaboration d'une politique et de lignes directrices relatives à la protection de l'eau souterraine, entièrement compensé à même le Fonds de prévoyance.
  - Ministère des Finances : montant supplémentaire de 37 millions de dollars pour les paiements uniques aux familles travailleuses à faible et à moyen revenu comptant des enfants de moins de sept ans.
  - Ministère de la Santé et des Soins de longue durée : augmentation nette de 226 millions de dollars du budget du ministère, incluant une hausse des dépenses de 300 millions de dollars affectés aux hôpitaux de la province afin de leur permettre de mieux faire face à l'évolution et à la hausse des coûts des soins aux patients, ce qui est en partie compensé par un montant de 73 millions de dollars résultant de fonds sous-utilisés à une occasion et d'économies permanentes sur le plan administratif au sein du ministère et par un montant de 89 millions de dollars provenant du Fonds de prévoyance; et diminution de 1 million de dollars des dépenses en raison du transfert de fonds au ministère de la Formation et des Collèges et Universités au titre des dépenses en immobilisations liées à l'augmentation des inscriptions aux facultés de médecine.
  - Ministère du Solliciteur général : montant supplémentaire de 10 millions de dollars pour les stratégies provinciales de lutte contre le terrorisme et de gestion des services d'urgence; et montant supplémentaire de 2 millions de dollars pour l'accroissement des services offerts par la Police provinciale de l'Ontario sur l'autoroute 407 et des services dispensés par la Police provinciale dans les villes de Collingwood, de New Tecumseth, d'Orillia et de Penetanguishene, compensé par des recettes accrues.
  - Ministère du Tourisme, de la Culture et des Loisirs : montant supplémentaire de 10 millions de dollars pour lancer une campagne de marketing touristique repensée.
- L'intérêt sur la dette publique devrait s'élever à 9 256 millions de dollars, ce qui comprend un montant de 8 736 millions de dollars lié aux emprunts de la province en son propre nom ainsi qu'un montant de 520 millions de dollars lié à l'intérêt sur la dette contractée pour l'investissement dans le secteur de l'électricité. Cette prévision est de 59 millions de dollars inférieure au plan budgétaire et aux *Finances de l'Ontario* du premier trimestre en raison de taux d'intérêt moindres que prévu et d'une gestion judicieuse de la dette.

FINANCES DE L'ONTARIO DÉTAILS DES MODIFICATIONS EN COURS D'EXERCICE

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

- Les dépenses en immobilisations s'élèvent à 1 949 millions de dollars, soit 5 millions de dollars de plus que dans le plan budgétaire et les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Voici les principales modifications pour le présent trimestre :
  - Ministère du Procureur général : montant supplémentaire de 9 millions de dollars aux fins du déménagement des activités judiciaires de l'East Mall à Toronto, entièrement compensé par le Fonds de prévoyance; augmentation de 3 millions de dollars en raison du transfert de fonds du poste des dépenses de fonctionnement à celui des dépenses en immobilisations, aux fins du Plan d'action en matière de justice pour les victimes d'actes criminels.
  - Ministère de l'Éducation : montant supplémentaire de 4 millions de dollars afin d'améliorer la protection de l'eau potable dans les écoles élémentaires et secondaires, entièrement compensé par le Fonds de prévoyance.
  - Ministère de l'Environnement : montant supplémentaire de 8 millions de dollars afin d'aider les offices de protection de la nature et les municipalités à mener des analyses portant sur la qualité et la quantité de l'eau souterraine, entièrement compensé par le Fonds de prévoyance.
  - Ministère du Solliciteur général : montant supplémentaire de 1 million de dollars aux fins de la construction de locaux destinés à la formation à la lutte contre le terrorisme au Collège de police de l'Ontario et d'un centre de formation à la gestion des services d'urgence pour les agents de secours d'urgence au Collège des pompiers de l'Ontario.
  - Ministère de la Formation et des Collèges et Universités : montant supplémentaire de 1 million de dollars, transféré du poste des dépenses de fonctionnement du ministère de la Santé et des Soins de longue durée, au poste des dépenses en immobilisations liées à l'augmentation des inscriptions aux facultés de médecine.

État des opérations financières
(en millions de dollars)

	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	2e trim. 2001-2002
Recettes	52 518	55 786	62 931	64 682	64 112
Dépenses					
Programmes	43 709	46 509	47 369	50 075	52 207
Restructuration et autres dépenses	1 595	76	211	31	--
Total des dépenses - programmes	45 304	46 585	47 580	50 106	52 207
Immobilisations	2 451	2 187	4 832	2 079	1 949
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 729	9 016	8 977	8 896	8 736
Secteur de l'électricité	--	--	520	520	520
Total des dépenses	56 484	57 788	61 909	61 601	63 412
Moins : Réserve	--	--	--	--	700
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs*	--	--	(354)	244	140
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	**(3 966)**	**(2 002)**	**668**	**3 325**	**140**
DETTE PROVINCIALE NETTE †	**112 735**	**114 737**	**113 715**	**110 634**	**110 634**

* Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.
† La dette provinciale nette représente le total du passif moins les avoirs financiers.

Statistiques économiques et financières

	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	2e trim. 2001-2002
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché (en millions de dollars)	359 953	378 124	405 625	429 530	446 282
Population de l'Ontario (en milliers) - 1er juillet	11 249	11 387	11 523	11 685	11 874
Recettes de l'Ontario en pourcentage du PIB	14,6	14,8	15,5	15,1	14,4
Croissance des recettes de l'Ontario (%)	6,2	6,2	12,8	2,8	(0,9)
Total des dépenses de l'Ontario en pourc. du PIB	15,7	15,3	15,3	14,3	14,2
Croissance des dépenses totales de l'Ontario (%)	0,2	2,3	7,1	(0,5)	2,9
Intérêt sur la dette publique (IDP) de l'Ontario par rapport aux recettes (%)	16,6	16,2	15,1	14,6	14,4
IDP de l'Ontario par rapport au total des dépenses (%)	15,5	15,6	15,3	15,3	14,6
IDP de l'Ontario en pourcentage du PIB	2,4	2,4	2,3	2,2	2,1
Excédent/(Déficit) de l'Ontario en pourc. du PIB	(1,1)	(0,5)	0,2	0,8	0,0
Dette provinciale nette par habitant ($)	10 022	10 076	9 869	9 468	9 317
Dette provinciale nette en pourcentage du PIB	31,3	30,3	28,0	25,8	24,8

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

HAUSSE DU PIB DE L'ONTARIO AU COURS DU DEUXIÈME TRIMESTRE (AVRIL À JUIN)

- Le PIB réel de l'Ontario a augmenté à un taux annualisé de 2,3 % au cours du deuxième trimestre après avoir diminué légèrement de 0,6 % au premier trimestre.
- Pour 2000, le taux de croissance du PIB réel a été de 5,3 %.

CROISSANCE MODÉRÉE DE L'EMPLOI EN 2001

- Le nombre d'emplois en Ontario a augmenté de 106 300 au cours des dix premiers mois comparativement à la même période en 2000.
- Cette hausse modérée de l'emploi en 2001 a fait suite à une augmentation du nombre d'emplois de 184 000 en 2000 et de 198 000 en 1999.
- Le taux de chômage de l'Ontario était de 6,6 % en octobre.

AUGMENTATION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EN 2001

- Au cours des huit premiers mois de 2001, les ventes au détail de l'Ontario ont augmenté de 3,5 % par rapport à l'année dernière.

LE MARCHÉ DU LOGEMENT DEMEURE DYNAMIQUE

- Au cours des neuf premiers mois de 2001, les mises en chantier de logements se sont accrues de 3,6 % par rapport à l'année précédente.
- Les reventes de logements dans la province ont augmenté de 7,2 % au cours des neuf premiers mois de 2001 par rapport à l'année précédente.

DIMINUTION DES EXPORTATIONS ATTRIBUABLE AU RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

- Au cours des huit premiers mois de 2001, les exportations de marchandises de l'Ontario ont diminué de 2,8 % par rapport aux résultats affichés il y a un an. Cette baisse est en grande partie attribuable à la réduction des exportations d'automobiles aux États-Unis.
- Les expéditions de biens manufacturés de l'Ontario ont diminué de 4,2 % au cours des huit premiers mois de 2001. Elles avaient augmenté de 6,2 % en 2000.

LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE ACCROÎT LE TAUX D'INFLATION EN 2001

- L'inflation de l'indice des prix à la consommation a été de 3,1 % en septembre. Il s'agit d'une baisse par rapport au taux élevé de 4,3 % affiché en avril 2001.
- L'augmentation des prix de l'énergie a entraîné une hausse de l'inflation de l'indice des prix à la consommation en 2000 et en 2001. La baisse des prix du pétrole et de l'essence se traduit maintenant par une diminution de l'inflation.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

		Annuels	Annuels	Trimestriels				
		1999	2000	2e trim. 2000	3e trim. 2000	4e trim. 2000	1er trim. 2001	2e trim. 2001
Production (désaisonnalisée, taux annuels)								
PIB réel	Ontario	7,4	5,3	2,2	5,1	3,5	(0,6)	2,3
PIB nominal	Ontario	7,3	5,9	6,5	5,0	(0,8)	4,4	5,0

		Annuels	Annuels	Mensuels - 2001				
		1999	2000	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marchés du travail								
Population active (variation en milliers)	Ontario	157	157	(5,0)	17,9	14,6	(10,6)	(3,0)
Emploi (variation en milliers)	Ontario	198	184	(8,3)	(7,2)	(1,5)	(8,9)	(2,9)
Taux de chômage (en pourcentage)	Ontario	6,3	5,7	6,0	6,3	6,6	6,6	6,6
Secteur des ménages								
Ventes au détail	Ontario	7,3	7,3	(0,8)	(0,1)	0,7	n.d.	n.d.
Mises en chantier de logements urbains (en milliers)	Ontario	62,9	67,4	81,5	58,2	80,0	64,6	n.d.
Ventes de logements neufs*	Toronto	29,4	13,3	10,3	11,3	14,1	(28,4)	n.d.
Reventes de logements*	Ontario	7,4	(1,1)	12,1	15,2	10,1	2,0	n.d.
Expéditions de biens manufacturés	Ontario	13,3	6,2	(4,0)	(0,5)	0,5	n.d.	n.d.
Matériel de transport	Ontario	23,3	0,7	(5,5)	(1,2)	0,7	n.d.	n.d.
Indice des prix à la consommation*	Ontario	1,9	2,9	3,5	3,1	3,4	3,1	n.d.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Greater Toronto Home Builders' Association et Association canadienne de l'immeuble.

* variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant
n.d. = données non disponibles

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

RECETTES

(en millions de dollars)		2001-2002		
	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	18 624	18 010	18 260	250
Taxe de vente au détail	13 735	14 340	14 290	(50)
Impôt sur les sociétés	9 200	8 340	7 940	(400)
Impôt-santé des employeurs	3 424	3 620	3 620	–
Taxe sur l'essence	2 172	2 300	2 300	–
Taxe sur les carburants	648	655	655	–
Taxe sur le tabac	504	620	660	40
Droits de cession immobilière	642	670	670	–
Autres recettes fiscales	333	265	265	–
	49 282	48 820	48 660	(160)
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	4 138	5 630	5 630	–
Suppléments - TCSPS	757	380	380	–
Logement social	541	530	530	–
Aide aux étudiantes et étudiants	40	64	64	–
Services de bien-être aux Autochtones	131	117	117	–
Fonds pour l'acquisition du matériel médical	190	190	190	–
Expansion du bilinguisme	64	64	64	–
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	63	39	39	–
Autres	205	345	345	–
	6 129	7 359	7 359	–
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 181	2 000	2 000	–
Régie des alcools de l'Ontario	877	890	890	–
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	928	524	524	–
Autres	14	10	10	–
	4 000	3 424	3 424	–
AUTRES RECETTES				
Droits de permis de cond. et d'imm. des véhicules	929	925	925	–
Autres droits et permis	660	685	685	–
Recettes tirées des permis d'alcool	525	518	518	–
Redevances	235	240	240	–
Ventes et locations	637	300	300	–
Entreprises indépendantes de production d'électricité	344	159	159	–
Remaniement des services locaux - remb. des dépenses	1 432	1 223	1 223	–
Divers	509	617	619	2
	5 271	4 667	4 669	2
TOTAL DES RECETTES	64 682	64 270	64 112	(158)

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)		2001-2002		
MINISTÈRE	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	401	446	446	–
Dépenses ponctuelles et extraordinaires	233	–	–	–
Procureur général	957	979	979	–
Commission de régie interne	116	117	117	–
Affaires civiques	77	78	78	–
Services sociaux et communautaires	7 620	7 756	7 756	–
Services aux consommateurs et aux entreprises	155	168	168	–
Services correctionnels	593	610	610	–
Développement économique et Commerce	81	106	107	1
Éducation	7 961	8 471	8 471	–
Régime de retraite des enseignantes et enseignants	(779)	(230)	(230)	–
Énergie, Sciences et Technologie	464	284	286	2
Environnement	190	215	218	3
Bureaux du corps exécutif	21	21	21	–
Finances - à ses propres fins	842	773	810	37
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 896	8 795	8 736	(59)
Secteur de l'électricité	520	520	520	–
Fonds de réinvestissement communautaire	561	561	561	–
Provision pour le secteur de l'électricité	408	4	4	–
Santé et Soins de longue durée	21 686	23 486	23 712	226
Renforcement de l'engagement à l'égard de la santé	498	–	–	–
Principaux coûts uniques pour la santé	487	190	190	–
Affaires intergouvernementales	4	5	5	–
Travail	104	113	113	–
Secrétariat du Conseil de gestion	214	346	346	–
Prestations de retraite	(209)	30	30	–
Fonds de prévoyance	–	654	551	(103)
Affaires municipales et Logement	1 792	1 214	1 214	–
Secrétariat des affaires autochtones	16	15	15	–
Richesses naturelles	417	407	415	8
Développement du Nord et Mines	113	179	179	–
Office des affaires francophones	4	5	5	–
Solliciteur général	907	932	944	12
Tourisme, Culture et Loisirs	360	392	402	10
Formation, Collèges et Universités	3 219	3 365	3 365	–
Transports	593	519	519	–
Économies à la fin de l'exercice	–	(200)	(200)	–
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	59 522	61 288	61 488	137

RECETTES

(en millions de dollars)		2001-2002		
	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	18 624	18 010	18 260	250
Taxe de vente au détail	13 735	14 340	14 290	(50)
Impôt sur les sociétés	9 200	8 340	7 940	(400)
Impôt-santé des employeurs	3 424	3 620	3 620	--
Taxe sur l'essence	2 172	2 300	2 300	--
Taxe sur les carburants	648	655	655	--
Taxe sur le tabac	504	620	660	40
Droits de cession immobilière	642	670	670	--
Autres recettes fiscales	333	265	265	--
	49 282	**48 820**	**48 660**	**(160)**
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	4 138	5 630	5 630	--
Suppléments - TCSPS	757	380	380	--
Logement social	541	530	530	--
Aide aux étudiantes et étudiants	40	64	64	--
Services de bien-être aux Autochtones	131	117	117	--
Fonds pour l'acquisition du matériel médical	190	190	190	--
Expansion du bilinguisme	64	64	64	--
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	63	39	39	--
Autres	205	345	345	--
	6 129	**7 359**	**7 359**	**--**
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 181	2 000	2 000	--
Régie des alcools de l'Ontario	877	890	890	--
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	928	524	524	--
Autres	14	10	10	--
	4 000	**3 424**	**3 424**	**--**
AUTRES RECETTES				
Droits de permis de cond. et d'imm. des véhicules	929	925	925	--
Autres droits et permis	660	685	685	--
Recettes tirées des permis d'alcool	525	518	518	--
Redevances	235	240	240	--
Ventes et locations	637	300	300	--
Entreprises indépendantes de production d'électricité	344	159	159	--
Remaniement des services locaux - remb. des dépenses	1 432	1 223	1 223	--
Divers	509	617	619	2
	5 271	**4 667**	**4 669**	**2**
TOTAL DES RECETTES	**64 682**	**64 270**	**64 112**	**(158)**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)		2001-2002		
MINISTÈRE	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Prévisions actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	401	446	446	--
Dépenses ponctuelles et extraordinaires	233	--	--	--
Procureur général	957	979	979	--
Commission de régie interne	116	117	117	--
Affaires civiques	77	78	78	--
Services sociaux et communautaires	7 620	7 756	7 756	--
Services aux consommateurs et aux entreprises	155	168	168	--
Services correctionnels	593	610	610	--
Développement économique et Commerce	81	106	107	1
Éducation	7 961	8 471	8 471	--
Régime de retraite des enseignantes et enseignants	(779)	(230)	(230)	--
Énergie, Sciences et Technologie	464	284	286	2
Environnement	190	215	218	3
Bureaux du corps exécutif	21	21	21	--
Finances - à ses propres fins	842	773	810	37
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 896	8 795	8 736	(59)
Secteur de l'électricité	520	520	520	--
Fonds de réinvestissement communautaire	561	561	561	--
Provision pour le secteur de l'électricité	408	4	4	--
Santé et Soins de longue durée	21 686	23 486	23 712	226
Renforcement de l'engagement à l'égard de la santé	498	--	--	--
Principaux coûts uniques pour la santé	487	190	190	--
Affaires intergouvernementales	4	5	5	--
Travail	104	113	113	--
Secrétariat du Conseil de gestion	214	346	346	--
Prestations de retraite	(209)	30	30	--
Fonds de prévoyance	--	654	551	(103)
Affaires municipales et Logement	1 792	1 214	1 214	--
Secrétariat des affaires autochtones	16	15	15	--
Richesses naturelles	417	407	415	8
Développement du Nord et Mines	113	179	179	--
Office des affaires francophones	4	5	5	--
Solliciteur général	907	932	944	12
Tourisme, Culture et Loisirs	360	392	402	10
Formation, Collèges et Universités	3 219	3 365	3 365	--
Transports	593	519	519	--
Économies à la fin de l'exercice	--	(200)	(200)	--
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**59 522**	**61 326**	**61 463**	**137**

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)		2001-2002		
MINISTÈRE	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1	51	51	--
Procureur général	42	55	67	12
Services sociaux et communautaires	14	38	38	--
Services correctionnels	95	98	98	--
Éducation	4	16	20	4
Énergie, Sciences et Technologie	86	76	76	--
Environnement	5	13	21	8
Fonds de protection des eaux	17	5	5	--
Finances	7	13	13	--
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	4	100	100	--
Fonds de prévoyance	--	100	79	(21)
Santé et Soins de longue durée	182	200	200	--
Principales dépenses uniques en immobilisations	140	--	--	--
Secrétariat du Conseil de gestion	24	37	37	--
Affaires municipales et Logement	--	8	8	--
Secrétariat des affaires autochtones	5	7	7	--
Richesses naturelles	65	99	99	--
Développement du Nord et Mines	312	327	327	--
Solliciteur général	4	9	10	1
Tourisme, Culture et Loisirs	32	68	68	--
Formation, Collèges et Universités	204	51	52	1
Transports	836	673	673	--
Économies à la fin de l'exercice	--	(100)	(100)	--
TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS	**2 079**	**1 944**	**1 949**	**5**

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2001-2002

(en millions de dollars)		2001-2002		
	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. par rapport au budget
Excédent/(Déficit)	3 325	140	140	--
Régularisation et consolidation	(4 496)	(2 258)	(2 825)	(567)
Dette arrivée à échéance*	(8 145)	(9 557)	(9 467)	90
Provision pour rachats anticipés	(1 036)	(1 020)	(1 020)	--
Autres sources/(Destinations)	(330)	--	--	--
Remboursements nets de la part d'organismes/(Prêts à des organismes)	766	(42)	(42)	--
Diminution/(Augmentation) des réserves de liquidité	962	2 551	2 551	--
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	(113)	--	--	--
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	611	1 130	423	(707)
Emprunts à long terme sur les marchés publics	8 456	9 056	10 240	1 184
dont : contractés			7 369	
restants			2 871	

*La dette venant à échéance est inférieure au plan budgétaire, la province ayant exercé ses options sur des obligations reconductibles.

♦ Les emprunts à long terme sur les marchés publics contractés au cours du deuxième trimestre ont totalisé 1 537 millions de dollars.

	(en millions de dollars)
Émissions sur le marché intérieur	1 438
Euro-billets à moyen terme	99
	1 537

♦ Outre les emprunts et rachats figurant dans le tableau, la province a racheté des créances de 261 millions de dollars et financé ce rachat en contractant des emprunts équivalents à des taux plus avantageux.

♦ On prévoit que la dette provinciale nette sera de 110,6 milliards de dollars au 31 mars 2002. Ce montant est de 0,1 milliard de dollars inférieur à celui indiqué dans le plan budgétaire de 2001 et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, à la suite de la révision à la baisse de la dette provinciale nette indiquée dans les *Comptes publics de 2000-2001*.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)		2001-2002		
MINISTÈRE	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. en cours d'exercice
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1	51	51	–
Procureur général	42	55	67	12
Services sociaux et communautaires	14	38	38	–
Services correctionnels	95	98	98	–
Éducation	4	16	20	4
Énergie, Sciences et Technologie	86	76	76	–
Environnement	5	13	21	8
Fonds de protection des eaux	17	5	5	–
Finances	7	13	13	–
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	4	100	100	–
Fonds de prévoyance	–	100	79	(21)
Santé et Soins de longue durée	182	200	200	–
Principales dépenses uniques en immobilisations	140	–	–	–
Secrétariat du Conseil de gestion	24	37	37	–
Affaires municipales et Logement	–	8	8	–
Secrétariat des affaires autochtones	5	7	7	–
Richesses naturelles	65	99	99	–
Développement du Nord et Mines	312	327	327	–
Solliciteur général	4	9	10	1
Tourisme, Culture et Loisirs	32	68	68	–
Formation, Collèges et Universités	204	51	52	1
Transports	836	673	673	–
Économies à la fin de l'exercice	–	(100)	(100)	–
TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS	2 079	1 944	1 949	5

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2001-2002

(en millions de dollars)		2001-2002		
	Chiffres réels 2000-2001	Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. par rapport au budget
Excédent/(Déficit)	3 325	140	140	--
Régularisation et consolidation	(4 496)	(2 258)	(2 825)	(567)
Dette arrivée à échéance*	(8 145)	(9 557)	(9 467)	90
Provision pour rachats anticipés	(1 036)	(1 020)	(1 020)	--
Autres sources/(Destinations)	(330)	--	--	--
Remboursements nets de la part d'organismes/(Prêts à des organismes)	766	(42)	(42)	--
Diminution/(Augmentation) des réserves de liquidité	962	2 551	2 551	--
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	(113)	--	--	--
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	611	1 130	423	(707)
Emprunts à long terme sur les marchés publics	8 456	9 056	10 240	1 184
dont : contractés			7 369	
restants			2 871	

*La dette venant à échéance est inférieure au plan budgétaire, la province ayant exercé ses options sur des obligations reconductibles.

♦ Les emprunts à long terme sur les marchés publics contractés au cours du deuxième trimestre ont totalisé 1 537 millions de dollars.

	(en millions de dollars)
Émissions sur le marché intérieur	1 438
Euro-billets à moyen terme	99
	1 537

♦ Outre les emprunts et rachats figurant dans le tableau, la province a racheté des créances de 261 millions de dollars et financé ce rachat en contractant des emprunts équivalents à des taux plus avantageux.

♦ On prévoit que la dette provinciale nette sera de 110,6 milliards de dollars au 31 mars 2002. Ce montant est de 0,1 milliard de dollars inférieur à celui indiqué dans le plan budgétaire de 2001 et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre, à la suite de la révision à la baisse de la dette provinciale nette indiquée dans les *Comptes publics de 2000-2001*.

Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario

L'honorable James M. Flaherty
Ministre des Finances

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2001*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1
416 325-0333

ou appeler au :
Centre d'information du ministère des Finances (sans frais d'interurbain)

Demandes en français :	1 800 668-5821
Demandes en anglais :	1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8

Téléphone :	416 326-5300
Commandes de l'extérieur :	1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) :	1 800 268-7095
Site Web :	www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2001
ISSN 1483-5983

This document is available in English under the title: *2001 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review*.

Table des matières

Introduction 1

A. Le rendement de l'économie de l'Ontario 3

B. Les perspectives économiques de l'Ontario 13

C. Le plan financier de l'Ontario 25

D. Des politiques favorisant une économie saine 57

Tableaux des données économiques 73

Introduction

Grâce à ses assises économiques solides, l'Ontario est en mesure de faire face au ralentissement actuel de l'économie mondiale. Les perspectives de retour à une croissance saine et soutenue demeurent bonnes.

La croissance économique a fléchi considérablement à l'échelle mondiale durant la première moitié de 2001. Le rebondissement attendu en Amérique du Nord au cours de la deuxième moitié de l'année a été retardé par les attaques terroristes du 11 septembre dernier.

Ces forces mondiales ont eu des répercussions sur l'Ontario. L'économie de la province devrait croître mais à un rythme plus lent que prévu dans le budget de 2001. En moyenne, les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à une croissance pour l'Ontario de 1,1 % cette année et de 1,3 % en 2002. Pour 2003, ils prévoient que l'économie progressera à un bon rythme de 4,3 %.

Bien que la conjoncture économique actuelle soit difficile, le gouvernement a adopté, au cours des six dernières années, des politiques qui contribueront à assurer une reprise rapide et robuste de la croissance. Les réductions d'impôt, l'équilibre budgétaire, le renouvellement de l'infrastructure, les investissements dans l'éducation, l'élimination des obstacles à la croissance ainsi que le renforcement des incitatifs au travail, à l'investissement et à l'innovation sont toutes des mesures qui fortifient les assises d'une économie saine et d'une plus grande qualité de vie.

Depuis 1995, un leadership vigoureux et une gestion efficace ont permis à la province de rétablir sa situation financière. L'Ontario dispose maintenant d'une plus grande marge de manoeuvre pour faire face à une période de croissance plus lente. Le gouvernement a présenté un budget équilibré en 1999-2000 et 2000-2001; c'était la première fois que la province avait des excédents budgétaires consécutifs depuis plus d'un demi-siècle. L'année dernière, la province a affecté 3,1 milliards de dollars au remboursement de la dette, soit le remboursement le plus important de son histoire. L'Ontario est en voie d'atteindre pour la troisième fois son objectif d'équilibre budgétaire pour le présent exercice.

La première section du présent document examine la performance et la situation de l'économie ontarienne. La deuxième présente les perspectives économiques de la province, tandis que la troisième met à jour ses perspectives financières. Enfin, la dernière section passe en revue le cadre stratégique qui a contribué aux solides perspectives économiques et financières pour l'Ontario. Des statistiques se trouvent en annexe.

A. Le rendement de l'économie de l'Ontario

Au cours des six dernières années, le gouvernement a jeté des assises solides pour la croissance économique et une qualité de vie élevée. Pour ce faire, il a :

- réduit les impôts afin de créer un climat économique qui récompense l'effort et l'esprit d'entreprise;
- investi dans l'infrastructure, l'innovation et l'éducation afin d'attirer les investissements et de stimuler la création d'emplois en Ontario;
- éliminé les formalités administratives inutiles afin d'encourager l'expansion des entreprises;
- mis en oeuvre un cadre financier sain grâce à l'équilibre budgétaire, à des dépenses responsables et à la réduction de la dette.

Ces politiques ont contribué à faire de l'Ontario un chef de file en matière de croissance depuis 1995. Grâce à une croissance économique vigoureuse et équilibrée depuis 1996, l'Ontario se trouve dans une bonne position pour faire face au ralentissement actuel.

- La forte croissance de la productivité ontarienne soutient la hausse des niveaux de vie.
- L'économie diversifiée et innovatrice de l'Ontario repose sur de bonnes assises, même si des secteurs clés doivent relever de grands défis.
- Les résultats records affichés par l'Ontario en matière de création d'emplois depuis 1995 permettent d'envisager l'avenir économique de la province avec confiance. La création d'emplois a bénéficié aux hommes, aux femmes et aux jeunes, et le nombre d'emplois a augmenté dans toutes les régions de la province.
- Les entreprises de l'Ontario et sa main-d'oeuvre talentueuse et instruite se mesurent avec succès à la concurrence sur les marchés mondiaux, et l'Ontario en bénéficiera lorsque ces marchés afficheront une forte croissance à moyen terme.

SÉCURITÉ ET PROSPÉRITÉ

« Nous continuerons à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la prospérité de l'Ontario. Les Ontariennes et Ontariens s'attendent à ce que le gouvernement fasse tout en son pouvoir pour protéger leur famille et faire en sorte que notre économie prenne de l'expansion et crée des emplois. Nous répondrons à leurs attentes. »

Le premier ministre, Mike Harris, 2001

« En travaillant avec nos homologues de l'Ontario, nous surmonterons la tragédie et continuerons à créer des emplois et des débouchés des deux côtés de la frontière. Nos rapports étroits et nos solides liens économiques, conjugués au courage et à la détermination de notre peuple, prévaudront sur cet acte de haine odieux. »

Le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, 2001

Grâce à la forte croissance enregistrée depuis 1995 et à une planification financière prudente, l'Ontario est en meilleure position que jamais pour faire face aux répercussions économiques d'événements tels que les attaques du 11 septembre. À la suite de ces tragédies, le gouvernement a pris des mesures supplémentaires pour protéger la population et l'économie de l'Ontario et il :

- **propose d'avancer au 1er octobre 2001 l'entrée en vigueur des réductions du taux d'imposition des particuliers et des sociétés et des déductions au titre de l'impôt sur le capital initialement prévues pour le 1er janvier 2002, qui comprend entre autres la hausse du seuil de revenu imposable des petites entreprises à 280 000 $;**
- **a décidé de nommer Norman Inkster, commissaire retraité de la GRC, et le major-général Lewis MacKenzie, aujourd'hui à la retraite, à titre de conseillers du gouvernement provincial en matière de sécurité;**
- **consacre plus de 30 millions de dollars à la sécurité de l'Ontario au moyen de mesures visant à lutter contre le terrorisme et à gérer les urgences, y compris une unité d'intervention rapide à la Police provinciale de l'Ontario et un centre de formation à la gestion des services d'urgence au Collège des pompiers de l'Ontario.**

Afin de protéger les possibilités d'expansion commerciale et économique de l'Ontario, le gouvernement a également proposé d'harmoniser les règles et procédures des douanes avec celles des États-Unis, et de créer un périmètre de sécurité nord-américain.

L'Ontario mène le bal en matière de croissance économique

Grâce à son rendement économique caractérisé par une croissance forte et diversifiée, l'Ontario se trouve en bonne posture pour faire face au défi économique actuel. Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 26 %, soit 4,7 % par année en moyenne, au cours de la période de 1996 à 2000. Il s'agit d'un rebondissement spectaculaire puisque la croissance était faible au début des années 1990. Au cours de la période de 1996 à 2000, la croissance de l'Ontario s'est révélée beaucoup plus forte que celle de tout pays du G-7 et a également dépassé celle de toutes les autres provinces canadiennes.

- Une demande intérieure forte, stimulée par les réductions d'impôt et la création d'emplois, a été le principal moteur de la croissance économique. Les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, qui assurent respectivement 43,6 % et 22,9 % de la croissance ontarienne, ont joué des rôles de premier plan.
- Le rendement de l'Ontario au chapitre du commerce international et interprovincial a aussi été impressionnant. Les importations et les exportations ont fortement augmenté au cours des cinq dernières années. Elles se sont accrues de 42,3 % et de 43,6 % respectivement. Les industries exportatrices concurrentielles de l'Ontario sont bien placées pour bénéficier de la croissance future de la demande internationale.

Croissance de la productivité : L'Ontario se hisse du dernier au premier rang

La croissance de la productivité est le seul moyen durable de rehausser le niveau de vie. La mesure la plus vaste de la productivité d'une économie est la croissance du PIB réel par personne. Depuis 1996, la croissance de l'Ontario dépasse celle du reste du Canada, des États-Unis ainsi que la moyenne des pays industrialisés. Cela est attribuable à la création de nombreux emplois et à l'accroissement rapide de la production par travailleur.

- **Des études économiques à l'échelle internationale indiquent que la réduction des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises se traduit par des hausses considérables de la croissance de la productivité à long terme.**
- **La réduction des impôts revitalise l'économie. Elle incite les entrepreneurs et les employés à faire des efforts plus soutenus afin de réussir et de gagner des revenus plus élevés, car ils peuvent conserver une plus grande proportion de leurs gains. La réduction des impôts des entreprises mène aussi à des investissements accrus, à une meilleure productivité et à des revenus plus élevés pour les travailleurs de l'Ontario.**
- **Les gains de productivité découlent des investissements dans le matériel, la technologie et les connaissances, de l'innovation, qui crée de nouveaux produits et de nouvelles façons de travailler, et d'une industrie souple qui s'efforce sans cesse de trouver les meilleures occasions. Ces activités caractérisent l'économie de l'Ontario.**

Fondement pour la création de nombreux emplois dans divers domaines

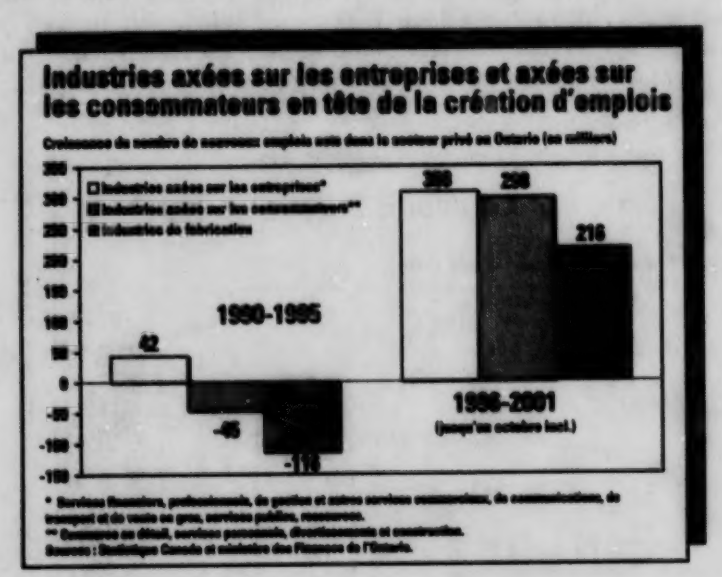
Depuis septembre 1995, l'économie de l'Ontario a créé 824 200 emplois nets. L'effet combiné de l'adoption de politiques efficaces et de la croissance économique à l'échelle internationale a entraîné la création d'un nombre sans précédent d'emplois dans la province, soit 558 700, au cours des trois années comprises entre 1998 et 2000. Il s'est créé 106 300 emplois en Ontario au cours des dix premiers mois de 2001. Ce rythme de création d'emplois est moindre que celui affiché à la même période l'an dernier, ce qui est attribuable à un ralentissement marqué de l'économie mondiale.

Les possibilités d'emploi se sont améliorées dans l'ensemble de l'économie. Les hommes, les femmes et les jeunes en ont tous bénéficié, et le nombre d'emplois a augmenté dans toutes les régions de la province.

- **Entre 1998 et 2000, les jeunes de l'Ontario ont obtenu 113 200 nouveaux emplois nets, ce qui dépasse les résultats de toute autre période de trois ans observée. Le taux de chômage chez les jeunes a diminué considérablement, passant de 16,4 % en 1997 à 11,8 % en 2000. Malgré le ralentissement économique récent, la croissance de l'emploi parmi les jeunes demeure positive pour les dix premiers mois de 2001; on compte en effet 6 700 emplois de plus qu'à la même période l'an dernier.**
- **Depuis septembre 1995, le nombre d'emplois nets créés a augmenté dans chacune des cinq régions économiques de l'Ontario, à raison de 472 400 dans la région du grand Toronto, de 182 900 dans le Centre de l'Ontario, de 102 800 dans l'Est, de 75 100 dans le Sud-Ouest et de 5 000 dans le Nord. (Les données régionales sont désaisonnalisées et sont des moyennes mobiles de trois mois.)**

Une économie diversifiée et résistante

Grâce à sa base industrielle diversifiée, l'économie de l'Ontario produit un large éventail de produits et de services destinés aux marchés intérieur et internationaux. Le climat économique favorable dans la province établit le fondement du dynamisme intrinsèque et de la compétitivité des entreprises ontariennes.



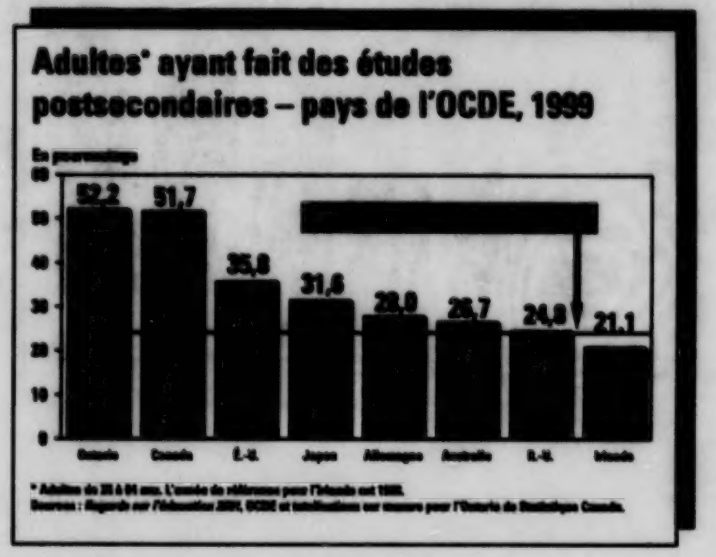
- La faiblesse des taux d'intérêt et les réductions d'impôt contribuent à soutenir les dépenses intérieures et la production, malgré le fléchissement qu'ont connu des industries comme celle du matériel de télécommunications. Les industries axées sur les consommateurs, telles que celles du commerce au détail et de la construction, constituent des sources importantes de croissance de l'emploi depuis 1995.
- Les petites et moyennes entreprises (PME) demeurent optimistes quant à l'économie de l'Ontario. Elles bénéficient grandement des réductions d'impôt de l'Ontario, du climat d'affaires propice à la croissance qui règne dans la province et de la hausse des dépenses intérieures. On doit aux PME plus de la moitié des emplois créés en Ontario depuis 1995.
- Bon an, mal an, le secteur manufacturier ontarien continue à démontrer son avantage concurrentiel. Depuis 1995, l'Ontario a créé plus d'emplois dans le secteur manufacturier que les autres provinces et territoires du Canada et que les États-Unis. Les gains sont répartis dans les industries de l'automobile, des produits électriques, du meuble et des produits pharmaceutiques.

Une main-d'oeuvre très instruite constitue un atout précieux

Une main-d'oeuvre qualifiée est essentielle au succès économique de l'Ontario dans un contexte mondial en évolution constante.

En Ontario, la proportion d'adultes qui ont fait des études postsecondaires est de 52 %, ce qui place la province en tête des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE). L'enseignement postsecondaire comprend les études universitaires et collégiales ainsi que les programmes de formation et d'apprentissage de niveau collégial.

Pour ce qui est des études universitaires seulement, l'Ontario arrive au troisième rang après les États-Unis et la Norvège. Le Canada se classe au cinquième rang. Pour les programmes d'éducation et d'apprentissage et les autres programmes de formation de niveau collégial, l'Ontario et le Canada sont bons premiers.



- **Les diplômés des collèges et universités de l'Ontario appliquent effectivement leurs compétences sur le marché du travail. Selon des enquêtes menées auprès de diplômés de l'Ontario, six mois après l'obtention de leur diplôme en 1998, trois quarts des diplômés des collèges et universités de la province estimaient que leur emploi était lié à leurs études.**

Un recours moindre à l'aide sociale, une population plus autonome

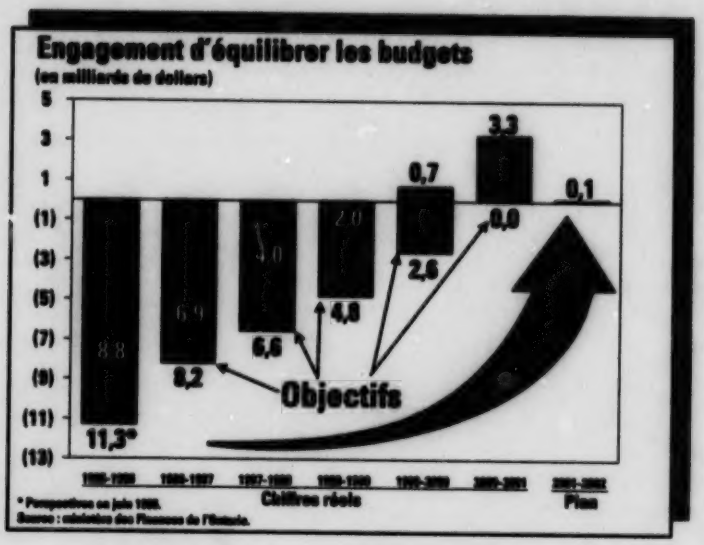
Les réformes de l'aide sociale ont éliminé les facteurs qui favorisaient la dépendance et ont mis l'accent sur l'autonomie qui est importante, puisqu'elle permet de créer des débouchés et de stimuler l'économie.

Ontario au travail, le programme de travail obligatoire de la province, donne aux participants la chance de parfaire leur éducation, de profiter de programmes de formation professionnelle et d'acquérir une expérience de travail précieuse. En même temps, le système d'aide sociale demeure un filet de sécurité pour les personnes qui en ont vraiment besoin.

- **Les réformes de l'aide sociale et la forte croissance de l'emploi ont permis à l'Ontario de réduire la dépendance à l'égard de l'aide sociale, chaque année depuis juin 1995. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a diminué de 600 000 personnes, adultes et enfants.**
- **Ces résultats sont bien différents de la situation constatée dans les années 1980, période où le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale a continué à augmenter, même si le boom économique créait des emplois et réduisait le chômage.**

Équilibre budgétaire

Grâce à une politique financière stricte qui a permis d'équilibrer les budgets et de rembourser une partie de la dette, l'Ontario peut faire face, avec vigueur et souplesse, aux conséquences financières d'une croissance économique moindre en 2001.



Dans le document *Perspectives économiques et revue financière* qu'il a publié en novembre 1995, le gouvernement a présenté un plan visant à équilibrer le budget qui fixait des objectifs annuels de réduction du déficit et prévoyait le dépôt d'un budget équilibré en 2000-2001.

- **Pour les six derniers exercices, le gouvernement a dépassé les objectifs annuels de réduction du déficit et de la dette.**
- **L'Ontario a réalisé un excédent de 668 millions de dollars en 1999-2000, et de 3,3 milliards de dollars en 2000-2001. L'Ontario est toujours en voie d'équilibrer le budget en 2001-2002.**
- **La dette provinciale nette a été réduite d'un montant record de 3,1 milliards de dollars en 2000-2001, après une réduction de 1 milliard de dollars en 1999-2000.**
- **L'adoption de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* et de la *Loi de 1999 sur l'équilibre budgétaire* contribuera à assurer le maintien de la responsabilité fiscale pour l'avenir.**

La section C fait le point sur le rendement financier de l'Ontario au cours de l'exercice actuel, 2001-2002.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

B. Les perspectives économiques de l'Ontario

L'économie de l'Ontario connaît un ralentissement en raison de la plus faible croissance économique à l'échelle mondiale et des effets néfastes des attaques terroristes contre les États-Unis. Des politiques économiques judicieuses aideront l'Ontario en ces temps difficiles et constitueront de solides assises pour la reprise d'une croissance économique vigoureuse.

Comme par les années passées, les perspectives économiques de l'automne sont fondées sur la moyenne des prévisions du secteur privé pour l'économie de l'Ontario. Ces données constituent un bon point de départ pour les consultations et la planification budgétaires. L'Ontario présentera ses prudentes hypothèses de planification lors du dépôt de son budget le printemps prochain.

Prévisions du secteur privé pour l'économie de l'Ontario (moyenne annuelle)

				2002p	2003p
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7,4	5,0	1,1	1,3	4,3
Taux de chômage (en pourcentage)	5,3	5,7	6,0	7,1	6,6
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	1,9	2,6	2,3	2,0	2,0

p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2001) du ministère des Finances de l'Ontario.

- Les économistes du secteur privé s'attendent à une croissance économique modérée pour l'année en cours et l'année suivante, qui se traduira par une augmentation du PIB réel de 1,1 % en 2001 et de 1,3 % en 2002.
- Selon les conjoncturistes, la croissance économique devrait s'élever à 4,3 % en 2003. Une diminution marquée des taux d'intérêt, conjuguée aux réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés et à une saine gestion financière, crée un climat propice à une croissance vigoureuse.

B. Les perspectives économiques de l'Ontario

L'économie de l'Ontario connaît un ralentissement en raison de la plus faible croissance économique à l'échelle mondiale et des effets néfastes des attaques terroristes contre les États-Unis. Des politiques économiques judicieuses aideront l'Ontario en ces temps difficiles et constitueront de solides assises pour la reprise d'une croissance économique vigoureuse.

Comme par les années passées, les perspectives économiques de l'automne sont fondées sur la moyenne des prévisions du secteur privé pour l'économie de l'Ontario. Ces données constituent un bon point de départ pour les consultations et la planification budgétaires. L'Ontario présentera ses prudentes hypothèses de planification lors du dépôt de son budget le printemps prochain.

Prévisions du secteur privé pour l'économie de l'Ontario (moyenne annuelle)

	[illegible]	[illegible]	[illegible]p	2002p	2003p
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7,4	5,3	1,1	1,3	4,3
Taux de chômage (en pourcentage)	6,3	5,7	6,3	7,1	6,6
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	1,9	2,9	3,3	2,0	2,0

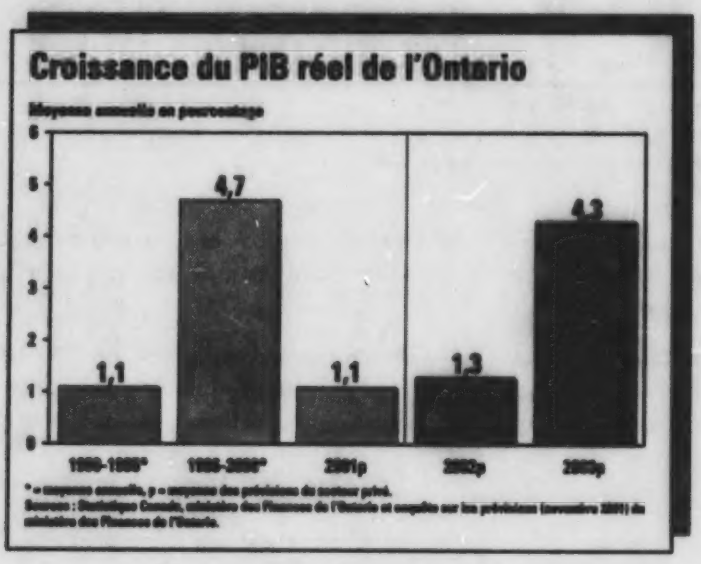
p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2001) du ministère des Finances de l'Ontario.

- Les économistes du secteur privé s'attendent à une croissance économique modérée pour l'année en cours et l'année suivante, qui se traduira par une augmentation du PIB réel de 1,1 % en 2001 et de 1,3 % en 2002.
- Selon les conjoncturistes, la croissance économique devrait s'élever à 4,3 % en 2003. Une diminution marquée des taux d'intérêt, conjuguée aux réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés et à une saine gestion financière, crée un climat propice à une croissance vigoureuse.

Retour à un rythme accéléré de croissance économique

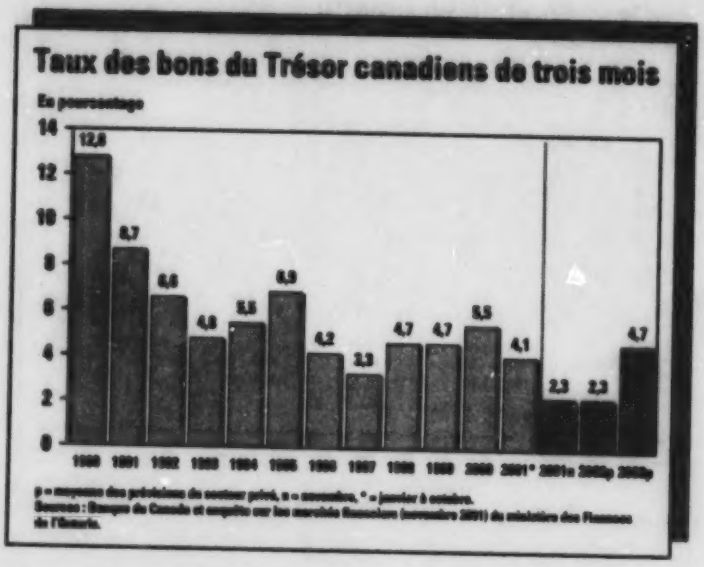
La plupart des conjoncturistes du secteur privé prévoient un rebondissement de la croissance économique. Un certain nombre de facteurs devraient stimuler la croissance d'ici le milieu de 2002.

- Des taux d'intérêt peu élevés entraîneront une baisse des frais d'exploitation des entreprises et stimuleront les dépenses au chapitre des biens de consommation durables et de la construction domiciliaire.
- Des réductions d'impôt aux paliers provincial et fédéral augmenteront le salaire réel des ménages.
- L'élan donné par les réductions d'impôt et par l'augmentation des dépenses au chapitre de la défense et de la sécurité aux États-Unis devrait renforcer la croissance économique américaine.
- La chute des prix du pétrole et du gaz naturel permettra aux ménages d'affecter à d'autres fins une plus grande partie de leur revenu disponible et aux entreprises de réduire leurs coûts.



La baisse quasi record des taux d'intérêt stimulera la croissance

On prévoit que les taux d'intérêt resteront peu élevés tout au long de 2002 et 2003. Face aux signes indéniables d'une plus faible croissance économique, la U.S. Federal Reserve a commencé à réduire les taux d'intérêt au début de 2001. Les taux ont été réduits encore davantage immédiatement après le 11 septembre. Au début de novembre, les taux d'intérêt affichaient une baisse de 400 points de base, y compris une réduction de 100 points de base à la suite des attaques terroristes. Pour sa part, la Banque du Canada a abaissé les taux d'intérêt de 300 points de base jusqu'à présent cette année. La diminution des coûts d'emprunt est une mesure favorable aux ménages et aux entreprises. Des taux d'intérêt moins élevés stimulent les dépenses au chapitre des biens de consommation durables et du logement ainsi que les investissements des entreprises et la création d'emplois.



- Le taux des bons du Trésor canadiens de trois mois est actuellement de près de 2,3 %, le taux le plus bas depuis 40 ans. Les conjoncturistes du secteur privé prévoient que le taux des bons du Trésor de trois mois s'abaissera encore davantage. Lorsque la croissance économique s'accélérera vers le milieu de 2002, les taux d'intérêt devraient augmenter.

Perspectives concernant les taux d'intérêt canadiens (pourcentage annuel)

		Janv.-oct.			
	2000	2001	Nov. 2001	2002p	2003p
Taux des bons du Trésor de 3 mois	5,5	4,1	2,3	2,3	4,7
Obligations gouvernementales de 10 ans	5,9	5,5	4,9	5,2	5,9

p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Banque du Canada et enquête sur les marchés financiers (novembre 2001) du ministère des Finances de l'Ontario.

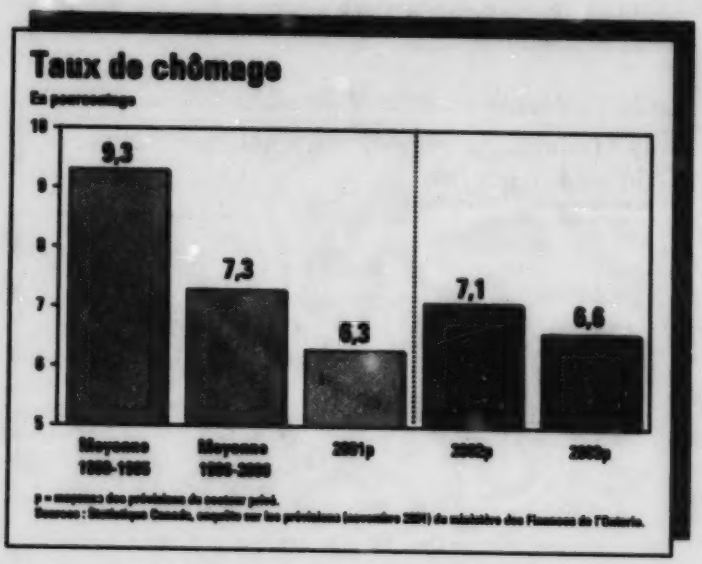
Fléchissement de l'inflation

Selon les conjoncturistes du secteur privé, il faut s'attendre à une baisse du taux d'inflation de l'IPC, qui devrait se situer à 2,0 % en 2002 et en 2003. La hausse de l'inflation, qui a atteint 2,9 % en 2000 et 3,3 % en 2001, est en grande partie attribuable à la hausse qui a été enregistrée par les prix de l'énergie. L'inflation de base de l'IPC (c'est-à-dire l'inflation de l'indice d'ensemble sauf les aliments et l'énergie) se maintient autour du point médian de la fourchette visée par la Banque du Canada, soit de 1 à 3 %.

- **En Ontario, l'inflation de l'IPC mesurée sur douze mois était de 3,1 % en septembre 2001. Si l'on fait abstraction des prix de l'énergie et des aliments, l'inflation de l'IPC se situe à 2,5 %.**
- **Les prix du pétrole brut, mesurés à partir du prix du West Texas Intermediate (WTI), ont récemment diminué du tiers pour s'arrêter à 22 $US le baril. Cela a contribué à réduire de près de 15 cents le prix moyen que paient les consommateurs de la province pour un litre d'essence depuis novembre 2000. Les conjoncturistes du secteur privé s'attendent à ce que les prix du pétrole se situent autour de 24 $US d'ici la fin d'octobre 2002 et qu'ils restent autour du point médian de la fourchette visée par l'OPEP, soit entre 22 $US et 28 $US, tout au long de 2003.**
- **L'inflation de base de l'IPC est demeurée stable, se maintenant en moyenne à 2,3 % durant les neuf premiers mois de 2001.**
- **Les règlements salariaux conclus en Ontario sont restés modérés, les salaires de base ayant augmenté en moyenne de 2,2 % en 1999, de 2,5 % en 2000 et de 3,0 % durant les huit premiers mois de 2001.**

Création d'emplois modérée à court terme

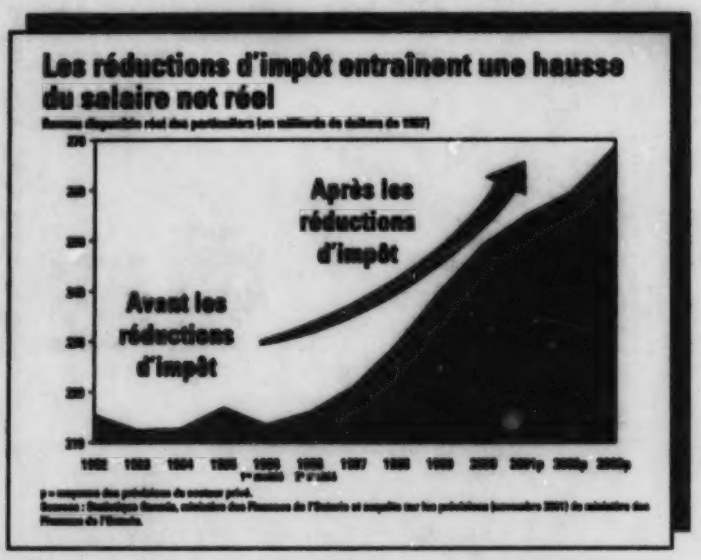
L'Ontario a créé un nombre record de 558 700 emplois entre le début de 1998 et la fin de 2000, soit la plus forte création d'emplois sur trois ans de toute l'histoire de la province. Le ralentissement de la croissance économique à l'échelle mondiale a limité la création d'emplois en Ontario en 2001. Les conjoncturistes du secteur privé prévoient que la création d'emplois restera modérée tout au long de 2002, mais qu'elle s'accentuera en 2003. Les politiques gouvernementales appuyant les incitatifs au travail et à l'investissement ont établi un climat favorable à une forte création d'emplois à moyen terme.



- Depuis septembre 1995, 824 200 emplois nets ont été créés en Ontario, soit 48,1 % de l'augmentation totale du marché de l'emploi au Canada.
- Au cours des derniers mois, l'Ontario n'a pas affiché des résultats aussi fulgurants au chapitre de la création d'emplois. Les conjoncturistes du secteur privé prévoient une croissance annuelle du marché de l'emploi pouvant aller jusqu'à 1,5 % en 2001, 0,9 % en 2002 et 2,7 % en 2003.
- Les conjoncturistes du secteur privé s'attendent à ce que le taux de chômage passe de 6,3 % en 2001 à 7,1 % en 2002, puis retombe à 6,6 % en 2003. Le taux de chômage devrait se maintenir bien en deçà du taux moyen de 9,3 % enregistré au cours de la période de 1990 à 1995.

Les réductions d'impôt et les faibles taux d'intérêt devraient stimuler les dépenses de consommation

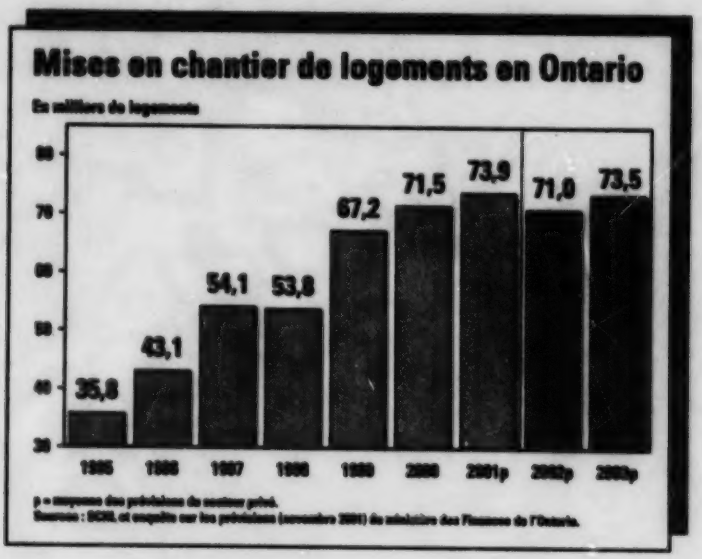
La croissance des dépenses de consommation s'est modérée en 2001, ce qui est dû, en partie, au ralentissement des ventes de véhicules automobiles, qui avaient atteint des niveaux élevés au cours des années précédentes. Les tragédies du 11 septembre ont provoqué un recul de la confiance et des dépenses des consommateurs. À la faveur du redressement graduel de l'économie et du sentiment de sécurité grandissant de la population, les ménages reprendront confiance et leurs habitudes de dépense reviendront à la normale. Les dépenses de consommation devraient augmenter au cours des deux prochaines années, grâce aux réductions d'impôt, à l'augmentation des revenus et aux faibles taux d'intérêt.



- **Le salaire net réel a augmenté de 18,6 % en Ontario depuis que le gouvernement provincial a commencé à réduire les impôts, ce qui est de beaucoup supérieur à l'augmentation moyenne de 11,1 % constatée dans le reste du Canada durant la même période.**
- **Les conjoncturistes du secteur privé prévoient en moyenne que le revenu disponible réel augmentera de 2,1 % en 2002, après une hausse de 2,6 % en 2001. La croissance du revenu réel après impôts devrait s'accélérer pour atteindre 3,9 % en 2003 à la faveur de la reprise économique et de la création d'emplois.**
- **Selon les conjoncturistes du secteur privé, les dépenses réelles de consommation devraient augmenter de 1,9 % en 2002, faisant suite à une hausse de 1,4 % en 2001. La croissance de la consommation devrait s'accélérer pour atteindre 4,1 % en 2003, grâce à l'augmentation marquée du revenu réel après impôt.**

Perspectives prometteuses dans le secteur du logement

Le marché du logement de l'Ontario demeure dynamique. La hausse marquée du revenu net d'impôt, la croissance démographique et la baisse des taux hypothécaires ont stimulé l'achat et la construction de logements. Tout indique que les reventes de logements enregistreront un record cette année, et les mises en chantier de logements devraient atteindre des niveaux inégalés depuis plus de dix ans.



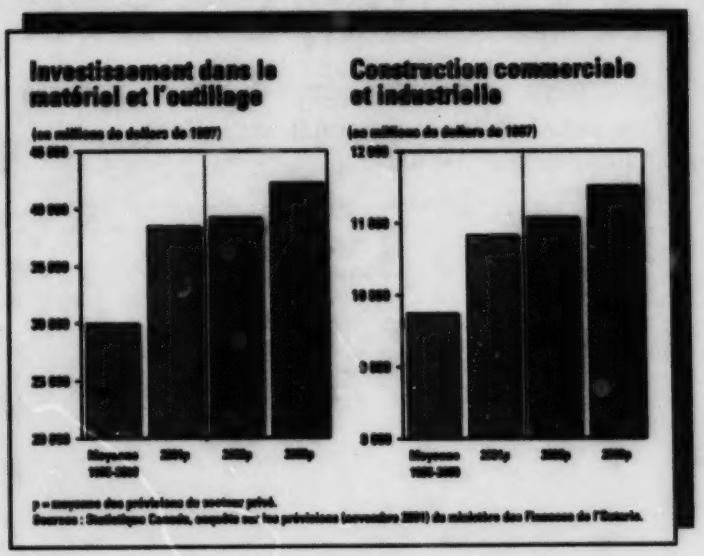
Les économistes du secteur privé prévoient que les mises en chantier se maintiendront près des niveaux élevés actuels, pour atteindre 73 900 logements cette année, 71 000 en 2002 et 73 500 en 2003.

- Le logement reste très abordable. Les coûts mensuels de possession d'un logement de prix moyen en Ontario se situent actuellement à environ 1 007 $, une baisse marquée comparativement au sommet de 1 489 $ atteint en 1990. Le coût du logement exprimé en pourcentage du revenu moyen du ménage après impôt a diminué considérablement, passant d'un sommet de 35,5 % en 1990 à 22,3 % en 2000.
- La forte croissance démographique stimule la demande sur le marché du logement. Plus de 60 % de la croissance démographique du Canada l'an dernier est attribuable à l'Ontario dont la population a augmenté de près de 190 000 habitants. L'Ontario a attiré au cours de la dernière année un nombre record de presque 150 000 immigrants.
- Les taux hypothécaires sont faibles et on prévoit qu'ils baisseront encore. Au début de novembre, le taux d'une hypothèque de cinq ans est fixé à 6,9 %, bien en deçà du sommet de 8,75 % affiché en mai 2000.

- **Le taux d'une hypothèque de un an est actuellement de 4,9 %, comparativement à 8,3 % en mai 2000.**
- **Les accédants à la propriété qui achètent un logement neuf ont bénéficié de remboursements des droits de cession immobilière. Depuis son instauration en 1996, cette remise a aidé plus de 95 000 Ontariens et Ontariennes à acheter leur premier logement.**

Les réductions de l'impôt sur les sociétés favorisent l'investissement

Le gouvernement propose d'accélérer la mise en oeuvre des réductions d'impôt sur les sociétés, prévues pour le 1er janvier 2002. De faibles impôts sur les sociétés contribuent à faire de l'Ontario le meilleur endroit en Amérique du Nord pour les affaires, les investissements et la création d'emplois.

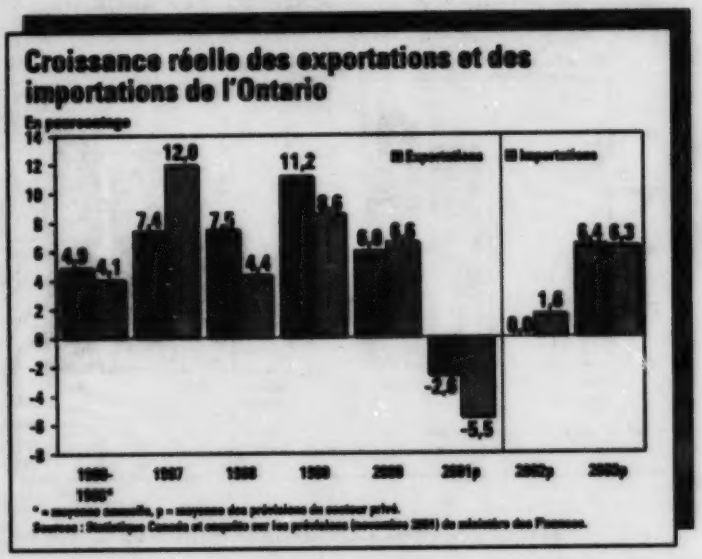


La vigueur de l'investissement stimule la productivité de l'Ontario et améliore la situation concurrentielle de la province dans l'économie mondiale. En raison de l'incertitude relative du climat commercial, les entreprises seront probablement plus prudentes dans leurs projets d'investissement à court terme. À mesure que la croissance reprendra son essor en 2002 et 2003, on s'attend à ce que les investissements montent en flèche.

- **La valeur de l'investissement des entreprises ontariennes dans le matériel et l'outillage a presque doublé, en chiffres réels, entre 1995 et 2000. L'investissement réel dans la construction commerciale et industrielle a augmenté d'environ 35 % au cours de la même période.**
- **La valeur des permis de construire délivrés par les municipalités pour la totalité des projets de construction commerciaux, industriels et institutionnels a augmenté de 6,1 % au cours des huit premiers mois de 2001 par rapport à la même période l'an dernier.**

Les exportations ontariennes reprendront leur essor

Un retour à une saine croissance économique à l'échelle mondiale entraînera une augmentation des exportations ontariennes. Le déclin de la demande américaine et le choc subi par l'économie mondiale à la suite des événements du 11 septembre dernier ont eu des effets néfastes sur le flux commercial de l'Ontario. Cependant, la forte compétitivité des industries exportatrices ontariennes fait en sorte qu'elles sont bien placées pour bénéficier de la reprise de la demande américaine à laquelle contribueront les réductions d'impôt et la baisse des taux d'intérêt.



- La croissance des importations et des exportations ontariennes dans les années 1990 s'explique en partie par l'intégration croissante et la spécialisation régionale accrue de l'économie nord-américaine. En raison de cette intégration, les importations occupent une part plus importante des produits manufacturés que l'Ontario exporte. L'intégration et la spécialisation accrues de l'économie ainsi que la hausse des investissements dans les nouvelles technologies stimuleront l'efficacité et la productivité des industries de la province.
- Le faible cours du dollar canadien a renforcé, pour le moment, la compétitivité des industries ontariennes sur les marchés mondiaux. À long terme, on prévoit que l'augmentation de la productivité et la réduction de l'endettement net entraîneront le raffermissement du dollar canadien.
- Pour que le commerce croisse au taux prévu par les conjoncturistes du secteur privé, il faudra collaborer avec les États-Unis afin d'assurer l'efficience et la sécurité des procédures douanières.

- Depuis 1997, moins du tiers de la croissance économique totale de l'Ontario est attribuable aux exportations nettes (c'est-à-dire les exportations moins les importations). Les bons résultats affichés sur le plan des exportations nettes, conjugués à l'expansion rapide de la demande intérieure, ont favorisé la croissance dynamique et équilibrée de l'économie ontarienne. On s'attend à ce que la demande intérieure continue à jouer un rôle de premier plan dans le développement économique de l'Ontario.
- Le volume des importations devrait diminuer encore plus que celui des exportations en 2001, ce qui entraînera une amélioration de la balance commerciale de l'Ontario. Cela s'explique par le fait que les producteurs ontariens avaient au début de l'année un stock considérable de composantes importées, qu'ils sont en train d'écouler. On constate également une réduction des dépenses en biens d'équipement, et un grand nombre de ces biens sont importés.

M121

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

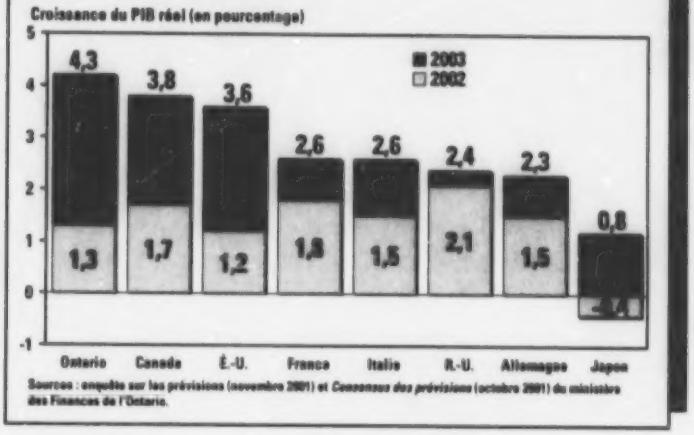
20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

Reprise d'une forte croissance en 2003

Le ralentissement de la croissance économique à l'échelle mondiale et les tragédies qui se sont produites le 11 septembre ont eu un effet néfaste sur l'économie. Cependant, les conditions essentielles d'une forte croissance sont en place. Les impôts des entreprises sont réduits. Les impôts sur le revenu des particuliers ont déjà été réduits. Les budgets sont équilibrés. Les taux d'intérêt sont peu élevés.

Les économistes du secteur privé, en moyenne, s'attendent à ce que la croissance du PIB réel de l'Ontario s'accélère pour passer de 1,3 % en 2002 à 4,3 % en 2003. En 2003, la création d'emplois s'intensifiera, les revenus augmenteront et les investissements seront importants.

Perspectives économiques du secteur privé pour l'Ontario et le G-7



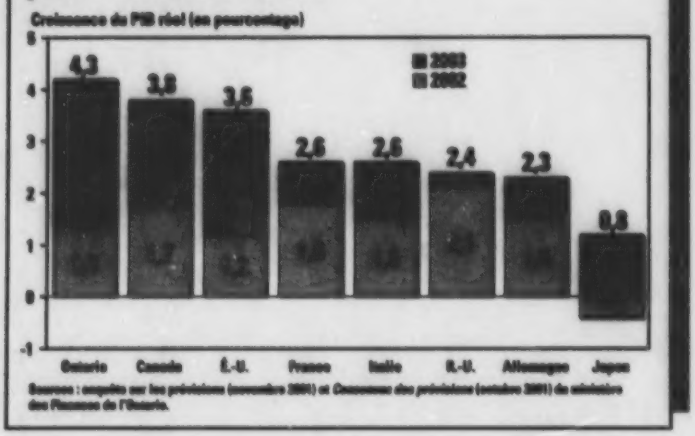
Sources : enquête sur les prévisions (novembre 2001) et *Consensus des prévisions* (octobre 2001) du ministère des Finances de l'Ontario.

Reprise d'une forte croissance en 2003

Le ralentissement de la croissance économique à l'échelle mondiale et les tragédies qui se sont produites le 11 septembre ont eu un effet néfaste sur l'économie. Cependant, les conditions essentielles d'une forte croissance sont en place. Les impôts des entreprises sont réduits. Les impôts sur le revenu des particuliers ont déjà été réduits. Les budgets sont équilibrés. Les taux d'intérêt sont peu élevés.

Les économistes du secteur privé, en moyenne, s'attendent à ce que la croissance du PIB réel de l'Ontario s'accélère pour passer de 1,3 % en 2002 à 4,3 % en 2003. En 2003, la création d'emplois s'intensifiera, les revenus augmenteront et les investissements seront importants.

Perspectives économiques du secteur privé pour l'Ontario et le G-7



Sources : enquête sur les prévisions (novembre 2001) et Consensus des prévisions (octobre 2001) du ministère des Finances de l'Ontario.

C. Le plan financier de l'Ontario

Grâce à ses politiques économiques et financières et à sa démarche prudente pour la préparation du budget, le gouvernement provincial est toujours en voie d'équilibrer son budget en 2001-2002. Ce sera la première fois en près de 100 ans que l'Ontario aura équilibré son budget pour trois exercices consécutifs.

L'Ontario subit les effets du ralentissement de l'économie mondiale. Le gouvernement provincial s'attend à ce que le taux de croissance de l'économie en 2001 soit inférieur à celui prévu dans le budget de 2001. Toutefois, il a adopté des politiques qui permettront de faire face aux difficultés économiques actuelles et qui assureront une croissance économique vigoureuse à moyen et à long terme.

Comme cela est indiqué dans les *Comptes publics* de 2000-2001, qui ont été publiés récemment, la dette provinciale nette a été réduite d'un montant record de 3,1 milliards de dollars en 2000-2001, soit la plus importante réduction de la dette jamais effectuée en un an en Ontario. Au cours des deux dernières années, le gouvernement provincial a réalisé plus de 80 % de son engagement de réduire d'au moins 5 milliards de dollars la dette provinciale au cours de son mandat.

On trouvera dans la présente section :

- une mise à jour des perspectives financières de la province pour 2001-2002 en fonction des résultats du deuxième trimestre, qui s'est terminé le 30 septembre;
- une description du plan du gouvernement visant à améliorer la responsabilisation du secteur public;
- un rapport sur les récents résultats financiers de l'Ontario;
- des renseignements sur les emprunts et la gestion de la dette de l'Ontario.

Perspectives financières de 2001-2002 : Mise à jour du deuxième trimestre

EN VOIE D'AFFICHER UN TROISIÈME BUDGET ÉQUILIBRÉ CONSÉCUTIF

On prévoit que, en 2001-2002, le budget de l'Ontario sera équilibré. Ce sera le troisième exercice consécutif pour lequel le budget sera équilibré, ce qui ne s'est pas vu depuis près d'un siècle.

Résultats financiers de l'exercice 2001-2002
(en millions de dollars)

	Plan budgétaire	Perspectives actuelles*	Modif. en cours d'exercice
Recettes	64 270	64 112	(158)
Dépenses			
Programmes	52 011	52 207	196
Restructuration et autres dépenses	-	-	-
Total des dépenses de programmes	52 011	52 207	196
Immobilisations	1 944	1 949	5
Intérêt sur la dette publique			
Province	8 795	8 736	(59)
Secteur de l'électricité	520	520	-
Total des dépenses	63 270	63 412	142
Moins : Réserve	1 000	700	(300)
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité (à recouvrer des consommateurs)**	140	140	-
Excédent/(Déficit)	**140**	**140**	**-**

* Résultats du deuxième trimestre au 30 septembre 2001.

** Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- **Le plan budgétaire de 2001-2002 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars visant à protéger le budget équilibré contre des changements imprévus et défavorables dans les perspectives économiques et financières.**
- **Comme le taux de croissance de l'économie est moins élevé que prévu et compte tenu du rôle de la réserve dans une démarche budgétaire prudente, une somme de 300 millions de dollars provenant de la réserve a été utilisée pour veiller à ce que le budget soit équilibré. Si le solde de 700 millions de dollars n'est pas nécessaire, on l'affectera à la réduction de la dette.**

ÉVOLUTION DES RECETTES EN COURS D'EXERCICE

On prévoit que les recettes de 2001-2002 totaliseront 64 112 millions de dollars, soit 158 millions de dollars de moins que le montant prévu dans le plan budgétaire et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

Évolution des recettes pour 2001-2002 depuis le budget
(en millions de dollars)

Modifications au cours du trimestre :		
Recettes fiscales		
Impôt sur le revenu des particuliers	250	
Impôt sur les sociétés	(400)	
Taxe de vente au détail	(50)	
Taxe sur le tabac	40	
Total pour les recettes fiscales		(160)
Autres recettes		2
Total des modifications subies par les recettes depuis le budget		**(158)**

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Grâce à la prudence du gouvernement en matière de prévision des recettes, les recettes de la province devraient être semblables à celles indiquées dans le budget de 2001 malgré le ralentissement de la croissance de l'économie prévu par la plupart des experts.
- On prévoit que les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers seront de 250 millions de dollars supérieures au montant indiqué dans le budget. Cette hausse s'explique surtout par le fait que les cotisations d'impôt sur le revenu des particuliers de 2000 sont plus élevées que celles prévues dans les *Comptes publics* de 2000-2001.
- L'augmentation des recettes issues de l'impôt sur le revenu des particuliers a été en partie contrebalancée par l'incidence du ralentissement de la croissance des traitements et salaires en 2001, par la baisse prévue des revenus tirés des gains en capital qui devrait se produire en raison de la diminution des cours du marché pendant l'année et par l'accélération des réductions d'impôt, qui devaient entrer en vigueur le 1er janvier 2002.
- On prévoit que les recettes devant être tirées de l'impôt sur les sociétés diminueront de 400 millions de dollars. Cette baisse s'explique par le fait que les bénéfices des sociétés seront inférieurs aux prévisions cette année et que les réductions de l'impôt sur les sociétés, qui devaient entrer en vigueur le 1er janvier 2002, seront appliquées plus tôt que prévu.
- Les recettes devant découler de la taxe de vente au détail ont été réduites de 50 millions de dollars, car on s'attend à une baisse des dépenses des consommateurs et des touristes à la suite des événements tragiques survenus aux États-Unis le 11 septembre.

- Les recettes que l'on prévoit tirer de la taxe sur le tabac se sont accrues de 40 millions de dollars parce que le gouvernement fédéral a annoncé qu'il hausserait cette taxe. En vertu de la loi ontarienne, lorsque le gouvernement fédéral procède à une telle hausse, la taxe sur le tabac imposée en Ontario s'accroît automatiquement d'un montant équivalent.
- Les autres recettes diverses prévues ont augmenté de 2 millions de dollars en raison d'une hausse des recettes provenant de l'élargissement des services policiers fournis par la Police provinciale de l'Ontario sur l'autoroute 407 et des services fournis par la Police provinciale dans les localités de Collingwood, New Tecumseth, Orillia et Penetanguishene.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN COURS D'EXERCICE

Les dépenses de fonctionnement de 2001-2002 devraient atteindre 61 463 millions de dollars, soit 137 millions de dollars de plus que le montant indiqué dans le budget et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. L'augmentation des fonds versés aux hôpitaux de la province et les paiements uniques versés aux familles travailleuses à revenu faible ou moyen ayant de jeunes enfants ont été contrebalancés en partie par des fonds sous-utilisés à une occasion et par une réduction des frais d'intérêt sur la dette publique.

Sommaire de l'évolution des dépenses de fonctionnement de 2001-2002 depuis le budget (en millions de dollars)

Évolution au cours du trimestre :		
Hôpitaux - augmentation des fonds	300	
Moins : Montant compensatoire	(162)	
Modification nette		138
Paiements uniques versés aux familles travailleuses à revenu faible ou moyen ayant de jeunes enfants		37
Stratégie de marketing du tourisme		10
Stratégies de lutte contre le terrorisme et de gestion des services d'urgence		10
Intérêt sur la dette publique - économies réalisées		(59)
Autres (montant net)		1
Modifications totales des dépenses de fonctionnement en cours d'exercice		**137**

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Les fonds accordés aux hôpitaux de la province ont augmenté de 300 millions de dollars en cours d'exercice afin de mieux faire face à l'évolution et à la hausse des coûts engagés pour soigner les patients. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par des fonds de 73 millions de dollars sous-utilisés à une occasion, par des mesures ayant permis d'accroître l'efficacité administrative au sein du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et par un montant de 89 millions de dollars provenant du Fonds de prévoyance.
- Une somme supplémentaire de 37 millions de dollars a été accordée en cours d'exercice sous forme de paiements uniques versés aux familles travailleuses à revenu faible ou moyen ayant des enfants de moins de sept ans.
- On a affecté 10 millions de dollars de plus en cours d'exercice afin de mettre sur pied une campagne améliorée de marketing du tourisme.
- Les dépenses ont augmenté de 10 millions de dollars en cours d'exercice afin de financer les stratégies provinciales de lutte contre le terrorisme et de gestion des services d'urgence.
- Les frais d'intérêt sur la dette publique ont diminué de 59 millions de dollars en raison de taux d'intérêt plus avantageux que prévu et de la gestion efficace de la dette.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS EN COURS D'EXERCICE

On prévoit que les dépenses en immobilisations seront de 1 949 millions de dollars en 2001-2002, soit 5 millions de dollars de plus que le montant indiqué dans le plan budgétaire et dans les *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

Sommaire de l'évolution des dépenses en immobilisations de 2001-2002 depuis le budget (en millions de dollars)	
Évolution en cours du trimestre :	
Plan d'action en matière de justice pour les victimes d'actes criminels	3
Subventions accordées aux universités pour accroître la capacité des écoles de médecine	1
Centres de formation à la lutte contre le terrorisme et à la gestion des services d'urgence	1
Modifications totales des dépenses en immobilisations en cours d'exercice	**5**

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- **Les dépenses en immobilisations ont augmenté de 3 millions de dollars en cours d'exercice, car le Plan d'action en matière de justice pour les victimes d'actes criminels est passé du poste des dépenses de fonctionnement à celui des dépenses en immobilisations.**
- **Les dépenses en immobilisations du ministère de la Formation et des Collèges et Universités ont augmenté de 1 million de dollars en cours d'exercice en raison de la hausse du nombre d'inscriptions dans les écoles de médecine. Ces fonds étaient inscrits auparavant au poste des dépenses de fonctionnement du ministère de la Santé et des Soins de longue durée.**
- **Une somme supplémentaire de 1 million de dollars a été accordée en cours d'exercice aux fins de la construction d'un établissement de formation à la lutte contre le terrorisme au Collège de police de l'Ontario et d'un centre de formation à la gestion des services d'urgence pour les agents de secours d'urgence au Collège des pompiers de l'Ontario.**

Responsabilisation : Progrès et rendement

« La responsabilité ne prend pas fin une fois qu'on a fait la balance des comptes. La vraie responsabilité va bien au-delà des chiffres. »

Budget de l'Ontario de 2001

La responsabilisation n'est pas un nouveau concept. Le processus d'amélioration de la responsabilisation a été entamé en 1995 lorsque le gouvernement a créé la Commission ontarienne de révision des pratiques financières (CORPF), qui a fait des recommandations sur les pratiques de comptabilité, de présentation de rapports et de gestion financière de la province.

Parmi les mesures touchant la responsabilisation prises par le gouvernement depuis 1995, citons les suivantes :

- obligation pour chaque ministère de publier un plan d'activités annuel; ce plan décrit les activités de base du ministère, fixe des objectifs annuels de rendement et rend compte des résultats obtenus;
- adoption des recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public concernant la préparation du budget, du document trimestriel faisant état des finances de l'Ontario et des états financiers de la province;
- établissement de la Directive sur l'obligation de rendre compte (1997) et de la Directive sur l'obligation de rendre compte en matière de paiements de transfert (1998), élaborées par le Conseil de gestion du gouvernement;
- adoption de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables* et de la *Loi de 1999 sur l'équilibre budgétaire*.

Ces mesures ont amélioré considérablement la reddition de comptes à l'égard de la population de l'Ontario et le gouvernement s'est engagé à continuer dans cette voie. Pour ce faire, il a remis sur pied la CORPF en 2000. À cette époque, la Commission a fait des recommandations sur les pratiques de gestion financière, de prise de décisions et de présentation de rapports des principaux organismes partenaires du secteur parapublic recevant des paiements de transfert du gouvernement.

Parmi les mesures que prendra le gouvernement pour hausser la barre en matière de responsabilisation, citons les suivantes :

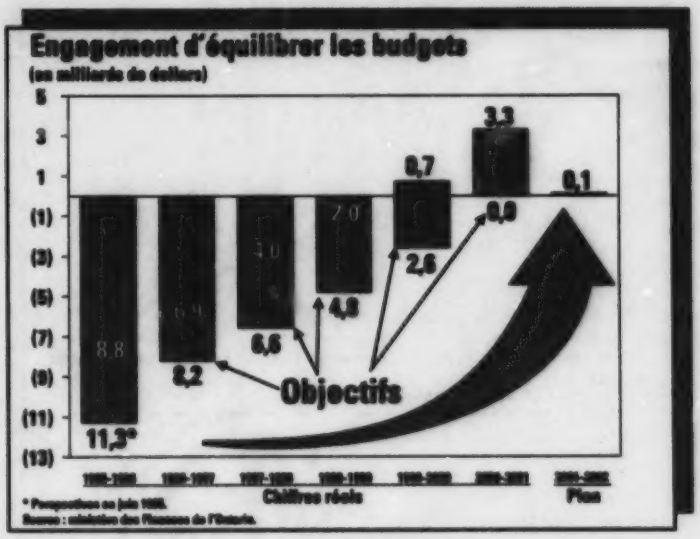
- dépôt de modifications à la *Loi sur la vérification des comptes publics* afin de donner au vérificateur provincial le pouvoir de s'assurer que les institutions financées par les contribuables de l'Ontario utilisent les deniers publics d'une manière prudente et efficace;
- évaluation des programmes en intégrant le principe du budget base zéro dans le cadre de la préparation des plans d'activités annuels;
- appui d'initiatives touchant de grands secteurs d'activités, par exemple les fiches de rendement sur les hôpitaux, produites de façon indépendante, et la nouvelle *Loi sur les municipalités*, que l'on propose d'adopter.

Le gouvernement continuera de s'efforcer à accroître l'efficience de ses activités et à améliorer sa reddition de comptes. Étant donné que plus de 80 % des dépenses de programmes et des dépenses en immobilisations de la province sont sous forme de paiements de transfert versés à des organismes et à des particuliers, le gouvernement continuera de collaborer avec le secteur parapublic afin de réaliser les objectifs communs que nous nous sommes fixés en tant que société. Pour assurer la réussite de nos efforts, il devra y avoir une volonté de toutes les parties d'améliorer la reddition de comptes à l'endroit de la population de l'Ontario.

Rendement financier de l'Ontario

Budgets équilibrés

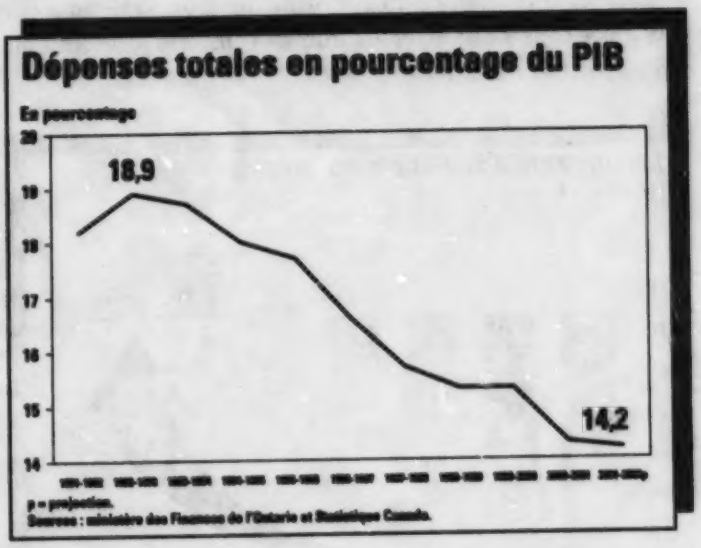
Grâce aux prévisions financières prudentes du gouvernement, on s'attend à ce que l'exercice 2001-2002 soit le septième exercice consécutif au cours duquel l'Ontario atteindra ou dépassera les objectifs de réduction du déficit et de la dette.



- **À la fin du deuxième trimestre, soit au 30 septembre, on prévoyait un excédent de 140 millions de dollars pour l'exercice 2001-2002, ce qui est conforme au plan budgétaire.**
- **Comme cela est indiqué dans les *Comptes publics* de 2000-2001, qui ont été publiés récemment, l'excédent de l'exercice 2000-2001 a été de 3 325 millions de dollars. On a donc dépassé l'objectif prudent fixé dans le plan budgétaire de 2000, qui prévoyait un budget équilibré.**

DÉPENSES TOTALES PAR RAPPORT À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

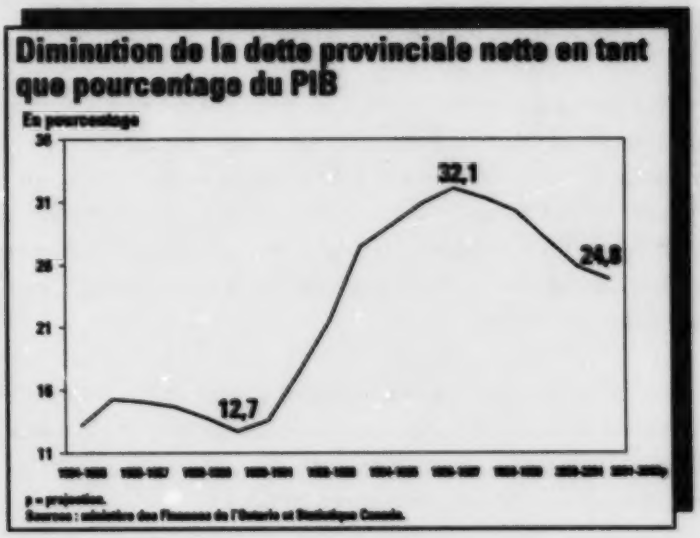
Grâce à l'engagement du gouvernement de contrôler les dépenses, la province a pu afficher de bons résultats financiers même en cette période d'incertitude économique.



- En 2001-2002, les dépenses totales devraient représenter 14,2 % de l'activité économique, par rapport au sommet de 18,9 % atteint en 1992-1993.
- Les dépenses totales devraient représenter 14,2 % du produit intérieur brut de la province, soit le niveau le plus bas depuis le début des années 1980.

DIMINUTION DE LA DETTE PROVINCIALE NETTE EN POURCENTAGE DU PIB

Au début des années 1990, après que le gouvernement provincial eut affiché quatre déficits consécutifs de plus de 10 milliards de dollars chacun, la dette de la province s'est accrue considérablement. La dette provinciale nette exprimée en pourcentage du PIB a plus que doublé et est passée de 12,7 % du PIB en 1989-1990 à 32,1 % en 1996-1997.



- Grâce à la croissance vigoureuse de l'économie, à une saine gestion financière et aux deux excédents budgétaires consécutifs, la dette provinciale nette a diminué et devrait représenter 24,8 % du PIB en 2001-2002.
- Les défis à court terme sur le plan de l'économie et de la gestion financière pourraient avoir une incidence sur le rythme de réduction de la dette. Toutefois, compte tenu du fait qu'on prévoit une croissance vigoureuse à moyen terme et qu'on a adopté des politiques financières prudentes, la dette provinciale nette, exprimée en pourcentage de l'économie provinciale, devrait diminuer au cours des années à venir.

Emprunts et gestion de la dette

CONJONCTURE DES MARCHÉS

Les marchés des capitaux se stabilisent après les événements du 11 septembre, notamment grâce aux réductions importantes des taux d'intérêt auxquelles ont procédé les banques centrales. Cependant, il y a toujours une certaine incertitude en raison de la campagne militaire menée en Afghanistan et des risques d'autres attaques aux États-Unis.

Le rendement des obligations nord-américaines, spécialement celles à court et à moyen terme, a diminué jusqu'à maintenant au cours de l'exercice. Cela s'est traduit par une courbe de rendement plus prononcée sur le plan des taux d'intérêt aux États-Unis et au Canada au cours des derniers mois. Les taux à court terme ont connu une baisse beaucoup plus importante que les taux à long terme. Le 31 octobre 2001, le Trésor américain a annoncé qu'il cessait d'émettre des titres de 30 ans, ce qui a entraîné une baisse du rendement des obligations à long terme et le nivellement subséquent de la courbe de rendement.

L'écart entre le rendement des obligations canadiennes et américaines de dix ans s'est considérablement accentué et est semblable à ce qu'il était en 1998. Cela s'explique par le fait que les obligations du Trésor américain sont considérées par les investisseurs comme un refuge comparativement aux obligations du gouvernement canadien.

À la suite d'une dépréciation graduelle survenue au cours de 2000, la valeur du dollar canadien a continué de baisser en 2001 par rapport à la devise américaine. Le dollar canadien a affiché de meilleurs résultats par rapport à la plupart des autres principales devises.

Programme d'emprunt

Au 30 septembre 2001, les besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics étaient de 1,2 milliard de dollars supérieurs à ceux prévus dans le plan budgétaire de 2001-2002. Cette augmentation s'explique surtout par une hausse de près de 0,6 milliard de dollars au chapitre de la régularisation et de la consolidation et par une réduction de 0,7 milliard de dollars des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada (RPC), qui a été contrebalancée par une diminution de 0,1 milliard de dollars de la dette venant à échéance.

Le gouvernement provincial a emprunté 1,5 milliard de dollars, en dollars canadiens, au cours du deuxième trimestre. Cet emprunt est constitué d'une obligation eurocanadienne, d'un certain nombre de billets à moyen terme en bonne et due forme sur le marché intérieur et d'une nouvelle émission modèle de cinq ans sur le marché intérieur.

Près de 95 % des emprunts contractés au cours de la première moitié de l'exercice l'ont été sur le marché canadien. Ces emprunts comprennent la vente d'Obligations d'épargne de l'Ontario en juin, qui a rapporté 4,2 milliards de dollars.

Sommaire financier

Au 30 septembre 2001 (en millions de dollars)	Plan budgétaire 2001-2002	Perspectives 2001-2002
Excédent/(Déficit)	140	140
Régularisation et consolidation	(2 258)	(2 825)
Dette venant à échéance*	(9 557)	(9 467)
Provision pour rachats anticipés	(1 020)	(1 020)
Autres sources/(Destinations)	-	-
Remboursements nets de la part d'organismes/(Prêts à des organismes)	(42)	(42)
Diminution/(Augmentation) des réserves de liquidité	2 551	2 551
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	-	-
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	1 130	423
Emprunts à long terme sur les marchés publics	**9 656**	**10 240**
dont : contractés		7 369
restants		2 871

* La dette venant à échéance est inférieure au plan budgétaire, la province ayant exercé ses options sur des obligations reconductibles.

Au 6 novembre 2001, l'Office ontarien de financement (OOF) avait mobilisé 8,0 milliards de dollars de l'emprunt à long terme sur les marchés publics que le gouvernement provincial avait prévu pour 2001-2002 et qui s'élevait à 10,2 milliards de dollars. Depuis le 30 septembre 2001, le gouvernement provincial a mobilisé 0,4 milliard de dollars grâce à la réouverture d'une émission internationale en dollars américains et 0,2 milliard de dollars grâce à cinq billets à moyen terme sur le marché intérieur.

Outre les emprunts et les rachats indiqués dans le tableau Sommaire financier, le gouvernement provincial a racheté des créances de 261 millions de dollars en contractant une dette d'un montant semblable à des taux plus avantageux.

Le gouvernement provincial entend mobiliser 2,2 milliards de dollars supplémentaires sous forme d'emprunts à long terme sur les marchés publics au cours de l'exercice.

GESTION DE LA DETTE

Au 30 septembre 2001, le risque de change équivalait à 1,8 % de la dette active. Le risque de taux d'intérêt, déduction faite des réserves de liquidité, était de 10,0 % de la dette active.

La province respecte une politique de financement souple pour gérer l'importante dette venant à échéance. Elle continuera d'avoir recours aux occasions d'emprunt les plus avantageuses et à un profil d'échéances tenant compte de la limite imposée pour le risque de taux d'intérêt.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO

Au 30 septembre 2001, les besoins d'emprunt de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) étaient évalués à 3,4 milliards de dollars pour 2001-2002, soit une réduction par rapport au montant de 3,6 milliards de dollars prévu dans le plan budgétaire.

Au 6 novembre 2001, la SFIEO avait contracté 1,8 milliard de dollars des emprunts à long terme prévus.

Conclusion

Grâce à la prudence dont il a fait preuve dans la préparation du budget, le gouvernement de l'Ontario est en voie d'afficher un troisième budget équilibré consécutif, ce qui ne s'est pas vu depuis près de 100 ans. Compte tenu du fait que le taux de croissance de l'économie est moins élevé que prévu et du rôle que joue la réserve dans une démarche budgétaire prudente, une partie de la réserve a été utilisée au deuxième trimestre pour veiller à ce que le budget soit équilibré en 2001-2002.

Le gouvernement demeure déterminé à maintenir l'équilibre budgétaire. Ses politiques économiques et financières ont rétabli la situation financière de la province et ont jeté des assises solides pour la croissance de l'économie à moyen et à long terme.

LISTE DES TABLEAUX ET DES DIAGRAMMES FINANCIERS

Tableaux financiers

	Numéro
État des opérations financières	C1
Recettes	C2
Dépenses de fonctionnement	C3
Dépenses en immobilisations	C4
Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices	C5

Diagrammes financiers

Le dollar budgétaire : recettes en 2001-2002

Le dollar budgétaire : dépenses totales en 2001-2002

Le dollar budgétaire : dépenses des programmes en 2001-2002

Sources de recettes par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002

Dépenses de fonctionnement par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002

Dépenses des programmes par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002

Dépenses en immobilisations par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002

Dépenses de fonctionnement par catégorie en 2001-2002

Dépenses en immobilisations par catégorie en 2001-2002

État des opérations financières
(en millions de dollars)

Tableau C1

	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Perspectives* 2001-2002
Recettes	52 518	55 786	62 931	64 682	64 112
Dépenses					
Programmes	43 709	46 509	47 369	50 075	52 207
Restructuration et autres dépenses	1 595	76	211	31	-
Total des dépenses de programmes	45 304	46 585	47 580	50 106	52 207
Immobilisations	2 451	2 187	4 832	2 079	1 949
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 729	9 016	8 977	8 896	8 736
Secteur de l'électricité	-	-	520	520	520
Total des dépenses	56 484	57 788	61 909	61 601	63 412
Moins : Réserve	-	-	-	-	700
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)**	-	-	(354)	244	140
Excédent/(Déficit)	(3 966)	(2 002)	668	3 325	140
Dette provinciale nette†	112 735	114 737	113 715	110 634	110 634

* Perspectives du deuxième trimestre au 30 septembre.

** Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

† La dette provinciale nette représente le total du passif moins les avoirs financiers.

Recettes
(en millions de dollars)

Tableau C2

	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Perspectives 2001-2002
Recettes fiscales					
Impôt sur le revenu des particuliers	16 293	17 190	17 617	18 624	18 260
Taxe de vente au détail	10 843	11 851	12 879	13 735	14 290
Impôt sur les sociétés	7 456	7 447	8 095	9 200	7 940
Impôt-santé des employeurs	2 851	2 882	3 118	3 424	3 620
Taxe sur l'essence	2 028	2 068	2 154	2 172	2 300
Taxe sur les carburants	563	592	685	648	655
Taxe sur le tabac	425	447	481	504	680
Droits de cession immobilière	585	470	565	642	670
Autres recettes fiscales	245	330	307	333	285
	41 289	**43 877**	**45 881**	**49 282**	**48 650**
Gouvernement du Canada					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	3 970	3 553	3 967	4 138	5 630
Suppléments - TCSPS	-	-	755	757	380
Logement social	387	358	466	541	530
Aide aux étudiantes et étudiants	18	64	170	40	64
Fonds pour l'acquisition de matériel médical	-	-	-	190	190
Services de bien-être aux Autochtones	87	155	85	131	117
Expansion du bilinguisme	49	55	65	64	64
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	53	71	65	63	39
Autres	534	259	312	205	345
	5 098	**4 515**	**5 885**	**6 129**	**7 359**
Recettes des entreprises publiques					
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 485	1 764	1 924	2 181	2 000
Régie des alcools de l'Ontario	745	809	845	877	890
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	-	-	903	928	524
Autres	61	(26)	36	14	10
	2 291	**2 547**	**3 708**	**4 000**	**3 424**
Autres recettes					
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	820	890	911	929	925
Autres droits et permis	548	661	667	660	685
Recettes tirées des permis d'alcool	506	519	539	525	518
Redevances	286	289	345	235	240
Ventes et locations	582	640	2 133	637	300
Entreprises indépendantes de production d'électricité	-	-	314	344	159
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	519	2 109	1 678	1 432	1 223
Divers	599	539	870	509	619
	3 860	**5 647**	**7 457**	**5 271**	**4 669**
Total des recettes	**52 518**	**55 786**	**62 931**	**64 682**	**64 112**

Dépenses de fonctionnement
(en millions de dollars)

Tableau C3

Ministère	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Perspectives 2001-2002
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	308	309	347	401	446
Dépenses ponctuelles et extraordinaires	-	-	-	233	-
Remise fiscale aux exploitations agricoles	158	-	-	-	-
Procureur général	683	753	846	957	979
Commission de régie interne	113	117	154	116	117
Affaires civiques	73	82	95	77	78
Services sociaux et communautaires	8 067	7 659	7 512	7 620	7 756
Services aux consommateurs et aux entreprises	92	136	134	155	168
Services correctionnels	531	540	563	593	610
Développement économique et Commerce	138	87	92	81	107
Éducation	4 715	7 719	7 704	7 961	8 471
Transition et financement graduel - conseils scolaires	224	-	268	-	-
Régime de retraite des enseignantes et enseignants	1 443	67	(363)	(779)	(230)
Énergie, Sciences et Technologie	69	83	429	464	286
Environnement	142	162	174	190	218
Bureaux du corps exécutif	14	17	19	21	21
Finances - à ses propres fins	691	998	548	842	810
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 729	9 016	8 977	8 896	8 736
Secteur de l'électricité	-	-	520	520	520
Fonds de réinvestissement communautaire	169	678	521	561	561
Provision pour le secteur de l'électricité	-	-	383	408	4
Santé et Soins de longue durée	18 283	18 867	20 373	21 686	23 712
Renforcement de l'engagement à l'égard de la santé	-	-	-	498	-
Restructuration des soins de santé	532	50	-	-	-
Principaux coûts uniques pour la santé	113	639	286	487	190
Affaires intergouvernementales	5	4	4	4	5
Travail	117	108	101	104	113
Secrétariat du Conseil de gestion	359	353	147	214	346
Prestations de retraite	(86)	(219)	(165)	(209)	30
Fonds de prévoyance	-	-	-	-	551
Indemn. de cessation d'emploi - empl. de la FPO (net)	(159)	-	88	-	-
Fonds pour circonstances particulières	-	180	-	-	-
Affaires municipales et Logement	2 395	1 611	1 665	1 792	1 214
Fonds de restr. - dép. en immob. et fonct. des mun.	23	-	-	-	-
Fonds de restructuration des municipalités	71	-	-	-	-
Secrétariat des affaires autochtones	12	12	15	16	15
Richesses naturelles	463	531	460	417	415
Développement du Nord et Mines	62	82	122	113	179
Office des affaires francophones	2	3	3	4	5
Solliciteur général	646	756	816	907	944
Tourisme, Culture et Loisirs	205	286	367	360	402
Formation, Collèges et Universités	3 052	3 281	3 285	3 219	3 365
Transports	702	607	587	593	519
Restructuration	50	(17)	-	-	-
Subv. pour immob. Comm. transp. Toronto (5 ans) et ent. subv. - autobus urb. Comm. transp. rég. Ottawa-Carleton	829	44	-	-	-
Économies à la fin de l'exercice	-	-	-	-	(200)
Total des dépenses de fonctionnement	**54 693**	**55 691**	**57 877**	**59 522**	**61 463**

Dépenses en immobilisations
(en millions de dollars)

Tableau C4

Ministère	Chiffres réels 1997-1998	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Perspectives 2001-2002
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	1	1	1	1	51
Procureur général	47	73	62	42	67
Services sociaux et communautaires	31	27	20	14	38
Services correctionnels	5	30	124	95	98
Éducation	267	229	52	4	20
Énergie, Sciences et Technologie	-	273	656	86	76
Environnement	98	19	1	5	21
Fonds de protection des eaux	-	15	160	17	5
Finances	6	4	7	7	13
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	-	-	-	4	100
Fonds de prévoyance	-	-	-	-	79
Santé et Soins de longue durée	106	187	338	182	200
Principales dépenses uniques en immobilisations	-	-	1 004	140	-
Secrétariat du Conseil de gestion	80	39	13	24	37
Affaires municipales et Logement	152	62	(10)	-	8
Secrétariat des affaires autochtones	14	13	7	5	7
Richesses naturelles	151	73	96	65	99
Développement du Nord et Mines	173	177	212	312	327
Solliciteur général	7	-	-	4	10
Tourisme, Culture et Loisirs	3	2	231	32	68
Formation, Collèges et Universités	117	71	1 028	204	52
Transports	1 193	892	830	836	673
Économies à la fin de l'exercice	-	-	-	-	(100)
Total des dépenses en immobilisations	**2 451**	**2 187**	**4 832**	**2 079**	**1 949**

Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices
(en millions de dollars)

	Comptabilité de caisse modifiée	Selon les règles du CCSP	
	1992-1993	1993-1994	1994-1995
Opérations financières			
Recettes	41 807	43 674	46 039
Dépenses			
Programmes	45 350	44 195	44 505
Restructuration et autres dépenses	-	-	-
Total des dépenses de programmes	45 350	44 195	44 505
Immobilisations	3 592	3 552	3 831
Intérêt sur la dette publique			
Province	5 293	7 129	7 832
Secteur de l'électricité	-	-	-
Total des dépenses	54 235	54 876	56 168
Moins : Réserve	-	-	-
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité (montant à recouvrer des consommateurs)**	-	-	-
Excédent/(Déficit)	**(12 428)**	**(11 202)**	**(10 129)**
Dette provinciale nette†	**61 796**	**80 599**	**90 728**
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	287 015	293 980	311 603
Revenu des particuliers	253 778	256 092	260 628
Population en juillet (en milliers)	10 570	10 690	10 828
Dette provinciale nette par habitant (en dollars)	5 846	7 540	8 379
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	24 009	23 956	24 070
Dépenses totales en pourcentage du PIB	18,9	18,7	18,0
Intérêt sur la dette publique en pourcentage des recettes‡	12,7	16,3	17,0
Dette provinciale nette en pourcentage du PIB	21,5	27,4	29,1

* Perspectives du deuxième trimestre au 30 septembre.

** Tient compte de l'excédent estimatif des recettes sur les dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

† La dette provinciale nette représente le total du passif moins les avoirs financiers.

‡ À compter de 1999-2000, l'intérêt sur la dette publique comprend 520 millions de dollars se rapportant à l'investissement de la province dans le secteur de l'électricité.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Tableau C5

Selon les règles du CCSP						
1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Perspectives* 2001-2002
49 473	49 450	52 518	55 786	62 931	64 682	64 112
45 309	42 956	43 709	46 509	47 369	50 075	52 207
854	2 180	1 595	76	211	31	-
46 163	45 136	45 304	46 585	47 580	50 106	52 207
3 635	2 612	2 451	2 187	4 832	2 079	1 949
8 475	8 607	8 729	9 016	8 977	8 896	8 736
-	-	-	-	520	520	520
58 273	56 355	56 484	57 788	61 909	61 601	63 412
-	-	-	-	-	-	700
-	-	-	-	(354)	244	140
(8 800)	(6 905)	(3 968)	(2 002)	668	3 325	140
101 864	108 709	112 735	114 737	113 715	110 634	110 634
329 855	338 763	359 953	378 124	405 625	429 530	446 282
271 372	276 304	289 537	303 136	322 165	342 770	359 824
10 965	11 101	11 249	11 387	11 523	11 685	11 874
9 290	9 798	10 022	10 076	9 869	9 468	9 317
24 749	24 890	25 739	26 621	27 958	29 334	30 051
17,7	16,6	15,7	15,3	15,3	14,3	14,2
17,1	17,4	16,6	16,2	15,1	14,6	14,4
30,9	32,1	31,3	30,3	28,0	25,8	24,8

Le dollar budgétaire : recettes en 2001-2002*

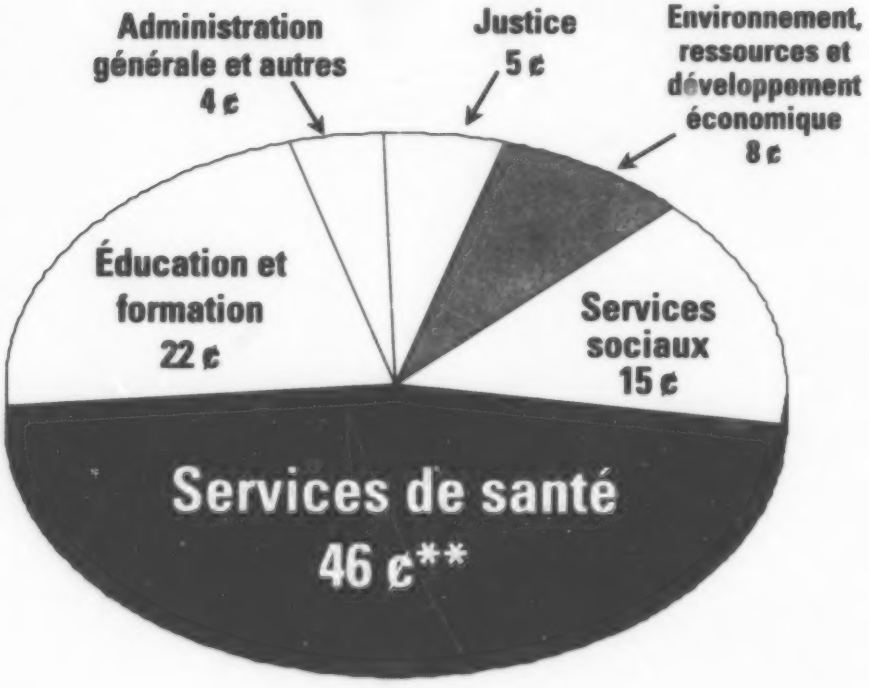
* Au 30 septembre.

Le dollar budgétaire : dépenses totales en 2001-2002*

* Au 30 septembre.

** Comprend d'importantes dépenses ponctuelles.

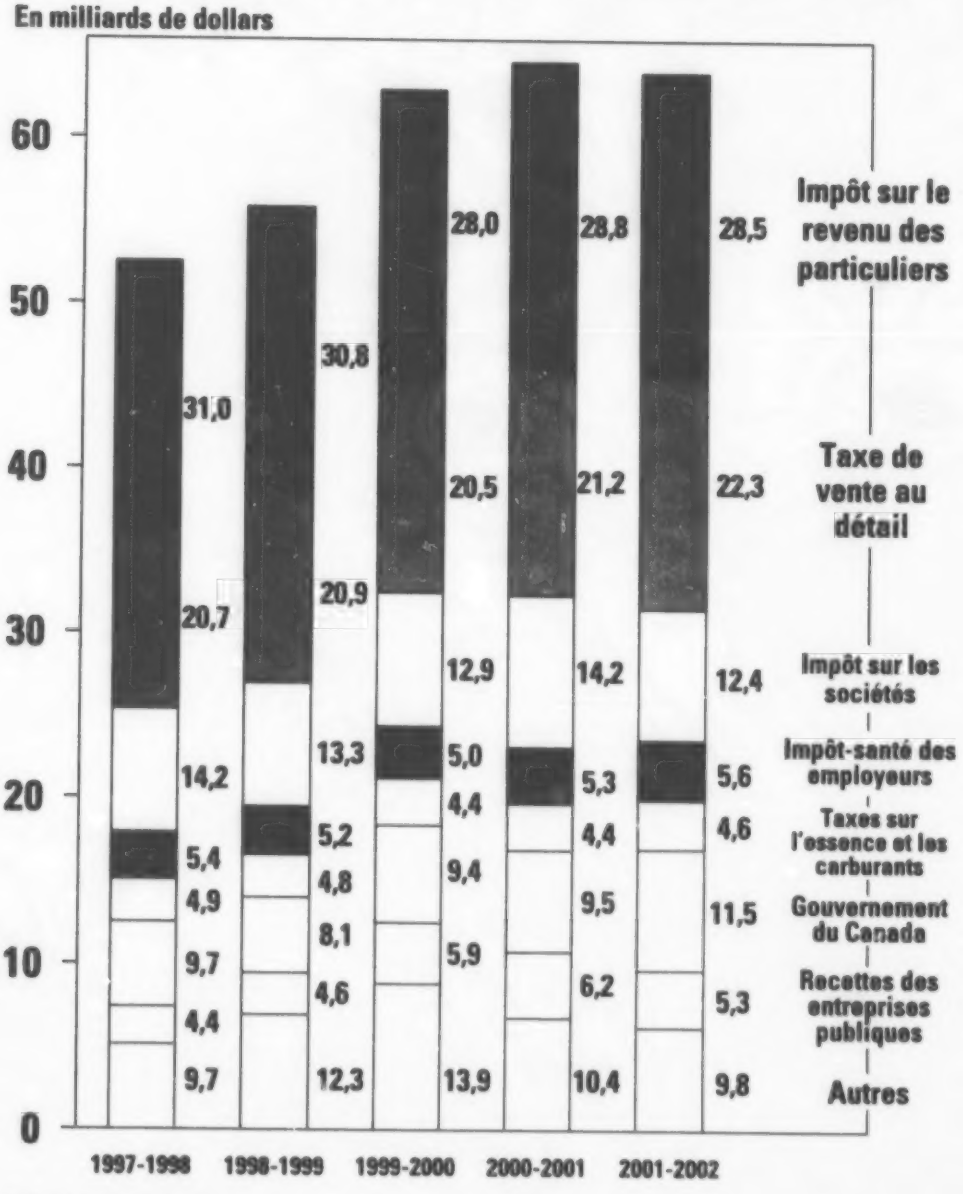
Le dollar budgétaire : dépenses des programmes en 2001-2002*



* Au 30 septembre.

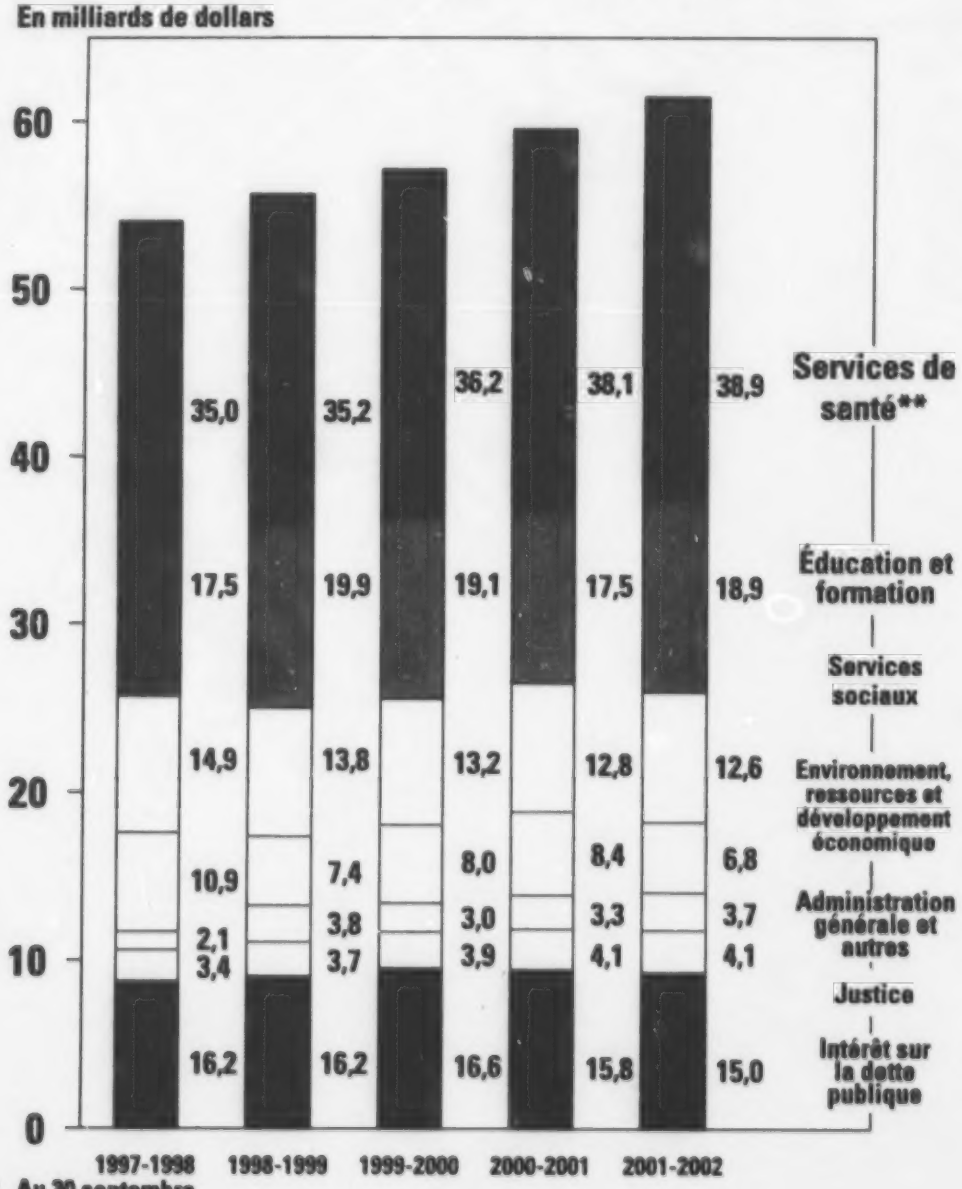
** Comprend d'importantes dépenses ponctuelles. À l'exclusion de ces coûts, les dépenses des programmes des services de santé représentent 45 cents.

Sources de recettes par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002*



* Au 30 septembre.

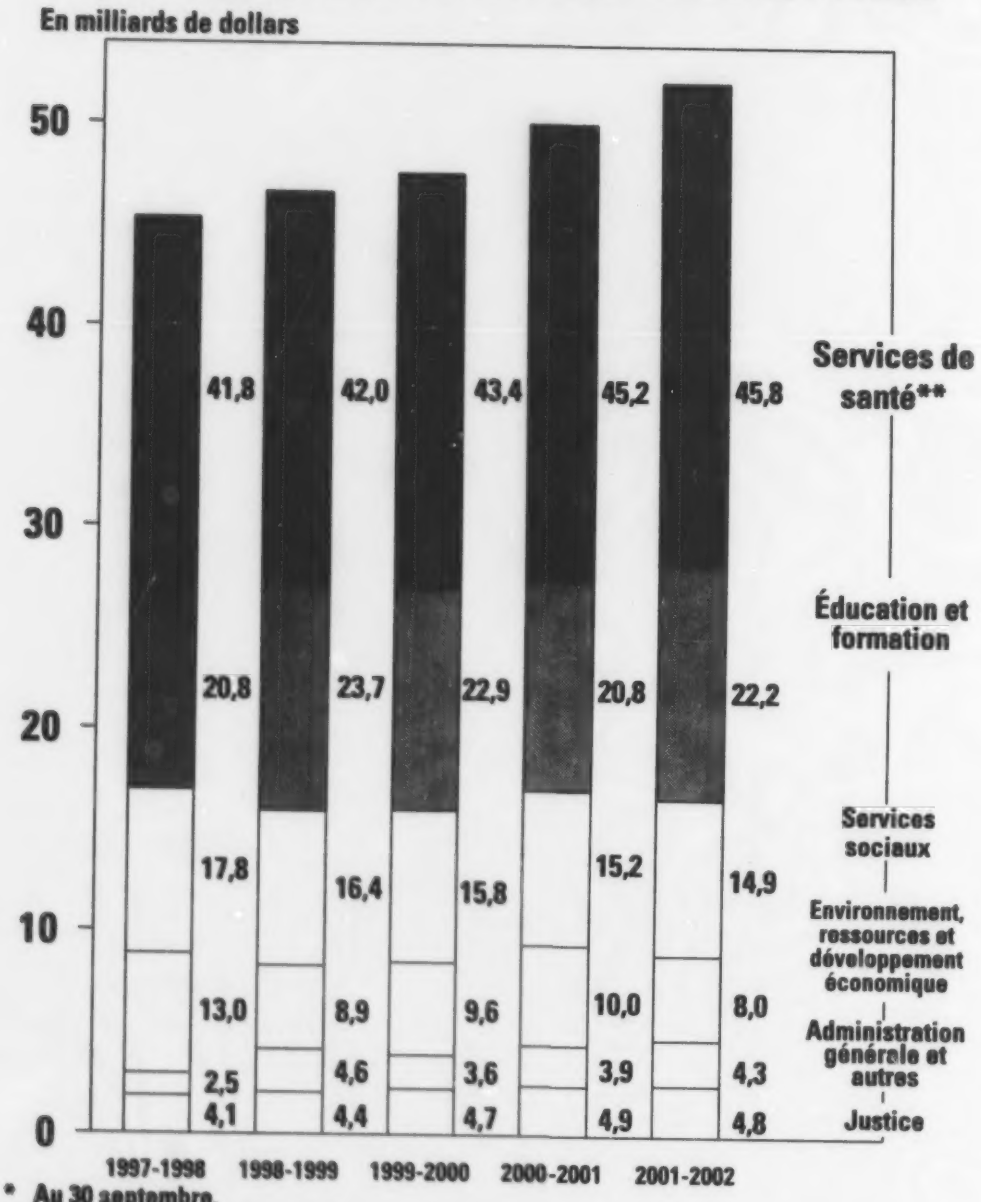
Dépenses de fonctionnement par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002*



* Au 30 septembre.

** Comprend d'importantes dépenses ponctuelles.

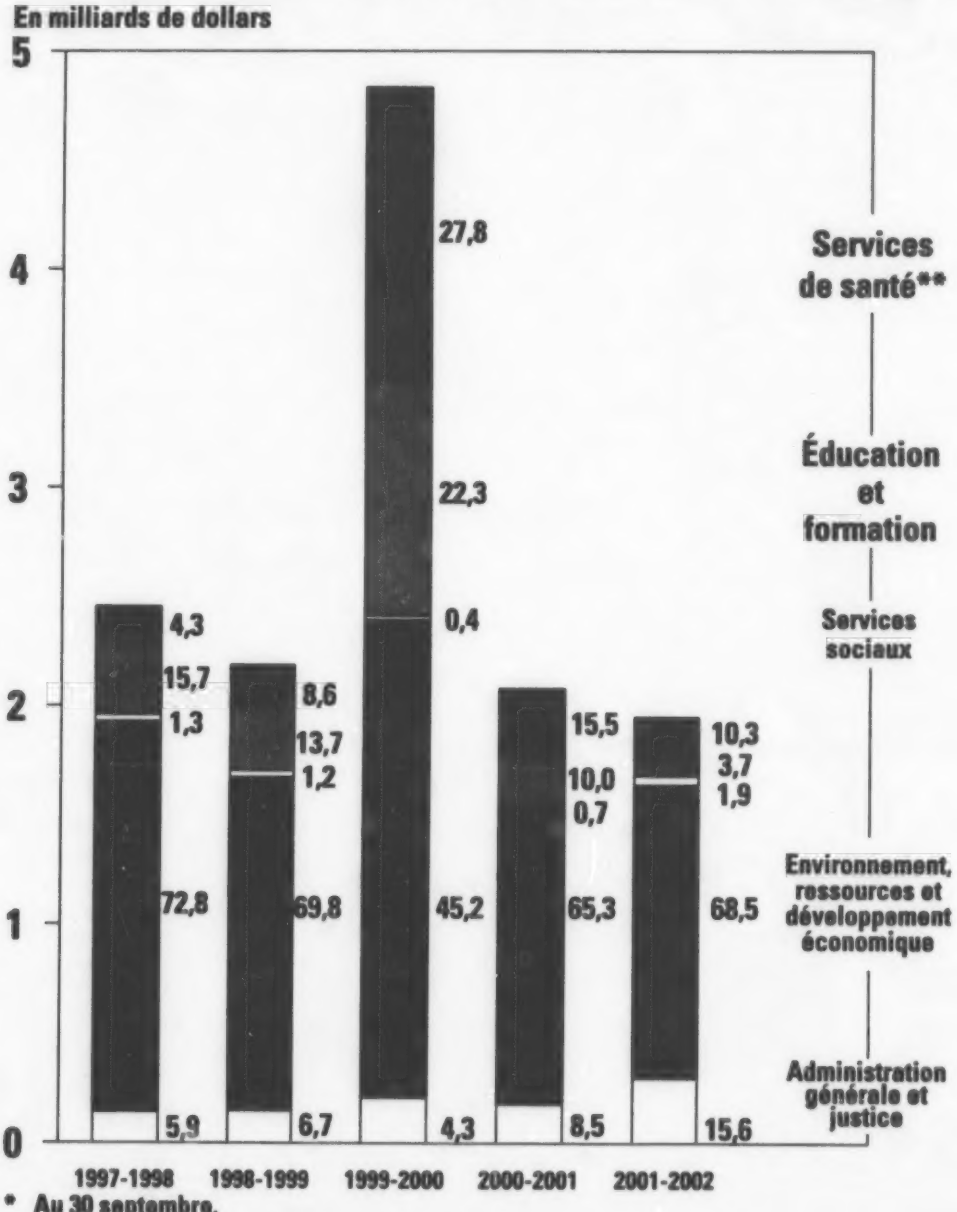
Dépenses des programmes par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002*



* Au 30 septembre.

** Comprend d'importantes dépenses ponctuelles.

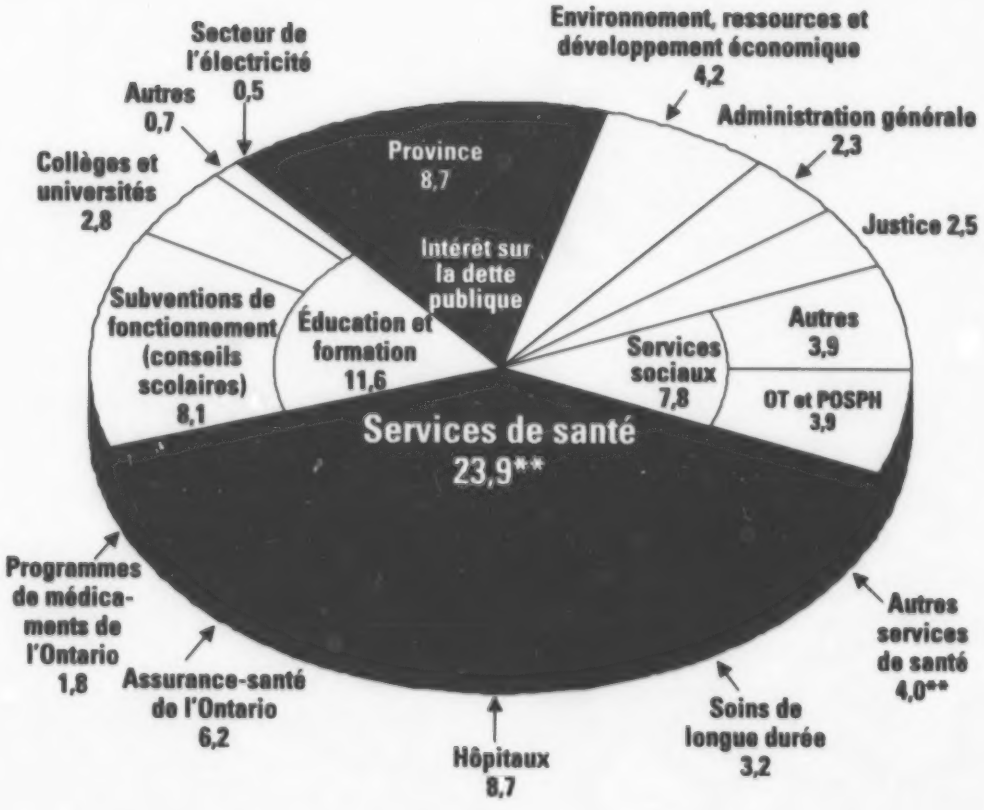
Dépenses en immobilisations par catégorie : pourcentage du total de 1997-1998 à 2001-2002*



* Au 30 septembre.

** Comprend d'importantes dépenses ponctuelles.

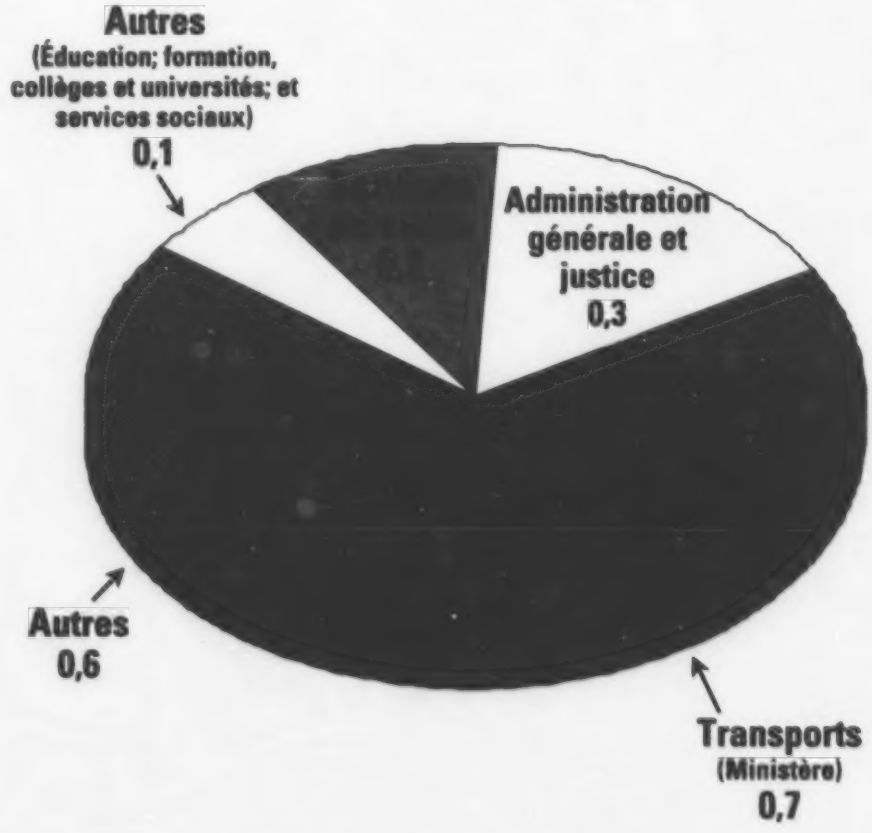
Dépenses de fonctionnement par catégorie en 2001-2002*
(en milliards de dollars)



* Au 30 septembre.

** Comprend d'importantes dépenses ponctuelles de 190 millions de dollars au titre de l'équipement médical.

Dépenses en immobilisations par catégorie en 2001-2002*
(en milliards de dollars)



* Au 30 septembre.

D. Des politiques favorisant une économie saine

L'OBJECTIF DE L'ONTARIO

« Que l'Ontario possède l'économie la plus performante et la meilleure qualité de vie de toute l'Amérique du Nord. »

Budget de l'Ontario de 2001

La solide performance économique et financière de l'Ontario depuis 1995 et sa capacité à composer avec les conséquences du ralentissement actuel à l'échelle mondiale sont le résultat de politiques saines. La présente section passe en revue ces politiques. Le gouvernement de l'Ontario continue :

- **de réduire les impôts des particuliers et des entreprises afin de stimuler l'expansion économique;**
- **d'investir dans la recherche, l'innovation et l'éducation;**
- **d'éliminer les obstacles à la croissance;**
- **d'investir dans l'infrastructure.**

La réduction des impôts de la population soutient la croissance

« Les travailleuses et travailleurs de la province investiront leur argent et le dépenseront d'une façon qui favorisera la croissance de l'économie. »

Budget de l'Ontario de 2001

Les réductions de l'impôt sur le revenu des particuliers rehaussent le bien-être économique de la population et assurent à l'Ontario une place parmi les chefs de file au chapitre de la croissance. En outre, elles diminuent l'impôt applicable aux petites entreprises non constituées en personne morale, et encouragent l'esprit d'entreprise et la création d'emplois.

Depuis 1995, le gouvernement de l'Ontario a :

- grandement réduit les taux d'imposition provinciaux du revenu des particuliers;
- pleinement indexé le régime ontarien d'imposition du revenu des particuliers pour protéger les contribuables des effets de l'inflation;
- réduit la part imposable des gains en capital de 75 % à 50 %;
- offert de façon permanente un remboursement des droits de cession immobilière pouvant aller jusqu'à 2 000 $ pour les premiers accédants à la propriété qui achètent un logement neuf;
- commencé à éliminer la surtaxe sur le revenu des particuliers;
- réduit l'impôt scolaire annuel applicable aux biens résidentiels de 250 millions de dollars;
- mis en place et étoffé le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants.

Une famille de quatre personnes, dont les deux adultes travaillent et ont un revenu combiné net de 60 000 $, économisera 2 345 $ grâce aux réductions de l'impôt ontarien sur le revenu des particuliers, ce qui représente une économie de plus de 50 %.

Ce sont les contribuables à faible revenu qui bénéficient de la plus grande portion de ces réductions d'impôt. Lorsque toutes les réductions d'impôt du gouvernement ontarien seront en vigueur, les 735 000 contribuables à faible revenu qui ne paient pas d'impôt sur le revenu en Ontario devront toutefois continuer à payer de l'impôt au gouvernement fédéral.

De faibles taux d'impôt sur le revenu des particuliers sont essentiels à une économie saine et efficiente pouvant assurer l'amélioration du niveau de vie. Pendant trop longtemps, des politiques gouvernementales contre-productives ont entraîné la stagnation, voire le déclin du niveau de vie en Ontario.

Pendant les cinq ans qui ont précédé les réductions d'impôt, l'Ontario a accusé une baisse du PIB réel par personne. Pendant les cinq ans qui ont suivi les réductions d'impôt, le PIB réel par personne a augmenté d'environ 18 %, ce qui dépasse de beaucoup les augmentations constatées dans le reste du Canada et aux États-Unis, ainsi que l'augmentation moyenne dans les pays industrialisés.

De nombreuses études qui comparent les résultats économiques de différents pays (et États des États-Unis) ont conclu que les territoires dans lesquels les impôts et les dépenses du gouvernement représentent une part moins importante du PIB connaissent une croissance économique plus vigoureuse.

Les réductions de l'impôt sur le revenu améliorent l'efficience et la compétitivité de l'économie. Des taux d'imposition réduits encouragent tant les propriétaires d'entreprises que leurs employés à travailler plus fort et de manière plus intelligente, parce qu'ils peuvent conserver une plus grande part de ce qu'ils gagnent.

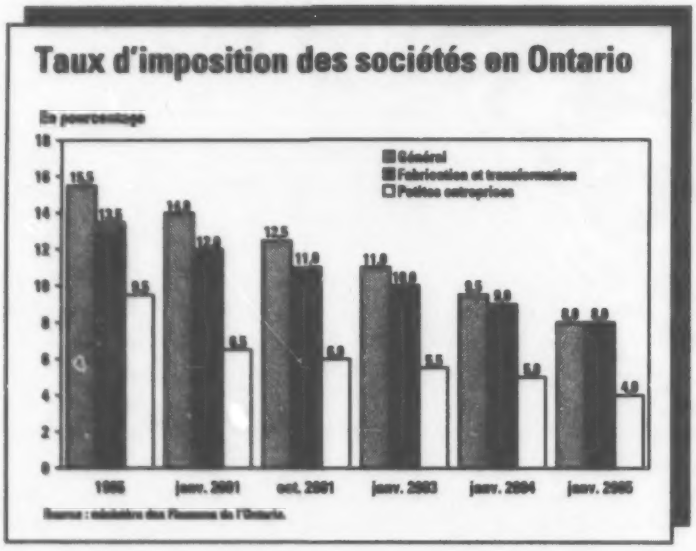
Les sociétés sont beaucoup plus intéressées à investir là où le taux d'imposition du revenu est faible, parce qu'il leur est alors plus facile d'attirer et de conserver un personnel qualifié, et parce qu'elles savent qu'une main-d'oeuvre qui paye trop d'impôt sera moins productive. C'est une des raisons pour lesquelles l'Ontario est en tête de file de la création d'emplois au Canada et en Amérique du Nord depuis que le gouvernement de l'Ontario a commencé à réduire l'impôt sur le revenu.

La réduction des impôts des sociétés rehausse la compétitivité

« Depuis que nous avons commencé à réduire les impôts, les investissements des entreprises en Ontario ont augmenté de 66 %. »

Budget de l'Ontario de 2001

L'amélioration de la compétitivité de notre régime d'imposition des sociétés est une composante essentielle de la stratégie de croissance de l'Ontario. La réduction des impôts des sociétés rehausse la compétitivité de la province et favorise les investissements et la création d'emplois.



D'ici 2005, l'Ontario aura le taux d'imposition général combiné des sociétés le plus bas en Amérique du Nord. Aucune autre province canadienne n'offrira un taux inférieur.

- **Le taux ontarien général d'imposition des sociétés, y compris les entreprises de fabrication et de transformation, passera à 8 % d'ici 2005.**
- **Le taux d'imposition ontarien des petites entreprises sera réduit à 4 % d'ici 2005, et 7 500 petites entreprises dynamiques de la province de plus bénéficieront de ce taux inférieur.**

L'impôt scolaire annuel applicable aux entreprises a été réduit de 350 millions de dollars.

L'impôt-santé des employeurs a été éliminé pour 88 % des employeurs et pour tous les travailleurs autonomes en 1999.

L'Ontario entreprend d'éliminer l'impôt sur le capital qui élimine des emplois et constitue une entrave aux investissements des entreprises. En exonérant d'impôt les premiers 5 millions de dollars de capital, la province libérera de ce fardeau fiscal plus de 11 000 petites et moyennes entreprises.

Certains prétendent que les réductions d'impôt des entreprises bénéficient surtout aux riches, mais la plupart des économistes s'entendent pour dire que ce n'est pas le cas.

Depuis nombre d'années, d'autres pays en sont venus à la même conclusion. C'est pourquoi bien des pays qui privilégient fermement les dépenses en matière de programmes sociaux, comme la Suède, la Finlande, la Norvège et le Danemark, ont déjà réduit leurs taux d'imposition des sociétés au niveau que vise l'Ontario pour 2005.

On remarque une grande mobilité des capitaux à l'échelle internationale; les sociétés peuvent choisir parmi un grand nombre d'endroits pour investir. Si les impôts des sociétés sont plus élevés en Ontario, on constate un déclin de l'investissement dans la province et une baisse du revenu pour la main-d'oeuvre ontarienne.

Des études économiques confirment que les taux d'imposition des sociétés ont une grande incidence sur la décision des sociétés lorsqu'elles choisissent un endroit où investir. Pendant de nombreuses années, les taux d'imposition des sociétés au Canada étaient bien supérieurs au taux médian des pays industrialisés.

Auparavant, l'Ontario n'était pas compétitif et il a ainsi raté de nombreuses possibilités sur le plan de l'investissement, de l'emploi et de la productivité. Grâce aux politiques du gouvernement visant à réduire les impôts des entreprises dans le but d'attirer des investissements, le niveau de vie du travailleur ontarien moyen s'améliore plus rapidement.

Favoriser une culture de l'innovation et la compétence de la main-d'oeuvre

« Nous investissons dans de nouvelles technologies, favorisons les activités de recherche-développement et nous assurons que les entreprises peuvent compter sur des travailleurs possédant les compétences requises pour se mesurer aux meilleurs concurrents au monde. Nous sommes déterminés à donner à notre jeunesse la liberté d'action et les outils qui lui permettront d'innover. »

Budget de l'Ontario de 2000

Édifier une culture de l'innovation

L'Ontario édifie une culture de l'innovation qui récompense l'esprit d'entreprise, la disposition à prendre des risques et la recherche de l'excellence scientifique de la salle de classe à la salle du conseil d'administration. Pour ce faire, il :

- encourage les partenariats entre l'industrie et le milieu universitaire visant à effectuer des recherches de calibre international, par le truchement du Fond ontarien d'encouragement à la recherche-développement; à construire des installations de pointe, grâce au Fonds pour l'innovation de l'Ontario; et à établir des « réseaux de savoir » uniques en leur genre, par l'intermédiaire des Centres d'excellence de l'Ontario;
- attire et garde ici les meilleurs chercheurs en reconnaissant et récompensant leurs accomplissements et en les soutenant grâce au seul programme au Canada spécifiquement destiné au financement des coûts de recherche indirects;
- récompense l'innovation et l'excellence en recherche en réduisant de presque la moitié le taux d'imposition ontarien maximal des gains en capital pour les sociétés et les particuliers et en offrant d'autres incitatifs fiscaux pour aider les entreprises axées sur la recherche à attirer et à maintenir en poste des chercheurs qualifiés.

Perfectionner nos compétences

L'Ontario fait une série d'investissements dans le secteur de l'enseignement postsecondaire et de la formation de façon à disposer de la main-d'oeuvre hautement qualifiée nécessaire pour se tailler une place dans l'économie d'aujourd'hui axée sur le savoir :

- il fournit des fonds de fonctionnement pluriannuels aux collèges et aux universités pour qu'ils puissent faire face à la hausse future des inscriptions; crée 23 000 places supplémentaires dans les programmes recherchés de génie et ceux de sciences informatiques, et met sur pied un établissement d'enseignement innovateur, l'Institut de technologie de l'Ontario;
- il met en oeuvre des stratégies ciblées pour répondre aux besoins en matière de compétences au moyen de partenariats de formation avec le secteur privé dans le cadre de l'initiative « Investissement dans les compétences stratégiques » et de programmes de transition pour accélérer l'entrée sur le marché du travail des professionnels formés à l'étranger;
- il modernise et élargit le système de formation d'apprentis afin de combler les pénuries de travailleurs qualifiés.

Rétablir l'équilibre dans les relations de travail

« Et bien que nous ayons supprimé les entraves à la création d'emplois, en l'occurrence les impôts élevés et les contingents déraisonnables de postes, nous avons maintenu les règles visant à protéger et à accroître les droits des employés. »

Plan d'action - Programme de Mike Harris pour maintenir l'Ontario dans la bonne voie, 1999

Les réformes législatives du gouvernement dans le secteur de l'emploi renforcent la compétitivité, démocratisent davantage le milieu de travail et font de l'Ontario un bon endroit où vivre et travailler :

- La *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* bénéficie tant aux employés qu'aux employeurs. Les nouvelles dispositions permettent aux employés de concilier vie professionnelle et responsabilités familiales en leur offrant la possibilité de prendre un congé parental pouvant aller jusqu'à un an et un congé non payé pouvant aller jusqu'à dix jours par année en cas d'urgence familiale. En outre, la Loi réduit les formalités administratives et favorise les modalités de travail flexibles.
- La *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail* renforce les droits des travailleurs, améliore la stabilité du milieu de travail et favorise la croissance économique.
- La *Loi de 2000 modifiant la Loi sur les relations de travail (industrie de la construction)* modernise les relations de travail en favorisant la stabilité et la prévisibilité du secteur de la construction ainsi que la compétitivité des entrepreneurs.
- Les réformes apportées au régime de sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ont permis de lui assurer des assises financières solides. Le taux moyen des primes a été réduit à 2,13 $ par tranche de 100 $ de la masse salariale cotisable en 2001. Il s'agit d'une baisse de 29 % depuis 1995 et du niveau le plus bas depuis 1983.

Réduire les formalités administratives

« Les entreprises recherchent normalement l'expansion, tandis que les gens contemplent en général le succès. Parfois le meilleur geste qu'un gouvernement peut poser consiste à ne pas nuire au dynamisme et à l'effervescence du secteur privé. »

Plan d'action - Programme de Mike Harris pour maintenir l'Ontario dans la bonne voie, 1999

L'élimination des formalités administratives inutiles contribue à créer un climat d'affaires positif qui attire les investissements et favorise la création d'emplois. Pour permettre aux entreprises d'exercer leurs activités plus librement, le gouvernement et sa Commission de réduction des formalités administratives ont éliminé plus de 1 700 règlements superflus, abrogé plus de 50 lois désuètes, modifié plus de 200 autres lois et fait adopter 13 projets de lois sur la réduction des formalités administratives. Tout règlement proposé doit être soumis à une évaluation de ses répercussions sur la bonne marche des affaires.

L'Ontario est déterminé à réduire les coûts des entreprises et à supprimer les obstacles à leur réussite grâce aux mesures qui suivent :

- l'adoption de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique*, qui élimine les obstacles juridiques désuets au commerce électronique et accroît la confiance des consommateurs dans leurs transactions en ligne (l'Ontario a été la première province canadienne à adopter une telle loi);
- la simplification et la rationalisation de l'enregistrement et des déclarations des entreprises ontariennes;
- l'assistance aux entrepreneurs et aux petites entreprises par l'intermédiaire des fonds communautaires d'investissement dans les petites entreprises, des centres d'encadrement des petits entrepreneurs, des centres d'aide aux nouvelles entreprises et d'Ontario Export Inc.

Parmi les initiatives visant à favoriser la croissance dans le secteur du logement et de l'aménagement du territoire en Ontario, mentionnons :

- les modifications à la *Loi sur l'aménagement du territoire* et la réduction des formalités administratives pour la délivrance des permis de construire de façon à accélérer le processus décisionnel, éliminer le double emploi, rationaliser l'administration et réduire les coûts;
- les changements apportés à la *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* pour réduire les coûts, assurer une meilleure équité et faire en sorte que ces redevances ne nuisent pas à la croissance;
- les mesures incitatives prises pour la revitalisation des friches contaminées, consistant à rationaliser les processus de planification, clarifier les règles de nettoyage, limiter la responsabilité quant aux frais de nettoyage et favoriser le réaménagement grâce aux initiatives de partenariats SuperCroissance visant à investir dans l'infrastructure municipale et de réduction des impôts fonciers.

F2

SuperCroissance : Investir dans l'infrastructure

« Je suis déterminé à laisser en héritage à nos enfants une province où les villes, les collectivités et les quartiers sont les plus efficients et solides possible et offrent une qualité de vie insurpassable. Notre vision contribuera à stimuler la croissance. Elle fera en sorte que toutes les régions de l'Ontario, des plus petites villes aux grands centres urbains, puissent réaliser leur plein potentiel économique. Elle permettra à l'Ontario de demeurer fort, en plein essor et prêt à affronter le XXI^e siècle. »

Le premier ministre Mike Harris

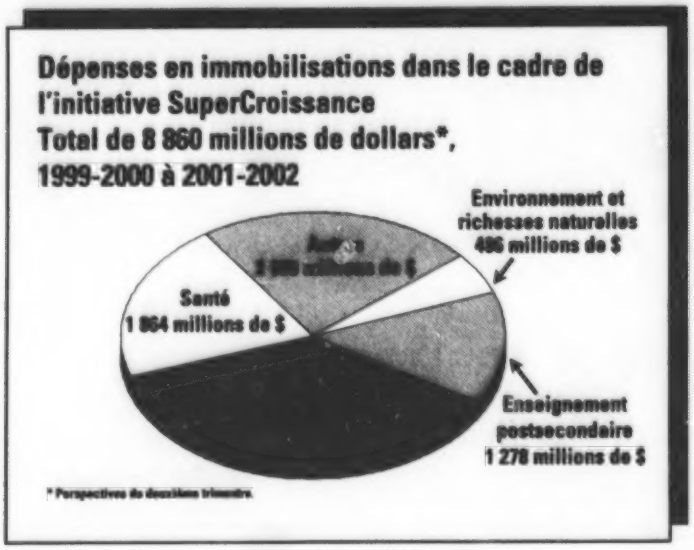
LA VISION SUPERCROISSANCE - BÂTIR POUR L'AVENIR

Les investissements dans l'infrastructure soutiennent notre qualité de vie, contribuent à la stabilité de notre économie et constituent les assises de la croissance économique future. Le gouvernement a créé la Société ontarienne SuperCroissance afin de mettre de l'avant une vision avant-gardiste et axée sur l'avenir pour être en mesure de relever les défis du XXI^e siècle sur le plan de l'infrastructure.

Cette société a comme mandat de prévoir les besoins à long terme de la province sur le plan des immobilisations, d'effectuer des investissements stratégiques et d'établir de nouveaux partenariats en matière de financement. Pour remplir ce mandat, il faut :

- planifier les investissements;
- conserver les biens existants en bon état;
- construire la nouvelle infrastructure durant la période de croissance et non par la suite;
- planifier de façon judicieuse pour remplacer l'infrastructure quand elle n'est plus adéquate;
- utiliser les fonds octroyés par le gouvernement provincial pour attirer des investissements de partenaires des secteurs privé et public aux fins de l'infrastructure.

Dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, le gouvernement s'est engagé à ce que 20 milliards de dollars soient investis dans l'infrastructure, sur une période de cinq ans; cette somme englobe les contributions de partenaires. Toujours dans le cadre de cette initiative, on aura investi près de 9 milliards de dollars et affecté des fonds supplémentaires considérables à l'infrastructure municipale, d'ici la fin de l'exercice. Par l'entremise de partenariats regroupant les hôpitaux, les collèges et universités et les municipalités de la province, ainsi que le gouvernement fédéral et le secteur privé, on investira au total plus de 13 milliards de dollars.



Grâce en partie aux investissements effectués dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, les dépenses en immobilisations du secteur public demeurent importantes, ce qui aide l'Ontario à faire face aux conditions instables de l'économie mondiale qui sévissent actuellement. La valeur des permis de construire pour les édifices institutionnels et gouvernementaux avait augmenté de 51 % au cours des huit premiers mois de 2001 par rapport à la même période l'année dernière. Les dépenses en immobilisations du secteur public devraient augmenter de 9,3 % en 2001, dépassant ainsi de beaucoup le taux de croissance de l'économie. Au cours des prochains mois, les investissements de la Société SuperCroissance dans les routes, hôpitaux, universités, collèges, usines de traitement de l'eau et autres projets municipaux stimuleront les économies locales et créeront des emplois dans chaque région de la province.

ROUTES ET RÉSEAUX DE TRANSPORT EN COMMUN EN PRÉVISION DE L'AVENIR

La reconstruction du réseau de transport provincial est l'une des priorités du gouvernement. Depuis 1995, la province a investi plus de 5 milliards de dollars dans le réseau routier. Résultat, environ 90 % du réseau routier du Sud de l'Ontario est maintenant en bon état, comparativement à 62 % en 1995. L'état des routes a aussi été grandement amélioré dans le Nord de l'Ontario depuis 1995, et de longs tronçons des routes 11 et 69 ont été élargis de deux à quatre voies.

La forte croissance de l'économie ontarienne a créé des problèmes d'engorgement des routes, plus particulièrement dans les grands centres urbains et couloirs commerciaux. Soucieux de maintenir le libre mouvement des personnes et des biens et d'atteindre les objectifs de la croissance intelligente, le gouvernement s'est engagé à adopter une approche stratégique équilibrée afin de désengorger le réseau routier. Il investira donc dans la construction de routes et l'expansion de réseaux de transport en commun au cours des dix prochaines années dans le cadre de l'initiative SuperCroissance.

Exemples de projets stratégiques de transport

Grands projets routiers récemment achevés ou prévus pour bientôt	Routes pour l'avenir	Réseaux de transport en commun pour l'avenir
Autoroutes de la série 400 – Réfection de la 401 dans la RGT – Élargissement de la 400 à Toronto et dans la région de York – Élargissement de la 401 de Newcastle à Port Hope	407 Est Prolongement de la 427 Couloir traversant la péninsule de Niagara 404 et route contournant Bradford	Expansion du réseau de transport interrégional du Golden Horseshoe Expansion stratégique des réseaux de transport d'autres localités Renouvellement de réseaux municipaux de transport en commun
Autres routes provinciales – Échangeur et élargissement des routes 7 et 8 à Kitchener – Reconstruction de la route 15, de Portland à Lombardy – Prolongement de la route 26, de Wasaga Beach à Collingwood	Nouveau couloir est-ouest dans la RGT Route contournant Ottawa Poste frontalier de Windsor-Detroit	Investissement dans les immobilisations et le fonctionnement du Réseau GO
Routes du Nord – Élargissement de la route 11 au nord de Huntsville – Réasphaltage de la route 17 – Élargissement de la route 69 au sud de Parry Sound		

L'Ontario s'est engagé à investir 3,25 milliards de dollars au cours des dix prochaines années pour renouveler et développer les réseaux de transport en commun. Dans le cadre de cet engagement, on appuiera l'expansion du Réseau GO, la mise sur pied de nouveaux services de transport en commun interrégional dans la région du Golden Horseshoe ainsi que l'expansion des réseaux de transport en commun dans diverses localités de la province; et on accordera une aide financière pour le remplacement des biens vieillissants. Si les partenaires fédéraux et municipaux contribuaient des montants équivalents, on pourrait investir plus de 9 milliards de dollars dans les transports en commun.

Par ailleurs, le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à investir 10 milliards de dollars dans les routes de la province au cours des dix prochaines années afin de s'assurer qu'elles pourront répondre aux besoins d'une population et d'une économie en pleine croissance.

Une place pour chaque étudiante et étudiant qui y a droit

Pour faire face à l'augmentation future des inscriptions et à l'arrivée de la double promotion de diplômés du secondaire attendue en 2003, la province a investi plus de 1 milliard de dollars en 1999-2000 pour que les universités et les collèges puissent accueillir tous les étudiants et étudiantes qui y ont droit.

Cet investissement dans le cadre de l'initiative SuperCroissance donnera lieu à l'injection de fonds supplémentaires d'au moins 800 millions de dollars de nos partenaires et à la création de plus de 73 000 nouvelles places.

En outre, la province investit dans les immobilisations des écoles élémentaires et secondaires par le truchement de la Subvention pour les installations destinées aux élèves. Au cours des deux dernières années scolaires, les conseils scolaires ont reçu 836 millions de dollars au titre des immobilisations, ce qui a donné lieu à des investissements de 2,3 milliards de dollars. Cette année, les conseils scolaires recevront plus de 500 millions de dollars aux fins des réparations, de l'amélioration et de la construction des écoles.

Quelques exemples de grands projets de construction financés dans le cadre de l'initiative SuperCroissance et en voie de réalisation dans des établissements postsecondaires

Titre du projet	Description	Financement SuperCroissance	Valeur initiale de l'investissement*
Collège St. Clair - Centre d'excellence en fabrication	Construction d'un immeuble abritant le centre d'excellence en fabrication et aménagement des locaux d'enseignement pour les programmes de fabrication et de technologie de l'information. Les nouvelles installations devraient abriter cinq laboratoires et cinq ateliers. Inauguration prévue le 1er septembre 2003.	10,98 millions de dollars	24,40 millions de dollars
Université de Toronto - Centre Bahen de la technologie de l'information	Construction d'un immeuble abritant diverses installations pour les étudiantes et étudiants en sciences informatiques, en génie électrique et informatique, ainsi qu'en génie mécanique et industriel. Cet immeuble abritera également les locaux du centre de recherche sur les technologies de pointe, où l'on effectue des recherches en collaboration avec des entreprises, notamment Bell Canada, le Centre for Advanced Coating Technologies et Nortel. L'immeuble comprendra 31 salles de classe et 80 laboratoires. Inauguration prévue le 1er mai 2002.	24,03 millions de dollars	88,14 millions de dollars
Université Queen's - Nouvel immeuble pour les études en chimie et rénovation de l'école de commerce	Construction d'un immeuble pour les études en chimie et rénovation de locaux dans l'ancien immeuble de chimie et l'école de commerce de l'université. Les nouveaux locaux abriteront 34 salles de classe et 30 laboratoires. Inauguration prévue le 1er septembre 2002.	39,96 millions de dollars	94,56 millions de dollars
Collège Canadore - Déménagement du programme intégré d'aviation	Aménagement d'un nouveau campus d'aéronautique complet à l'aéroport de North Bay, qui permettra de déménager les programmes d'aviation et d'aéronautique qui sont actuellement offerts dans un emplacement inadéquat. Le collège pourra ainsi accroître d'environ 40 % le nombre de candidats admis à ces programmes. Inauguration prévue le 1er août 2002.	8,60 millions de dollars	12,49 millions de dollars

* Inclut les investissements par les collèges, les universités et les partenaires de financement du secteur privé.

MODERNISATION DES HÔPITAUX

La province a besoin d'une infrastructure de la santé adaptée au XXI[e] siècle pour offrir les services requis dans ce secteur en ce début de millénaire. Depuis 1996-1997, l'Ontario a investi 2,2 milliards de dollars afin de moderniser et d'améliorer les hôpitaux de 22 collectivités de la province conformément aux directives de la Commission de restructuration des services de santé, y compris 1,4 milliard de dollars dans le cadre de l'initiative SuperCroissance. En tenant compte de la contribution des partenaires du gouvernement provincial, on investira plus de 3 milliards de dollars sur plusieurs années dans la construction et la rénovation d'hôpitaux. Un grand nombre des projets sont en cours ou débuteront sous peu.

Malgré les investissements importants de la province, les besoins en matière d'investissement dans l'infrastructure du système de santé demeurent grands en raison du vieillissement de la population et de l'apparition de nouvelles technologies de traitement et de diagnostic. C'est pour cette raison que, dans le budget de 2001, le gouvernement a annoncé une collaboration entre la Société SuperCroissance et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée dans le but d'élaborer une stratégie à long terme d'investissement dans l'infrastructure de la santé pour répondre aux besoins actuels et futurs. Dans le cadre de cet exercice, on étudiera la possibilité de former des partenariats entre les secteurs public et privé ainsi que d'autres moyens de financer les investissements dans l'infrastructure de la santé.

Quelques projets réalisés dans des hôpitaux dans le cadre de l'initiative SuperCroissance

Hôtel Dieu Grace, Windsor : L'Ontario a investi 52,1 millions de dollars dans la construction d'une aile qui abritera une plus grande salle d'urgence, de nouvelles salles d'opération et un nouveau service d'imagerie diagnostique. Le projet devrait coûter au total 76,6 millions de dollars et être achevé à la fin de 2002.

St. Joseph's Hospital and Home, Guelph : La contribution provinciale de 21,7 millions de dollars servira à construire de nouvelles installations qui offriront un éventail de services de réadaptation, de soins ambulatoires et de soins de longue durée complexes. Le projet devrait être achevé en avril 2002, à un coût total de 31,5 millions de dollars.

Northumberland Health Care Corporation, Cobourg : L'Ontario a investi 38,3 millions de dollars afin d'appuyer la construction d'installations de pointe qui permettront à l'hôpital de fournir des soins prolongés complexes, des services de réadaptation et de santé mentale ainsi que des soins actifs et d'urgence. Le projet devrait prendre fin à l'automne 2003 et coûter 54,9 millions de dollars.

Centre de santé St. Joseph's, Toronto : L'Ontario s'est engagé à verser 42,6 millions de dollars pour moderniser l'hôpital. La première phase du projet, qui vise à améliorer les services d'urgence, les soins ambulatoires et les services de santé mentale aux hospitalisés, est déjà en cours. Durant la phase finale, on construira des installations qui abriteront de nouveaux services cliniques et en établissement. Le coût total du projet, dont l'achèvement est prévu en 2004, s'élèvera à 64,7 millions de dollars.

Centre régional de cancérologie de Grand River : Le nouveau centre régional de cancérologie à Kitchener-Waterloo offrira des services à la fine pointe de la technologie. La province verse 36,7 millions de dollars dans le cadre de l'initiative SuperCroissance au titre des immobilisations de ce projet qui coûtera au total 52,5 millions de dollars et devrait prendre fin en septembre 2002.

RENFORCER L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE

Dans le budget de l'Ontario de 2000, le gouvernement a annoncé le lancement de trois importantes initiatives de partenariat dans le cadre de SuperCroissance afin de renforcer l'économie et de rehausser la qualité de vie dans les collectivités de l'Ontario. La Société SuperCroissance investira 1,9 milliard de dollars dans des projets d'amélioration des réseaux municipaux d'adduction d'eau et d'égouts, des routes, des ponts, des installations sportives, touristiques et culturelles, ainsi que dans une foule d'autres projets importants à l'échelle locale, y compris la revitalisation du secteur riverain de Toronto. La contribution des partenaires augmentera le montant total de l'investissement.

Le gouvernement provincial entend mettre ces projets en oeuvre dans les plus brefs délais. Il est conscient que les municipalités sont en train de dresser leur budget au titre des immobilisations pour le prochain exercice et qu'elles ont besoin, pour finaliser leurs plans, d'avoir des données concrètes sur le financement accordé dans le cadre de l'initiative SuperCroissance. Ces projets assureront des emplois et soutiendront les activités des entrepreneurs et fournisseurs locaux partout dans la province en cette période d'incertitude économique.

Pour concrétiser l'engagement du gouvernement à mettre en branle le processus le plus tôt possible, nous annonçons les projets suivants dans le cadre de l'initiative SuperCroissance :

Partenariats du millénaire

Parc technologique de l'Université de Waterloo
13,4 millions de dollars dans le cadre d'un investissement proposé de 214 millions de dollars en vue de créer un parc de la technologie et de la recherche à l'Université de Waterloo. Ce partenariat entre la région, l'université, la ville de Waterloo et le secteur privé vise à constituer un parc pour : favoriser la réussite et la prospérité des entreprises et du milieu universitaire dans le cadre de projets conjoints de recherche-développement; créer un milieu qui favorisera le transfert de la technologie des laboratoires au marché; fournir des emplois aux diplômés et aux étudiants et étudiantes des programmes coopératifs; et fournir aux entreprises locales l'espace dont elles ont besoin pour conserver les emplois et en créer de nouveaux dans la région.

Usine de traitement de l'eau de Sudbury
6,6 millions de dollars dans le cadre d'un investissement de 20 millions de dollars pour assurer la conformité de l'usine de traitement de l'eau de la rue David à Sudbury aux nouveaux règlements en matière de protection de l'eau potable et faire en sorte que l'approvisionnement en eau des 40 000 citoyens de cette ville réponde aux nouvelles normes rigoureuses sur la salubrité de l'eau.

Projets de développement économique et de transport à London
32 millions de dollars dans le cadre d'une série de projets évalués à 96 millions de dollars visant à aménager de nouveaux terrains à des fins industrielles dans la partie sud de la ville de London et à étoffer les secteurs prioritaires de son infrastructure de transport, et ainsi tirer avantage de l'emplacement stratégique de London au nord de l'autoroute 401, au coeur du Sud-Ouest de la province.

Développement de l'économie et du tourisme dans la ville d'Ottawa
70 millions de dollars dans le cadre d'un projet d'investissement touchant les transports et le tourisme dans la ville d'Ottawa, lequel a pour but d'améliorer l'accès aux parcs commerciaux, de promouvoir le tourisme local et d'appuyer les plans municipaux de croissance intelligente.

Ces municipalités se sont engagées à verser des m[illegible]ants au moins équivalents aux fonds provinciaux octroyés. L'Ontario et ses partenaires municipaux espèrent que le gouvernement fédéral annoncera son intention d'être un partenaire de financement à part entière dans ces projets.

Le gouvernement fera, au cours des prochaines semaines, une série d'annonces un peu partout dans la province pour concrétiser sa promesse d'accélérer ses engagements financiers à l'égard de ces projets. Des centaines de projets seront annoncés sous peu dans le cadre de l'initiative SuperCroissance.

EAU POTABLE

La salubrité de l'eau destinée à la consommation est essentielle à la qualité de vie des Ontariennes et Ontariens. Dans le cadre de l'Opération eau propre, le gouvernement provincial a adopté en 2000 un nouveau règlement ontarien sur la protection de l'eau potable, qui fixe des normes plus strictes pour les réseaux municipaux d'eau potable. Dans le cadre de l'initiative SuperCroissance, on accordera 240 millions de dollars aux municipalités pour les aider à respecter les exigences du nouveau règlement et à réaliser des projets essentiels en matière de santé et de sécurité.

En réponse aux préoccupations des municipalités concernant la formule de financement proposée pour les projets touchant la santé et la sécurité publiques, y compris la salubrité de l'eau, la province s'est engagée à fournir le tiers des fonds. Elle a demandé au gouvernement fédéral de s'engager le plus tôt possible à assumer lui aussi le tiers des coûts.

Par ailleurs, le gouvernement a demandé au comité consultatif de l'initiative SuperCroissance d'orienter l'élaboration d'une stratégie d'investissement à long terme dans l'infrastructure des réseaux d'eau et d'égouts. Dans le cadre de cette stratégie, le comité évaluera les options pour l'établissement d'un prix à partir du coût intégral et l'incidence de cette démarche sur les services d'eau et d'égouts. Cette stratégie devrait être soumise au gouvernement en 2002.

Tableaux des données économiques

LISTE DES TABLEAUX

L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO

NUMÉRO DES TABLEAUX

Perspectives économiques de l'Ontario 1
Produit intérieur brut de l'Ontario de 1987 à 2000 2
Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1987 à 2000 3
Indicateurs économiques choisis pour l'Ontario de 1987 à 2000 4
Variation annuelle d'indicateurs économiques de l'Ontario de 1987 à 2000 5
Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1997 à 2000 6
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1998 à 2000 7
Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1997 à 2000 8
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1998 à 2000 9
Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1994 à 2000 10
Indicateurs financiers choisis de 1987 à 2000 11

COMPARAISON AVEC LES PAYS DU G-7

Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1987 à 2000 12
Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1987 à 2000 13
Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1987 à 2000 14
Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1987 à 2000 15
Taux de change, G-7, de 1987 à 2000 16

LE COMMERCE INTERNATIONAL DE L'ONTARIO

Principales marchandises exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2000 17
Principales marchandises importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2000 18
Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2000 19

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU CANADA

Commerce international du Canada avec les principales régions en 2000 20

LISTE DES TABLEAUX (suite)

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES — **NUMÉRO DES TABLEAUX**

Caractéristiques démographiques choisies pour l'Ontario de 1981 à 2016 21
Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1991-1992 à 2000-2001 22

LE MARCHÉ DU TRAVAIL ONTARIEN

Population active en Ontario de 1987 à 2000 23
Emplois en Ontario de 1987 à 2000 24
Chômage en Ontario de 1987 à 2000 25
Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1987 à 2000 26
Rémunération du travail en Ontario de 1987 à 2000 27
Emplois par profession en Ontario de 1989 à 2000 28
Répartition des emplois par profession en Ontario de 1989 à 2000 29
Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1991 à 2000 30
Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1991 à 2000 31
Situation de l'emploi en Ontario par région économique de 1989 à 2000 32
Situation de l'emploi en Ontario, par industrie, par région économique en 2000 33

RÉGIONS ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

(Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.)

Tableau 1 — **Perspectives économiques de l'Ontario**

(variation annuelle moyenne en pourcentage)

	Chiffres réels		Moyenne du secteur privé		
	1999	2000	2001p	2002p	2003p
Produit intérieur brut					
Réel	7,4	5,3	1,1	1,3	4,3
Nominal	7,3	5,9	3,9	2,7	6,1
Autres indicateurs économiques					
Ventes au détail	7,3	7,3	3,3	3,5	5,2
Mises en chantier de logements (en milliers)	67,2	71,5	73,9	71,0	73,5
Revenu des particuliers	6,3	6,4	4,1	2,9	5,5
Bénéfices des entreprises avant impôt	15,7	5,8	-2,2	-3,2	12,6
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	1,9	2,9	3,3	2,0	2,0
Marché du travail					
Emplois	3,6	3,2	1,5	0,3	2,3
Taux de chômage (en pourcentage)	6,3	5,7	6,3	7,1	6,6

p = prévisions du secteur privé.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du secteur privé (novembre 2001) du ministère des Finances.

Tableau 2 **Produit intérieur brut de l'Ontario de 1987 à 2000**

(en milliards de dollars)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1997)	**292,7**	**308,4**	**318,8**	**314,7**	**302,8**	**305,3**	**309,0**
Consommation	160,3	168,8	175,4	176,2	173,1	175,9	178,3
Gouvernement	58,9	62,2	65,0	68,6	71,8	72,2	71,7
Construction résidentielle	20,5	21,3	23,1	18,8	15,9	16,8	15,4
Construction non résidentielle	12,0	13,2	14,0	12,9	12,5	11,0	8,9
Matériel et outillage	14,5	17,1	17,6	17,1	16,4	17,6	16,9
Exportations	144,3	156,0	161,9	162,4	158,4	165,0	178,8
Importations	121,3	137,2	143,9	141,5	141,3	149,8	158,7
Produit intérieur brut nominal	**231,1**	**256,7**	**279,1**	**283,3**	**283,4**	**287,0**	**294,0**

Tableau 2 (suite)

(en milliards de dollars)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1997)	**327,4**	**339,5**	**343,1**	**360,0**	**377,4**	**405,2**	**426,6**
Consommation	183,7	187,6	191,7	200,7	208,0	216,6	225,6
Gouvernement	72,5	73,1	70,6	70,5	71,2	74,8	78,8
Construction résidentielle	15,8	13,6	14,9	17,2	16,8	19,2	20,2
Construction non résidentielle	7,8	7,6	9,2	10,0	10,1	11,1	10,5
Matériel et outillage	19,6	21,7	23,8	29,3	31,8	34,7	38,8
Exportations	197,8	214,2	225,9	242,6	260,7	290,0	307,6
Importations	169,4	181,0	190,4	213,3	222,6	241,7	257,6
Produit intérieur brut nominal	**311,6**	**329,9**	**338,8**	**360,0**	**378,1**	**405,6**	**429,5**

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 3 **Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1987 à 2000**

(variation en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1997)	**4,7**	**5,4**	**3,4**	**-1,3**	**-3,8**	**0,9**	**1,2**
Consommation	5,2	5,3	3,9	0,5	-1,8	1,6	1,4
Gouvernement	4,1	5,7	4,5	5,4	4,7	0,5	-0,6
Construction résidentielle	15,9	3,6	8,9	-18,8	-15,2	5,4	-8,5
Construction non résidentielle	10,2	10,1	6,1	-7,8	-3,5	-11,9	-19,3
Matériel et outillage	12,2	17,6	3,0	-2,6	-4,0	7,1	-4,0
Exportations	2,6	8,1	3,8	0,3	-2,5	4,2	8,3
Importations	5,7	13,1	4,9	-1,7	-0,1	6,0	5,9
Produit intérieur brut nominal	**10,7**	**11,1**	**8,7**	**1,5**	**0,1**	**1,3**	**2,4**

Tableau 3 (suite)

(variation en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Produit intérieur brut réel (en dollars de 1997)	**6,0**	**3,7**	**1,1**	**4,9**	**4,8**	**7,4**	**5,3**
Consommation	3,0	2,1	2,2	4,7	3,7	4,1	4,1
Gouvernement	1,1	0,8	-3,5	0,0	0,9	5,0	5,4
Construction résidentielle	2,8	-14,0	9,6	15,2	-1,8	14,0	5,0
Construction non résidentielle	-12,2	-2,3	20,3	9,3	1,3	9,3	-5,2
Matériel et outillage	15,7	11,1	9,4	23,1	8,7	8,9	12,1
Exportations	10,6	8,3	5,4	7,4	7,5	11,2	6,0
Importations	6,8	6,8	5,2	12,0	4,4	8,6	6,6
Produit intérieur brut nominal	**6,0**	**5,9**	**2,7**	**6,3**	**5,0**	**7,3**	**5,9**

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 4 — Indicateurs économiques choisis pour l'Ontario de 1987 à 2000	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Ventes au détail* (en milliards de dollars)	64,7	69,8	72,6	72,6	67,3	68,9	71,7
Mises en chantier de logements (en milliers)	105,2	99,9	93,3	62,6	52,8	55,8	45,1
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	187,6	208,7	229,0	241,7	247,7	253,8	256,1
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	25,6	29,4	27,4	19,8	14,6	14,5	17,9
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	81,4	85,3	90,2	94,6	99,0	100,0	101,8
Population active (en milliers)	5 209	5 354	5 470	5 533	5 544	5 542	5 581
Emplois (en milliers)	4 893	5 083	5 193	5 191	5 016	4 949	4 974
Taux de chômage (en pourcentage)	6,1	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7	10,9

Tableau 4 (suite)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ventes au détail* (en milliards de dollars)	76,9	79,6	80,2	86,4	92,4	99,2	106,4
Mises en chantier de logements (en milliers)	46,6	35,8	43,1	54,1	53,8	67,2	71,5
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	260,6	271,4	276,3	289,5	303,1	322,2	342,8
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	27,9	33,1	34,2	37,5	40,3	46,6	49,3
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	101,8	104,3	105,9	107,9	108,9	111,0	114,2
Population active (en milliers)	5 574	5 620	5 695	5 801	5 914	6 071	6 228
Emplois (en milliers)	5 039	5 131	5 181	5 313	5 490	5 688	5 872
Taux de chômage (en pourcentage)	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3	5,7

* Les ventes au détail comprennent les taxes de vente fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Tableau 5 Variation annuelle d'indicateurs économiques de l'Ontario de 1987 à 2000

(variation en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Ventes au détail*	10,5	7,8	4,0	0,0	-7,2	2,3	4,1
Mises en chantier de logements	29,1	-5,0	-6,6	-32,9	-15,7	5,6	-19,1
Revenu des particuliers	9,6	11,3	9,7	5,5	2,5	2,5	0,9
Bénéfices des entreprises avant impôt	21,8	14,7	-6,7	-27,8	-26,0	-0,8	23,1
Indice des prix à la consommation	5,0	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0	1,8
Population active	2,6	2,8	2,2	1,2	0,2	0,0	0,7
Emplois	3,6	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3	0,5

Tableau 5 (suite)

(variation en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ventes au détail*	7,2	3,6	0,7	7,8	6,9	7,3	7,3
Mises en chantier de logements	3,3	-23,2	20,2	25,6	-0,4	24,9	6,4
Revenu des particuliers	1,8	4,1	1,8	4,8	4,7	6,3	6,4
Bénéfices des entreprises avant impôt	55,8	18,7	3,3	9,9	7,4	15,7	5,8
Indice des prix à la consommation	0,0	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9	2,9
Population active	-0,1	0,8	1,3	1,9	1,9	2,6	2,6
Emplois	1,3	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6	3,2

* Les ventes au détail comprennent les taxes de vente fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Tableau 6 — Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie[1] de 1997 à 2000

(en millions de dollars)

	1997	1998	1999	2000
Industries productrices de biens (en dollars de 1997)	**104 051**	**108 821**	**117 761**	**122 715**
Industries primaires	6 863	7 077	6 957	6 876
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2 857	2 830	2 682	2 636
Services publics	10 019	9 603	10 064	10 514
Construction	15 521	15 778	17 589	18 304
Fabrication[2]	71 648	76 364	83 151	87 021
Industries productrices de services	**227 333**	**238 421**	**252 940**	**266 446**
Commerce	36 369	39 799	44 627	47 304
Gros	19 926	21 770	25 170	26 637
Détail	16 443	18 029	19 458	20 667
Transport et entreposage	14 076	14 553	15 194	15 991
Transport	13 682	14 123	14 747	15 544
Entreposage	395	429	447	447
Industrie de l'information et industrie culturelle	11 434	12 455	15 150	17 293
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	71 775	74 394	77 638	81 218
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 909	15 377	17 097	19 159
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	7 298	8 118	8 890	9 747
Services d'enseignement	16 920	17 377	17 335	17 316
Soins de santé et assistance sociale	19 705	20 006	19 895	20 143
Arts, spectacles et loisirs	3 169	3 221	3 329	3 519
Hébergement et services de restauration	6 999	7 446	7 986	8 214
Autres services	7 404	7 599	7 635	7 796
Services gouvernementaux	18 276	18 077	18 165	18 747
Fédéral	8 466	8 448	8 724	8 973
Provincial	4 577	4 532	4 511	4 616
Local	5 232	5 097	4 929	5 158
Production totale (en dollars de 1997) selon les prix de base	**331 384**	**347 242**	**370 702**	**389 160**
Taxes indirectes sur les produits moins subventions plus rajustements divers	28 569	30 155	34 532	37 465
Produit intérieur brut (en dollars de 1997) aux prix du marché	**359 953**	**377 397**	**405 234**	**426 625**

Nota :

1. Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon les prix de base tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.
2. On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au Tableau 8.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 7 Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie[1] de 1998 à 2000

(variation en pourcentage)

	1998	1999	2000
Industries productrices de biens (en dollars de 1997)	**4,6**	**8,2**	**4,2**
Industries primaires	3,1	-1,7	-1,2
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	-0,9	-5,2	-1,7
Services publics	-4,2	4,8	4,5
Construction	1,7	11,5	4,1
Fabrication[2]	6,6	8,9	4,7
Industries productrices de services	**4,9**	**6,1**	**5,3**
Commerce	9,4	12,1	6,0
Gros	9,3	15,6	5,8
Détail	9,6	7,9	6,2
Transport et entreposage	3,4	4,4	5,2
Transport	3,2	4,4	5,4
Entreposage	8,8	4,1	0,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	8,9	21,6	14,1
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	3,6	4,4	4,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,6	11,2	12,1
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	11,2	9,5	9,6
Services d'enseignement	2,7	-0,2	-0,1
Soins de santé et assistance sociale	1,5	-0,6	1,2
Arts, spectacles et loisirs	1,7	3,3	5,7
Hébergement et services de restauration	6,4	7,3	2,9
Autres services	2,6	0,5	2,1
Services gouvernementaux	-1,1	0,5	3,2
Fédéral	-0,2	3,3	2,8
Provincial	-1,0	-0,5	2,3
Local	-2,6	-3,3	4,7
Production totale (en dollars de 1997) aux prix de base	**4,8**	**6,8**	**5,0**
Produit intérieur brut (en dollars de 1997) aux prix du marché	**4,8**	**7,4**	**5,3**

Nota :

1. Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon les prix de base tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.
2. On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au Tableau 9.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 8 **Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1997 à 2000**

(en millions de dollars)

	1997	1998	1999	2000
Fabrication (en dollars de 1997)	**71 648**	**76 364**	**83 151**	**87 021**
Aliments	6 404	6 776	6 847	7 072
Boissons et produits du tabac	2 440	2 602	2 639	2 634
Textiles et produits textiles	742	819	808	758
Vêtements	908	943	906	879
Produits du cuir et produits connexes	157	167	155	114
Papier	3 459	3 366	3 703	3 787
Impression	2 216	2 196	2 197	2 190
Produits du pétrole et du charbon	595	620	772	819
Produits chimiques	6 138	6 370	6 538	6 555
Produits en caoutchouc	1 308	1 321	1 436	1 635
Produits minéraux non métalliques	1 840	2 069	2 278	2 357
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	9 987	10 895	11 314	11 539
Machinerie, produits électriques et électroniques	11 991	13 121	14 725	17 705
Matériel de transport	16 043	16 923	19 691	19 697
Meubles	1 822	2 163	2 442	2 815
Autres industries de fabrication	5 599	6 015	6 699	6 465

Nota : Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon les prix de base tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 9 **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1998 à 2000**

(variation en pourcentage)

	1998	1999	2000
Fabrication (en dollars de 1997)	**6,6**	**8,9**	**4,7**
Aliments	5,8	1,1	3,3
Boissons et produits du tabac	6,6	1,4	-0,2
Textiles et produits textiles	10,4	-1,3	-6,2
Vêtements	3,8	-3,9	-3,0
Produits du cuir et produits connexes	6,1	-6,8	-26,4
Papier	-2,7	10,0	2,3
Impression	-0,9	0,0	-0,3
Produits du pétrole et du charbon	4,1	24,4	6,2
Produits chimiques	3,8	2,6	0,3
Produits en caoutchouc	1,0	8,8	13,8
Produits minéraux non métalliques	12,4	10,1	3,5
Première transformation des métaux et fabrication de produits métalliques	9,1	3,8	2,0
Machinerie, produits électriques et électroniques	9,4	12,2	20,2
Matériel de transport	5,5	16,4	0,0
Meubles	18,7	12,9	15,3
Autres industries de fabrication	7,4	11,4	-3,5

Nota : Le produit intérieur brut par industrie est calculé selon les prix de base tandis que le PIB déterminé selon les dépenses est calculé selon les prix du marché.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 10	Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1994 à 2000						
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Construction résidentielle							
Valeur actuelle en millions de dollars*	**15 353**	**13 279**	**14 549**	**17 154**	**17 228**	**20 128**	**21 799**
	5,0	-13,5	9,6	17,9	0,4	16,8	8,3
Nouvelle construction*	7 461	5 962	6 554	8 257	8 350	10 573	11 775
	12,2	-20,1	9,9	27,2	1,1	26,6	11,4
Modifications et améliorations*	5 058	4 996	5 339	5 711	5 760	6 087	6 370
	-4,7	-1,2	6,9	6,1	0,9	5,7	4,6
Coûts de transfert*	2 834	2 321	2 656	3 186	3 118	3 468	3 654
	6,2	-18,1	14,4	19,0	-2,1	11,2	5,4
Mises en chantier de logements (en milliers)*	**46,6**	**35,8**	**43,1**	**54,1**	**53,8**	**67,2**	**71,5**
	3,3	-23,2	20,2	25,6	-0,4	24,9	6,4
Reventes de logements (en milliers)*	**115,2**	**105,0**	**137,9**	**140,6**	**138,5**	**148,7**	**147,0**
	7,8	-8,8	31,4	1,9	-1,5	7,4	-1,1
Prix moyen des logements revendus (en dollars)*	**160 158**	**154 606**	**155 652**	**164 382**	**167 115**	**174 049**	**183 869**
	2,3	-3,5	0,7	5,6	1,7	4,1	5,6

* La variation en pourcentage est indiquée sur la deuxième ligne.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 11 — **Indicateurs financiers choisis de 1987 à 2000**

(en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	8,4	9,7	12,3	13,0	9,0	6,8	5,1
Taux préférentiel	9,5	10,8	13,3	14,1	9,9	7,5	5,9
Obligations d'État (10 ans)	9,5	9,8	9,8	10,8	9,4	8,1	7,2
Bons du Trésor (3 mois)	8,1	9,5	12,1	12,8	8,7	6,6	4,8
Taux d'hypothèque							
5 ans	11,2	11,6	12,1	13,4	11,1	9,5	8,8
1 an	9,9	10,8	12,9	13,4	10,1	7,9	6,9
Endettement des ménages*							
Consommation	19,2	20,1	20,5	21,2	21,0	20,9	20,9
Hypothèque	42,7	46,4	49,1	53,1	55,7	59,0	61,9
Total	62,0	66,5	69,6	74,3	76,7	79,9	82,8

Tableau 11 (suite)

(en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	5,8	7,3	4,5	3,5	5,1	4,9	5,8
Taux préférentiel	6,9	8,6	6,1	5,0	6,6	6,4	7,3
Obligations d'État (10 ans)	8,4	8,1	7,2	6,1	5,3	5,6	5,9
Bons du Trésor (3 mois)	5,5	6,9	4,2	3,3	4,7	4,7	5,5
Taux d'hypothèque							
5 ans	9,5	9,2	7,9	7,1	6,9	7,6	8,4
1 an	7,8	8,4	6,2	5,5	6,5	6,8	7,9
Endettement des ménages*							
Consommation	22,2	23,0	24,2	25,8	27,4	28,1	29,8
Hypothèque	65,1	65,2	66,7	67,9	68,5	68,2	67,6
Total	87,3	88,2	91,0	93,7	96,0	96,3	97,3

* Pourcentage du revenu disponible des particuliers que représente la dette des ménages canadiens.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Sources : Statistique Canada et Banque du Canada.

Tableau 12 **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1987 à 2000**

(en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Ontario	4,7	5,4	3,4	-1,3	-3,8	0,9	1,2
Canada	4,2	4,9	2,6	0,2	-2,1	0,9	2,4
France	2,5	4,2	4,1	2,6	1,0	1,5	-1,0
Allemagne	1,5	3,7	3,6	5,7	5,0	2,2	-1,1
Italie	3,0	3,9	2,9	2,0	1,4	0,8	-0,9
Japon	4,5	6,5	5,3	5,3	3,1	0,9	0,4
Royaume-Uni	4,4	5,2	2,1	0,7	-1,5	0,1	2,3
États-Unis	3,4	4,2	3,5	1,8	-0,5	3,0	2,7

Tableau 12 (suite) (en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ontario	6,0	3,7	1,1	4,9	4,8	7,4	5,3
Canada	4,7	2,8	1,6	4,3	3,9	5,1	4,4
France	2,0	1,7	1,1	1,9	3,5	3,0	3,2
Allemagne	2,3	1,7	0,8	1,4	2,1	1,6	3,0
Italie	2,2	2,9	1,1	2,0	1,8	1,6	2,9
Japon	1,0	1,6	3,5	1,8	-1,1	0,8	1,5
Royaume-Uni	4,4	2,8	2,6	3,5	2,6	2,3	3,1
États-Unis	4,0	2,7	3,6	4,4	4,3	4,1	4,1

Sources : OCDE, U.S. Department of Commerce et Statistique Canada.

Tableau 13 **Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1987 à 2000**

(en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Ontario	3,6	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3	0,5
Canada	2,9	3,2	2,2	0,8	-1,8	-0,7	0,8
France	0,4	1,0	1,5	0,8	0,0	-0,6	-1,2
Allemagne	0,7	0,8	1,5	3,0	2,5	-1,5	-1,4
Italie	-0,3	0,5	-0,1	1,2	0,7	-1,0	-3,1
Japon	1,0	1,7	2,0	2,0	1,9	1,1	0,2
Royaume-Uni	2,6	4,3	2,4	0,3	-3,0	-2,1	-0,4
États-Unis	2,6	2,2	2,1	1,2	-0,9	0,7	1,5

Tableau 13 (suite)

(en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ontario	1,3	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6	3,2
Canada	2,0	1,9	0,8	2,3	2,7	2,8	2,6
France	0,1	0,8	0,1	0,5	1,4	1,4	2,4
Allemagne	-0,2	0,2	-0,3	-0,2	0,9	1,1	1,5
Italie	-1,6	-0,6	0,5	0,4	1,1	1,2	1,9
Japon	0,1	0,1	0,4	1,1	-0,7	-0,8	-0,2
Royaume-Uni	1,0	1,4	1,1	2,0	1,1	1,3	1,0
États-Unis	2,3	1,5	1,4	2,2	1,5	1,5	1,3

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 14 **Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1987 à 2000**

(en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Ontario	6,1	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7	10,9
Canada	8,8	7,8	7,5	8,1	10,3	11,2	11,4
France	10,5	10,0	9,3	8,9	9,4	10,4	11,7
Allemagne	7,6	7,6	6,9	6,2	5,4	6,3	7,6
Italie	10,2	10,5	10,2	9,1	8,6	8,8	10,2
Japon	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5
Royaume-Uni	10,2	7,8	6,1	5,9	8,2	10,2	10,3
États-Unis	6,2	5,5	5,3	5,6	6,8	7,5	6,9

Tableau 14 (suite)

(en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ontario	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3	5,7
Canada	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8
France	12,2	11,6	12,3	12,4	11,8	11,2	9,7
Allemagne	8,2	7,9	8,6	9,5	8,9	8,3	7,8
Italie	11,2	11,7	11,7	11,8	11,9	11,5	10,7
Japon	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7
Royaume-Uni	9,4	8,5	7,9	6,5	5,9	6,0	5,5
États-Unis	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 15 **Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1987 à 2000**

(en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Ontario	5,0	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0	1,8
Canada	4,4	4,0	5,0	4,8	5,6	1,5	1,8
France	3,3	2,7	3,5	3,6	3,2	2,4	2,1
Allemagne	0,2	1,3	2,8	2,7	3,6	5,1	4,4
Italie	4,7	5,1	6,3	6,5	6,3	5,3	4,6
Japon	0,1	0,7	2,3	3,1	3,3	1,7	1,2
Royaume-Uni	4,1	4,9	7,8	9,5	5,9	3,7	1,6
États-Unis	3,6	4,1	4,8	5,4	4,2	3,0	3,0

Tableau 15 (suite)

(en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ontario	0,0	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9	2,9
Canada	0,2	2,2	1,6	1,6	0,9	1,7	2,7
France	1,7	1,8	2,0	1,2	0,8	0,5	1,7
Allemagne	2,8	1,7	1,4	1,9	0,9	0,6	1,9
Italie	4,1	5,2	4,0	2,0	2,0	1,6	2,6
Japon	0,7	-0,1	0,1	1,7	0,6	-0,3	-0,6
Royaume-Uni	2,5	3,4	2,4	3,1	3,4	1,6	2,9
États-Unis	2,6	2,8	3,0	2,3	1,6	2,2	3,4

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 16 — **Taux de change, G-7, de 1987 à 2000**

(devises étrangères par dollar canadien)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Euro*	-	-	-	-	-	-	-
France	4,525	4,831	5,376	4,651	4,902	4,367	4,386
Allemagne	1,353	1,422	1,585	1,381	1,441	1,289	1,280
Italie	980,4	1 052,6	1 162,8	1 020,4	1 075,3	1 020,4	1 219,5
Japon	108,8	104,1	116,3	123,5	117,2	104,7	85,8
Royaume-Uni	0,460	0,456	0,515	0,480	0,493	0,469	0,516
États-Unis	0,754	0,812	0,845	0,857	0,873	0,827	0,775

Tableau 16 (suite) (devises étrangères par dollar canadien)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Euro*	-	-	-	-	-	0,631	0,730
France	4,050	3,631	3,750	4,211	3,968	4,139	4,787
Allemagne	1 184	1,043	1,103	1,251	1,183	1,234	1,427
Italie	1 176,5	1 186,2	1 131,2	1 228,5	1 168,2	1 222,5	1 412,4
Japon	74,7	68,0	79,7	87,3	87,8	76,3	72,6
Royaume-Uni	0,478	0,461	0,470	0,441	0,407	0,416	0,444
États-Unis	0,732	0,729	0,733	0,722	0,674	0,673	0,673

* En utilisation depuis le 4 janvier 1999.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Source : Banque du Canada.

Tableau 17 Principales marchandises[1] exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2000

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	80 162	38,7
Machines et appareils	25 781	12,5
Machines, appareils et matériels électriques	11 169	5,4
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	7 120	3,4
Métaux non ferreux et produits connexes	6 994	3,4
Pâte de bois, papier et produits connexes	6 796	3,3
Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées	5 352	2,6
Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs	4 006	1,9
Ouvrages en fonte, fer ou acier	3 682	1,8
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	3 589	1,7
Métaux précieux, pierres et monnaies	3 212	1,6
Autres produits chimiques	3 029	1,5
Bois et produits du bois	3 012	1,5
Produits minéraux	2 926	1,4
Fonte, fer et acier	2 616	1,3
Biens de navigation aérienne ou spatiale	2 593	1,3
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	2 104	1,0
Ouvrages en pierres, ciment, produits céramiques et verre	1 583	0,8
Produits chimiques organiques	1 428	0,7
Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 382	0,7
Animaux vivants et produits du règne animal	1 360	0,7
Produits du règne végétal, graisses et huiles	1 340	0,6
Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés	1 201	0,6
Produits pharmaceutiques	965	0,5
Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties	957	0,5
Imprimés	868	0,4
Vêtements et accessoires	792	0,4
Jouets, jeux et articles pour sports	582	0,3
Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures	375	0,2
Ouvrages divers et objets d'art	319	0,2
Autres textiles et articles vestimentaires	174	0,1
Biens de navigation maritime ou fluviale	67	0,0
Chaussures	55	0,0
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	41	0,0
Autres marchandises[2]	19 438	9,4
Total des exportations	**207 065**	**100,0**

Nota :

1. La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les autres marchandises comprennent les réexportations et les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

Tableau 18 Principales marchandises[1] importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2000

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	48 978	21,6
Machines et appareils	47 072	20,7
Machines, appareils et matériels électriques	31 671	14,0
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	8 976	4,0
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	8 256	3,6
Métaux non ferreux et produits connexes	7 899	3,5
Autres produits chimiques	6 990	3,1
Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs	4 801	2,1
Pâte de bois, papier et produits connexes	4 520	2,0
Ouvrages en fonte, fer ou acier	4 490	2,0
Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées	4 089	1,8
Fonte, fer et acier	3 882	1,7
Produits pharmaceutiques	3 747	1,7
Produits du règne végétal, graisses et huiles	3 692	1,6
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	3 583	1,6
Produits chimiques organiques	3 128	1,4
Ouvrages en pierres, ciment, produits céramiques et verre	3 088	1,4
Matières textiles et ouvrages en ces matières	2 974	1,3
Produits minéraux	2 966	1,3
Imprimés	2 362	1,0
Vêtements et accessoires	2 075	0,9
Biens de navigation aérienne ou spatiale	1 786	0,8
Métaux précieux, pierres et monnaies	1 765	0,8
Jouets, jeux et articles pour sports	1 720	0,8
Animaux vivants et produits du règne animal	1 563	0,7
Bois et produits du bois	1 413	0,6
Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés	1 134	0,5
Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures	703	0,3
Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties	697	0,3
Chaussures	693	0,3
Ouvrages divers et objets d'art	668	0,3
Autres textiles et articles vestimentaires	493	0,2
Biens de navigation maritime ou fluviale	225	0,1
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	145	0,1
Autres marchandises[2]	4 769	2,1
Total des importations	**227 911**	**100,0**

Nota :

1. La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les autres marchandises comprennent les réexpéditions d'une province à l'autre en passant par un territoire étranger et les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

Tableau 19 Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2000

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	193 119	93,3	167 438	73,8
Europe de l'Ouest	6 775	3,3	15 738	6,9
Union européenne	5 899	2,8	14 601	6,4
Autres pays	876	0,4	1 137	0,5
Europe de l'Est	330	0,2	809	0,4
Asie	3 492	1,7	25 457	11,2
Océanie (Pacifique)	406	0,2	633	0,3
Ceinture du Pacifique	3 768	1,8	25 232	11,1
Caraïbes	325	0,2	172	0,1
Amérique latine	1 845	0,9	12 056	5,3
Mexique	964	0,5	9 978	4,4
Moyen-Orient	465	0,2	556	0,2
Afrique	307	0,1	495	0,2
Réimportations (Canada)	0	0,0	3 657	1,6
Total	**207 065**	**100,0**	**227 011**	**100,0**

Nota : Les données proviennent des douanes et comprennent les réexportations.
Source : Industrie Canada.

Tableau 28 Commerce international du Canada avec les principales régions en 2000

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	359 289	87,0	229 564	64,4
Europe de l'Ouest	20 553	5,0	42 818	12,0
Union européenne	19 122	4,6	36 877	10,3
Autres pays	1 432	0,3	5 941	1,7
Europe de l'Est	760	0,2	1 902	0,5
Asie	20 932	5,1	49 532	13,9
Océanie (Pacifique)	1 399	0,3	2 090	0,6
Ceinture du Pacifique	21 490	5,2	49 610	13,9
Caraïbes	889	0,2	871	0,2
Amérique latine	5 409	1,3	17 585	4,9
Mexique	2 036	0,5	12 067	3,4
Moyen-Orient	2 065	0,5	2 839	0,8
Afrique	1 569	0,4	2 761	0,8
Réimportations (Canada)	0	0,0	6 754	1,9
Total	**412 857**	**100,0**	**356 718**	**100,0**

Nota : Les données proviennent des douanes.
Source : Industrie Canada.

Tableau 21 Caractéristiques démographiques choisies pour l'Ontario de 1981 à 2016[1]

	Estimations[2]			Projections[3]		
	1981	1991	2001	2006	2011	2016
Population totale (en milliers)	8 811	10 428	11 874	12 526	13 199	13 860
Croissance annuelle moyenne par rapport à la décennie précédente (en pourcentage)	1,2	1,7	1,3	1,2	1,1	1,0
Âge médian (en années)	30,4	33,3	36,8	38,5	39,8	40,8
Répartition des groupes d'âge (en pourcentage)						
0 à 14 ans	21,6	20,1	19,2	17,7	16,3	15,8
15 à 24 ans	19,0	14,5	13,1	13,4	13,4	12,5
25 à 44 ans	29,5	34,2	31,9	29,7	27,9	27,5
45 à 64 ans	19,9	19,6	23,2	26,1	28,3	28,3
65 à 74 ans	6,1	7,0	6,9	7,0	7,6	9,1
75 ans +	3,8	4,6	5,6	6,2	6,5	6,8
Taux de fertilité total	1,6	1,6	s.o.	1,5	1,5	1,5
Espérance de vie (en années)						
Hommes	72,5	75,0	s.o.	77,6	78,3	79,1
Femmes	79,2	81,0	s.o.	82,3	82,8	83,3
Familles (en milliers)[4]	2 279	2 727	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ménages (en milliers)[4]	2 970	3 638	s.o.	4 857	5 262	5 667

Nota :

1. Les données sur la population sont celles du mois de juillet (année de recensement).
2. Les estimations de Statistique Canada sont fondées sur le recensement de 1996 et ont été rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net dans le cadre du recensement.
3. Les projections du ministère des Finances de l'Ontario publiées en juillet 2000 sont fondées sur les prévisions postcensitaires de 1999.
4. Les données de recensement et les projections proviennent de Statistique Canada.

Sources : Estimations de la population de Statistique Canada et projections de la population du ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 22 Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1991-1992 à 2000-2001[1]

(en milliers)

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
Population au début de la période	**10 427,6**	**10 570,5**	**10 690,4**	**10 827,5**	**10 964,9**
Naissances	152,1	148,7	147,1	147,2	143,1
Décès	73,6	74,6	77,3	78,2	77,7
Immigrants	128,3	145,0	119,6	119,8	115,4
Émigrants	19,5	18,6	19,2	19,9	20,0
Immigration interprovinciale	70,8	66,4	64,6	66,9	69,1
Émigration interprovinciale	81,9	80,6	74,0	69,7	71,9
Nombre net de résidents non permanents	-21,7	-54,4	-12,0	-16,9	-12,2
Croissance de la population pendant la période	142,9	120,0	137,1	137,4	136,0
Population à la fin de la période[2]	**10 570,5**	**10 690,4**	**10 827,5**	**10 964,9**	**11 100,9**
Croissance de la population (en pourcentage)	1,4	1,1	1,3	1,3	1,2

Tableau 22 (suite)

(en milliers)

	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Population au début de la période	**11 100,9**	**11 249,5**	**11 387,3**	**11 522,7**	**11 685,3**
Naissances	136,3	133,2	132,1	131,4	130,7
Décès	80,4	80,1	81,4	83,7	87,6
Immigrants	119,6	106,5	91,8	116,8	149,9
Émigrants	25,0	27,8	28,9	30,5	32,2
Immigration interprovinciale	70,0	75,2	72,8	78,9	85,8
Émigration interprovinciale	68,0	66,0	56,1	56,5	67,9
Nombre net de résidents non permanents	-3,9	-3,2	5,0	6,2	10,4
Croissance de la population pendant la période	148,8	139,7	136,1	161,7	189,1
Population à la fin de la période[2]	**11 249,5**	**11 387,3**	**11 522,7**	**11 685,3**	**11 874,4**
Croissance de la population (en pourcentage)	1,3	1,2	1,2	1,4	1,6

Nota :

1. Les données couvrent la période du 1er juillet au 30 juin (année de recensement).
2. Le total des composantes ne correspond pas à la variation démographique totale en raison des erreurs résiduelles.

Source : Statistique Canada.

Tableau 23 — **Population active en Ontario de 1987 à 2000**

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Population active (en milliers)	5 209	5 354	5 470	5 533	5 544	5 542	5 581
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	2,6	2,8	2,2	1,2	0,2	0,0	0,7
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	79,0	78,6	78,8	78,0	76,4	75,1	74,4
Femmes	59,5	61,0	61,3	61,4	61,0	60,0	59,5
Répartition de la population active (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	22,4	21,4	20,6	19,6	18,6	18,1	17,3
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	25,9	25,9	26,0	26,3	26,6	27,4	28,0

Tableau 23 (suite)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Population active (en milliers)	5 574	5 620	5 695	5 801	5 914	6 071	6 228
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	-0,1	0,8	1,3	1,9	1,9	2,6	2,6
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	73,5	72,9	72,6	72,8	72,6	73,2	73,4
Femmes	58,8	58,7	58,9	59,1	59,7	60,4	61,2
Répartition de la population active (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	16,8	16,4	16,2	15,9	15,7	16,0	16,1
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	28,8	29,1	29,5	30,2	30,6	31,3	32,0

Source : Statistique Canada.

Tableau 24	Emplois en Ontario de 1987 à 2000						
	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Total des emplois (en milliers)	4 893	5 083	5 193	5 191	5 016	4 949	4 974
Hommes	2 760	2 823	2 875	2 851	2 717	2 661	2 688
Femmes	2 133	2 260	2 318	2 340	2 299	2 288	2 286
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	3,6	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3	0,5
Création d'emplois nette (en milliers)	171	190	111	-2	-176	-67	25
Emplois du secteur privé (en milliers)	4 000	4 135	4 225	4 174	3 986	3 899	3 912
Emplois du secteur public et parapublic (en milliers)[1]	892	947	969	1 018	1 029	1 050	1 062
Secteur manufacturier (pourcentage du total)	21,2	20,8	20,1	19,2	18,0	17,3	16,5
Secteur des services (pourcentage du total)	68,0	68,7	68,9	70,0	71,7	72,7	73,8
À temps partiel (pourcentage du total)	16,3	16,7	16,7	17,1	18,3	18,6	19,7
Moyenne d'heures travaillées par semaine[2]	37,7	38,2	38,5	38,1	37,3	36,7	37,2

Tableau 24 (suite)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Total des emplois (en milliers)	5 039	5 131	5 181	5 313	5 490	5 688	5 872
Hommes	2 729	2 777	2 798	2 879	2 952	3 058	3 146
Femmes	2 311	2 353	2 383	2 435	2 538	2 630	2 726
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	1,3	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6	3,2
Création d'emplois nette (en milliers)	65	91	50	133	177	198	184
Emplois du secteur privé (en milliers)	3 974	4 078	4 163	4 317	4 466	4 653	4 817
Emplois du secteur public et parapublic (en milliers)[1]	1 065	1 052	1 018	996	1 024	1 035	1 055
Secteur manufacturier (pourcentage du total)	16,6	17,1	17,4	17,7	18,0	18,4	18,7
Secteur des services (pourcentage du total)	74,0	73,7	73,6	73,4	73,2	72,7	72,7
À temps partiel (pourcentage du total)	19,0	18,8	19,3	19,2	18,6	18,0	17,9
Moyenne d'heures travaillées par semaine[2]	37,6	37,2	37,6	37,8	37,8	37,9	38,1

Nota :

1. Le secteur public et parapublic inclut les administrations publiques, les soins de santé et l'assistance sociale, ainsi que les services d'enseignement, à l'exception de certains aspects se rattachant au secteur privé, tels que les bureaux des professionnels de la santé et certains établissements d'enseignement du secteur privé. Les groupements d'industries sont fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
2. Moyenne d'heures travaillées par semaine pour tous les emplois, en excluant les personnes qui ne sont pas au travail.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 25 — **Chômage en Ontario de 1987 à 2000**

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Total des chômeurs (en milliers)	316	271	276	342	528	593	607
Taux de chômage (en pourcentage)	6,1	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7	10,9
Hommes	5,5	4,7	4,8	6,2	10,0	11,9	11,5
Femmes	6,8	5,6	5,4	6,1	8,9	9,3	10,1
RMR de Toronto	4,5	3,8	4,0	5,2	9,5	11,2	11,4
Nord de l'Ontario	9,7	8,0	7,3	8,1	11,4	12,6	12,4
Jeunes (15 à 24 ans)	9,4	7,9	7,7	10,0	15,0	17,4	17,5
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	4,4	3,6	3,3	4,0	6,8	7,4	7,6
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines +)	16,7	12,8	13,2	13,7	22,5	29,7	33,4
Jeunes (15 à 24 ans)	34,8	33,2	31,3	31,7	29,3	29,5	27,8
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	18,8	18,3	17,0	16,9	19,0	19,0	19,5
Durée moyenne (en semaines)[1]	16,1	13,4	13,5	13,7	18,5	23,3	26,9
Jeunes (15 à 24 ans)	10,8	8,6	8,4	10,0	13,5	16,6	18,4
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	22,2	20,0	19,5	18,9	22,7	29,7	33,7

Tableau 25 (suite)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Total des chômeurs (en milliers)	535	489	515	488	424	383	358
Taux de chômage (en pourcentage)	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3	5,7
Hommes	10,0	8,9	9,0	8,2	7,1	6,2	5,5
Femmes	9,1	8,5	9,0	8,7	7,2	6,4	5,9
RMR de Toronto	10,4	8,6	9,1	8,0	7,0	6,1	5,5
Nord de l'Ontario	11,6	9,9	10,7	10,4	11,0	9,0	8,2
Jeunes (15 à 24 ans)	15,5	14,6	14,9	16,4	14,4	13,1	11,8
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	7,0	6,5	6,4	5,9	5,3	4,2	4,0
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines +)	32,3	29,4	28,3	25,5	21,8	19,0	15,4
Jeunes (15 à 24 ans)	27,1	27,5	26,6	30,9	31,5	33,3	33,1
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	21,1	21,7	20,8	21,3	22,6	20,7	22,4
Durée moyenne (en semaines)[1]	27,5	25,8	24,8	26,6	23,2	21,2	17,8
Jeunes (15 à 24 ans)	17,8	16,2	15,4	13,7	12,7	11,5	9,8
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	34,6	33,4	31,1	42,6	39,2	33,6	28,1

Nota :

1. Avant 1997, les périodes de chômage de 100 semaines ou plus étaient inscrites comme s'il s'agissait de 99 semaines, car on ne traitait que deux chiffres. Cette contrainte ne s'applique pas aux données ultérieures à 1996.

Source : Statistique Canada.

Tableau 26 Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1987 à 2000	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Bénéficiaires ordinaires d'a.-e. (en milliers)	190	172	167	225	319	322	294
Max. de la rémunération assurable aux fins de l'a.-e. (en dollars)[1]	530	565	605	640	680	710	745
Allocation hebd. max. d'a.-e. payable (en dollars)	318	339	363	384	408	426	425
Cotisation à l'a.-e.							
de l'employeur ($/100 $ de gains assurables)	3,29	3,29	2,73	3,15	3,15/3,92[2]	4,20	4,20
de l'employé ($/100 $ de gains assurables)	2,35	2,35	1,95	2,25	2,25/2,80[2]	3,00	3,00
Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	2 387	2 370	2 470	3 419	5 362	5 845	5 406
Cot. d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	4 379	4 804	4 346	5 281	6 058	7 279	7 400
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)	279	289	307	366	499	608	660

Tableau 26 (suite)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Bénéficiaires ordinaires d'a.-e. (en milliers)	228	181	180	151	131	110	101
Max. de la rémunération assurable aux fins de l'a.-e. (en dollars)[1]	780	815	750	39 000	39 000	39 000	39 000
Allocation hebd. max. d'a.-e. payable (en dollars)	429	448	413	413	413	413	413
Cotisation à l'a.-e.							
de l'employeur ($/100 $ de gains assurables)	4,30	4,20	4,13	4,06	3,78	3,57	3,36
de l'employé ($/100 $ de gains assurables)	3,07	3,00	2,95	2,90	2,70	2,55	2,40
Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	4 511	3 796	3 653	3 436	3 141	3 051	2 787
Cot. d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	7 797	7 997	7 555	7 980	7 984	7 587[4]	7 677[4]
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)	673	660	600	568	529[5]	479[5]	435[5]

Nota :

1. À partir du 1er janvier 1997, les gains assurables hebdomadaires maximums de 750 $ ont été éliminés et remplacés par un maximum annuel de 39 000 $.
2. Les taux de cotisation pour 1991 ont été modifiés au milieu de l'année.
3. Les prestations d'a.-e. sont traitées selon la méthode de la comptabilité de caisse et les cotisations, selon la méthode de la comptabilité d'exercice.
4. Les cotisations versées en 1999 et en 2000 sont des estimations du ministère des Finances de l'Ontario.
5. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale de 1998 à 2000 comprend les participants au programme Ontario au travail et au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, les bénéficiaires d'aide pour soins temporaires et les bénéficiaires du programme Aide à l'égard d'enfants qui ont un handicap grave. La *Loi sur le programme Ontario au travail* a été promulguée en mai 1998 et a remplacé la *Loi sur l'aide sociale générale*. La *Loi sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* a été promulguée en juin 1998.

Sources : Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada, ministère des Finances de l'Ontario et ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario.

Tableau 27	Rémunération du travail en Ontario de 1987 à 2000						
	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1]	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	576,88	599,56	612,76
Augmentation (en pourcentage)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3,9	2,2
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	5,0	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0	1,8
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2,9	0,4
GHM - secteur manufacturier (en dollars)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	683,30	716,55	739,20
Augmentation (en pourcentage)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	4,9	3,2
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (%)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3,9	1,4
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2]							
Tous les secteurs	3,9	4,7	5,6	6,5	4,9	2,7	1,0
Secteur public	4,6	4,7	5,8	6,8	5,0	2,6	0,5
Secteur privé	2,7	4,6	5,1	6,3	4,6	2,7	1,9
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers)	1 109	1 362	869	2 958	454	578	371
Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire)	4,55	4,75	5,00	5,40	6,00	6,35	6,35

Tableau 27 (suite)	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1]	628,50	634,47	649,71	663,51	672,36	681,91	697,92
Augmentation (en pourcentage)	2,6	0,9	2,4	2,1	1,3	1,4	2,3
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	0,0	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9	2,9
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	2,6	-1,6	0,9	0,2	0,4	-0,5	-0,6
GHM - secteur manufacturier (en dollars)	761,95	770,80	794,09	821,28	841,39	851,17	869,24
Augmentation (en pourcentage)	3,1	1,2	3,0	3,4	2,4	1,2	2,1
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (%)	3,1	-1,3	1,5	1,5	1,5	-0,7	-0,8
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2]							
Tous les secteurs	0,4	1,0	1,1	1,2	1,7	2,0	2,6
Secteur public	0,1	0,2	0,3	0,7	1,3	1,4	2,7
Secteur privé	1,1	1,7	2,2	2,2	2,2	3,1	2,4
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers)	488	477	1 915	1 904	1 061	651	650
Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire)	6,70	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85

Nota :

1. Les gains hebdomadaires moyens (GHM) comprennent les heures supplémentaires. En 2001, Statistique Canada a cessé d'utiliser la Classification type des industries (CTI) de 1980 et a adopté le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour évaluer les GHM. Les données sur les GHM fondées sur le SCIAN remontent à 1991.
2. Les augmentations obtenues par règlement salarial portent sur les ententes salariales touchant 200 employés et plus.

Sources : Statistique Canada, ministère du Travail de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 28 **Emplois par profession en Ontario de 1989 à 2000**

(en milliers)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Gestion	512	533	555	540	569	548
Affaires, finance et administration	1 065	1 068	1 011	1 001	961	965
Sciences naturelles et appliquées	249	256	265	253	247	250
Secteur de la santé	234	233	248	241	255	254
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	298	316	321	344	344	375
Arts, culture, sports et loisirs	137	133	122	129	138	150
Ventes et services	1 182	1 203	1 168	1 185	1 221	1 216
Métiers, transport et machinerie	802	781	719	683	678	692
Professions propres au secteur primaire	161	157	151	147	154	147
Transformation, fabrication et services publics	555	512	456	426	408	443
Total	**5 193**	**5 191**	**5 016**	**4 949**	**4 974**	**5 039**

Tableau 28 (suite)

(en milliers)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Gestion	596	585	590	595	553	566
Affaires, finance et administration	979	968	962	993	1 050	1 079
Sciences naturelles et appliquées	272	270	296	327	388	423
Secteur de la santé	252	245	261	255	272	279
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	341	340	342	356	389	401
Arts, culture, sports et loisirs	140	148	143	155	169	172
Ventes et services	1 243	1 272	1 305	1 348	1 354	1 408
Métiers, transport et machinerie	712	721	756	777	790	806
Professions propres au secteur primaire	143	142	143	139	153	142
Transformation, fabrication et services publics	453	490	515	545	571	597
Total	**5 131**	**5 181**	**5 313**	**5 490**	**5 688**	**5 872**

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.
Source : Statistique Canada.

Tableau 29 **Répartition des emplois par profession en Ontario de 1989 à 2000**

(en pourcentage)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Gestion	9,9	10,3	11,1	10,9	11,4	10,9
Affaires, finance et administration	20,5	20,6	20,2	20,2	19,3	19,1
Sciences naturelles et appliquées	4,8	4,9	5,3	5,1	5,0	5,0
Secteur de la santé	4,5	4,5	4,9	4,9	5,1	5,0
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	5,7	6,1	6,4	7,0	6,9	7,4
Arts, culture, sports et loisirs	2,6	2,6	2,4	2,6	2,8	3,0
Ventes et services	22,8	23,2	23,3	23,9	24,6	24,1
Métiers, transport et machinerie	15,4	15,1	14,3	13,8	13,6	13,7
Professions propres au secteur primaire	3,1	3,0	3,0	3,0	3,1	2,9
Transformation, fabrication et services publics	10,7	9,9	9,1	8,6	8,2	8,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 29 (suite)

(en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Gestion	11,6	11,3	11,1	10,8	9,7	9,6
Affaires, finance et administration	19,1	18,7	18,1	18,1	18,5	18,4
Sciences naturelles et appliquées	5,3	5,2	5,6	6,0	6,8	7,2
Secteur de la santé	4,9	4,7	4,9	4,6	4,8	4,7
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	6,6	6,6	6,4	6,5	6,8	6,8
Arts, culture, sports et loisirs	2,7	2,9	2,7	2,8	3,0	2,9
Ventes et services	24,2	24,5	24,6	24,6	23,8	24,0
Métiers, transport et machinerie	13,9	13,9	14,2	14,2	13,9	13,7
Professions propres au secteur primaire	2,8	2,7	2,7	2,5	2,7	2,4
Transformation, fabrication et services publics	8,8	9,5	9,7	9,9	10,0	10,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.
Source : Statistique Canada.

Tableau 30 **Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1991 à 2000**

(en milliers)

	1991	1992	1993	1994	1995
Industries productrices de biens	**1 420**	**1 352**	**1 302**	**1 312**	**1 348**
Industries primaires	165	162	159	155	152
Agriculture	112	110	114	112	107
Fabrication	905	857	822	838	878
Construction	285	269	264	271	269
Services publics	64	64	57	49	49
Industries productrices de services	**3 596**	**3 597**	**3 672**	**3 727**	**3 782**
Commerce	759	765	778	771	767
Transport et entreposage	223	212	221	236	242
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	382	367	367	355	365
Services professionnels, scientifiques et techniques	269	267	270	282	302
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	143	144	152	158	174
Services d'enseignement	333	346	356	364	358
Soins de santé et assistance sociale	482	484	496	503	510
Information, culture et loisirs	204	202	209	223	233
Hébergement et services de restauration	272	277	281	288	293
Administrations publiques	316	318	318	314	305
Autres services	214	216	225	234	235
Total - emploi	**5 016**	**4 949**	**4 974**	**5 039**	**5 131**

Tableau 30 (suite) **Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1991 à 2000**

(en milliers)

	1996	1997	1998	1999	2000
Industries productrices de biens	**1 366**	**1 412**	**1 469**	**1 550**	**1 602**
Industries primaires	151	143	144	152	133
Agriculture	105	103	106	114	98
Fabrication	904	939	989	1 049	1 099
Construction	261	282	288	300	324
Services publics	50	48	49	50	46
Industries productrices de services	**3 815**	**3 902**	**4 021**	**4 138**	**4 271**
Commerce	783	802	813	850	874
Transport et entreposage	244	248	261	260	278
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	372	377	376	384	385
Services professionnels, scientifiques et techniques	313	350	372	397	424
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	181	194	210	224	246
Services d'enseignement	340	340	347	368	369
Soins de santé et assistance sociale	503	495	518	518	544
Information, culture et loisirs	232	248	243	257	282
Hébergement et services de restauration	315	316	335	340	343
Administrations publiques	290	279	284	286	274
Autres services	242	251	262	254	252
Total - emploi	**5 181**	**5 313**	**5 490**	**5 688**	**5 872**

Nota : Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

Tableau 31 Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1991 à 2000

(variation en pourcentage)

	1991	1992	1993	1994	1995
Industries productrices de biens	**-8,8**	**-4,8**	**-3,7**	**0,8**	**2,7**
Industries primaires	-3,4	-2,3	-1,5	-2,5	-1,8
Agriculture	-0,3	-1,7	3,3	-2,2	-4,3
Fabrication	-9,0	-5,3	-4,2	2,0	4,8
Construction	-12,8	-5,6	-1,9	2,5	-0,7
Services publics	0,9	0,3	-11,5	-13,9	0,6
Industries productrices de services	**-1,1**	**0,0**	**2,1**	**1,5**	**1,5**
Commerce	-2,4	0,9	1,6	-0,9	-0,6
Transport et entreposage	-4,8	-5,0	4,5	6,6	2,8
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	-2,6	-3,8	0,0	-3,4	2,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,5	-0,6	1,1	4,4	7,0
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	6,1	0,8	5,7	3,8	9,9
Services d'enseignement	2,6	3,7	3,0	2,2	-1,7
Soins de santé et assistance sociale	1,1	0,4	2,5	1,5	1,4
Information, culture et loisirs	-4,7	-1,3	3,4	6,7	4,6
Hébergement et services de restauration	-5,4	2,1	1,3	2,5	1,8
Administrations publiques	0,9	0,7	0,2	-1,4	-2,8
Autres services	-2,2	0,6	4,1	4,2	0,4
Total - emploi	**-3,4**	**-1,3**	**0,5**	**1,3**	**1,8**

Tableau 31 (suite) **Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1991 à 2000**

(variation en pourcentage)

	1996	1997	1998	1999	2000
Industries productrices de biens	**1,3**	**3,4**	**4,1**	**5,5**	**3,3**
Industries primaires	-0,9	-5,5	1,1	5,6	-12,7
Agriculture	-1,5	-2,5	3,1	7,9	-14,4
Fabrication	2,9	3,9	5,4	6,0	4,8
Construction	-2,6	8,0	1,8	4,4	7,8
Services publics	1,6	-3,2	1,0	1,2	-6,3
Industries productrices de services	**0,9**	**2,3**	**3,0**	**2,9**	**3,2**
Commerce	2,2	2,4	1,4	4,5	2,8
Transport et entreposage	0,6	1,8	5,3	-0,5	7,0
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	2,2	1,3	-0,5	2,3	0,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,8	11,7	6,3	6,5	6,8
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	4,0	7,4	8,0	7,0	9,5
Services d'enseignement	-5,0	0,0	2,1	6,2	0,2
Soins de santé et assistance sociale	-1,4	-1,5	4,6	0,0	5,0
Information, culture et loisirs	-0,5	7,0	-2,1	5,7	9,9
Hébergement et services de restauration	7,4	0,6	5,8	1,6	0,7
Administrations publiques	-4,9	-3,7	1,6	0,6	-4,0
Autres services	3,1	3,5	4,6	-3,3	-0,8
Total - emploi	**1,0**	**2,6**	**3,3**	**3,6**	**3,2**

Nota : Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

Tableau 32 Situation de l'emploi en Ontario par région économique de 1980 à 2000

(en milliers)

	1980	1990	1991	1992	1993	1994
Ontario	**5 193**	**5 191**	**5 016**	**4 949**	**4 974**	**5 039**
Région :*						
Est	**686**	**693**	**689**	**682**	**683**	**701**
Ottawa (510)	508	518	513	508	503	521
Kingston-Pembroke (515)	178	175	176	174	180	180
Région du grand Toronto (530)[1]	**2 255**	**2 244**	**2 130**	**2 104**	**2 118**	**2 115**
Centre	**1 185**	**1 200**	**1 163**	**1 149**	**1 139**	**1 173**
Muskoka-Kawarthas (520)	138	138	136	140	136	137
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	453	450	449	450	458	470
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	595	612	578	559	546	567
Sud-Ouest	**703**	**685**	**682**	**676**	**689**	**705**
London (560)	278	280	281	275	285	288
Windsor-Sarnia (570)	282	268	263	266	267	274
Stratford-péninsule Bruce (580)	143	138	138	135	137	143
Nord	**364**	**368**	**352**	**337**	**344**	**345**
Nord-Est (590)	254	256	244	233	238	237
Nord-Ouest (595)	111	112	108	104	106	108

Tableau 32 (suite)

(en milliers)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ontario	**5 131**	**5 181**	**5 313**	**5 490**	**5 688**	**5 872**
Région :*						
Est	**674**	**674**	**685**	**726**	**750**	**757**
Ottawa (510)	501	508	516	543	555	573
Kingston-Pembroke (515)	172	166	170	183	195	184
Région du grand Toronto (530)[1]	**2 215**	**2 242**	**2 348**	**2 426**	**2 511**	**2 616**
Centre	**1 194**	**1 209**	**1 230**	**1 276**	**1 322**	**1 371**
Muskoka-Kawarthas (520)	148	148	150	152	161	165
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	469	478	496	515	543	552
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	577	583	584	609	618	654
Sud-Ouest	**686**	**699**	**704**	**714**	**744**	**763**
London (560)	285	278	283	286	299	307
Windsor-Sarnia (570)	271	279	277	286	296	304
Stratford-péninsule Bruce (580)	130	142	145	142	149	152
Nord	**362**	**357**	**345**	**348**	**361**	**366**
Nord-Est (590)	248	247	241	244	249	253
Nord-Ouest (595)	114	110	105	105	112	113

* Les écarts-types varient considérablement selon les régions, décroissent à mesure qu'augmente la taille de la région.

Nota :

1. La région économique de Toronto (530) est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 33 Situation de l'emploi en Ontario, par industrie, par région économique en 2000

(en milliers)

	Toutes les industries	Agriculture	Ressources[1]	Fabrication
Ontario	**5 872**	**98**	**35**	**1 009**
Région :				
Est	**757**	**10**	**3**	**90**
Ottawa (510)	573	7	1	65
Kingston-Pembroke (515)	184	3	2	25
Région du grand Toronto (530)	**2 616**	**9**	**3**	**484**
Centre	**1 371**	**33**	**4**	**311**
Muskoka-Kawarthas (520)	165	3	2	29
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	552	13	1	146
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	654	17	1	136
Sud-Ouest	**763**	**42**	**3**	**175**
London (560)	307	14	1	61
Windsor-Sarnia (570)	304	10	2	85
Stratford-péninsule Bruce (580)	152	18	-	30
Nord	**366**	**3**	**22**	**39**
Nord-Est (590)	253	3	15	24
Nord-Ouest (595)	113	1	7	14

Tableau 33 (suite)

(en milliers)

	Construction	Distribution[2]	Finances, serv. prof. et gestion d'entreprises[3]	Information, culture et loisirs[4]
Ontario	**324**	**534**	**1 054**	**282**
Région :				
Est	**41**	**55**	**124**	**37**
Ottawa (510)	28	41	101	31
Kingston-Pembroke (515)	13	13	23	7
Région du grand Toronto (530)	**137**	**259**	**614**	**149**
Centre	**86**	**118**	**188**	**54**
Muskoka-Kawarthas (520)	14	14	18	7
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	36	48	76	19
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	35	56	95	28
Sud-Ouest	**41**	**67**	**92**	**28**
London (560)	16	26	44	8
Windsor-Sarnia (570)	15	25	34	16
Stratford-péninsule Bruce (580)	10	17	14	3
Nord	**20**	**34**	**36**	**14**
Nord-Est (590)	14	23	26	11
Nord-Ouest (595)	5	11	11	4

Tableau 33 (suite) Situation de l'emploi en Ontario, par industrie, par région économique en 2000

(en milliers)

	Commerce de détail	Services personnels[3]	Enseignement
Ontario	**685**	**594**	**388**
Région :			
Est	**83**	**83**	**52**
Ottawa (510)	58	63	36
Kingston-Pembroke (515)	25	20	17
Région du grand Toronto (530)	**287**	**236**	**140**
Centre	**158**	**153**	**89**
Muskoka-Kawarthas (520)	23	19	10
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	57	55	37
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	79	80	42
Sud-Ouest	**86**	**77**	**48**
London (560)	33	31	25
Windsor-Sarnia (570)	36	31	17
Stratford-péninsule Bruce (580)	18	16	7
Nord	**51**	**45**	**30**
Nord-Est (590)	36	32	20
Nord-Ouest (595)	15	13	10

Tableau 33 (suite)

(en milliers)

	Santé et assistance sociale	Admin. publiques
Ontario	**544**	**274**
Région :		
Est	**88**	**98**
Ottawa (510)	58	84
Kingston-Pembroke (515)	22	14
Région du grand Toronto (530)	**291**	**88**
Centre	**128**	**47**
Muskoka-Kawarthas (520)	20	6
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	46	19
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	63	23
Sud-Ouest	**84**	**21**
London (560)	40	9
Windsor-Sarnia (570)	27	8
Stratford-péninsule Bruce (580)	16	4
Nord	**51**	**29**
Nord-Est (590)	35	14
Nord-Ouest (595)	16	7

- On ne tient pas compte des données sur l'emploi inférieures à 1 500 pour des raisons de fiabilité statistique.
  Se reporter à la remarque portant sur les écarts-types et à la RGT du Tableau 32.
  Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Nota :

1. Comprend foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz.
2. Comprend transport et entreposage, services publics et commerce de gros.
3. Comprend finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail; gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien; et services professionnels, scientifiques et techniques.
4. Le secteur information, culture et loisirs comprend des industries telles que : édition; industries du film et de l'enregistrement sonore; radiotélévision et télécommunications; services d'information et de traitement de données; arts d'interprétation; sports-spectacles et industries connexes; établissements du patrimoine; divertissements, loisirs et jeux de hasard.
5. Comprend hébergement et services de restauration, et autres services (tels que réparations et entretien, services personnels et blanchissage, services religieux, services de subventions et services civiques, professionnels et autres).

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Régions économiques de l'Ontario[1]	
Est	
Ottawa (510)	Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, Prescott et Russell, Leeds et Grenville, comté de Lanark et municipalité régionale d'Ottawa-Carleton
Kingston-Pembroke (515)	Comtés de Lennox et Addington, Hastings, Renfrew, Prince Edward et Frontenac
Centre	
Muskoka-Kawarthas (520)	Comtés de Northumberland, Peterborough, Victoria, Haliburton et municipalité du district de Muskoka
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	Comtés de Dufferin, Wellington et Simcoe et municipalité régionale de Waterloo
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	Comté de Brant, municipalités régionales de Hamilton-Wentworth, Niagara, Haldimand-Norfolk et ville de Burlington dans la municipalité régionale de Halton
Région du grand Toronto[2]	
Toronto (530)	Municipalité de la communauté urbaine de Toronto, municipalités régionales de Durham, York, Peel et Halton (à l'exclusion de la ville de Burlington)
Sud-Ouest	
London (560)	Comtés d'Oxford, Elgin et Middlesex
Windsor-Sarnia (570)	Comtés de Lambton et Essex et Kent
Stratford-péninsule Bruce (580)	Comtés de Perth, Huron, Bruce et Grey
Nord	
Nord-Est (590)	Districts de Nipissing, Parry Sound, Manitoulin, Sudbury, Timiskaming, Cochrane, Algoma et municipalité régionale de Sudbury
Nord-Ouest (595)	Districts de Thunder Bay, Rainy River et Kenora

Nota :

1. Telles qu'elles sont définies dans le *Guide de l'Enquête sur la population active* (février 2001) de Statistique Canada.
2. La région économique 530 est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.